
s!lence
écologie • alternatives • non-violence
N°368 mai 2009
4,60€ - 7 FS
À la recherche de l'écologie radicale
S!lence
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net





3 questions à… Fabrice Nicolino, journaliste écrivain

Agrocarburants

Silence : **Peuples Solidaires et les Amis de la Terre ont lancé une campagne contre l'achat de terres par le constructeur automobile Daewoo à Madagascar. Ce genre d'achat pour les agrocarburants est en train de se multiplier. Peut-on s'y opposer ?**

Fabrice Nicolino : En tout cas, il le faut. La bataille qui vient de commencer est d'abord morale. Elle est écologique, bien sûr, mais avant tout morale, car elle sépare et séparera ceux qui pensent que l'humanité est une — tous les hommes se valent —, et tous les autres. Est-il acceptable d'utiliser une fraction croissante des plantes alimentaires pour faire rouler des bagnoles ? De la réponse à cette question dépend l'avenir de l'opposition au monde réel.

Pour l'heure, je constate que le mouvement écologiste, y compris la pointe avancée des *Faucheurs volontaires,* se désintéresse de la question. J'y vois le signal d'un affaissement de la pensée. D'une incapacité à relier entre eux les fils de la crise écologique planétaire.

La question première de la terre est pourtant une occasion unique de refonder l'engagement de tous contre la destruction de la vie. La gauche — toutes les gauches — s'est montrée incapable d'une pratique réellement universaliste. Il me semble que les écologistes sincères peuvent et donc doivent faire mieux. L'urgence proprement vitale consiste à proclamer la dimension sacrée de l'agriculture vivrière. Tout autre point de vue doit se situer derrière.

Qu'en est-il de la recherche sur les agrocarburants de deuxième génération ? Une nouvelle mystification ?

J'avoue ne pas avoir très envie d'entrer dans le détail des recherches en cours. Elles sont nombreuses et variées, mais elles reposent toutes sur l'acceptation des nécrocarburants de première génération, dont je rappelle qu'ils sont les seuls à exister. Et à jeter dans la misère et le désespoir des dizaines de millions d'êtres humains.

Ces recherches, oui, sont avant tout une mystification publicitaire qui vise à éteindre toute critique. Il s'agit soit d'utiliser des plantes non alimentaires, comme le jatropha — originaire d'Amérique latine — ou l'herbe à éléphant, soit d'exploiter ce qui n'est pas le fruit lui-même. C'est-à-dire la tige, les déchets végétaux qui restent au champ après les récoltes, la cellulose des arbres, les algues, etc. Pour les restes de récoltes, disons-le au passage, il s'agit d'une hérésie pure et simple au regard du maintien de la fertilité des sols. Ces derniers ont besoin des déchets !

Leurs promoteurs admettent volontiers que la première génération est mauvaise, voire désastreuse, mais ils ajoutent que la seconde sera parfaite. *Bullshit !* comme on dit ailleurs. Dans le meilleur des cas, ces nécrocarburants seront "au point" dans une petite dizaine d'années. Les morts et les forêts dévastées reviendront-ils ? En outre, rien n'indique que ces "recherches" aboutiront jamais sur le plan commercial et industriel. Il y faut des conditions qui aujourd'hui n'existent pas. La seule certitude, c'est

quoi de neuf ?

Venez nous voir les 14 et 15 mai !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence.* Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **14 et 15 mai, 18 et 19 juin, 20 et 21 août…**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 30 mai** (pour le numéro d'été), **20 juin** (pour le numéro de septembre), **29 août** (pour le numéro d'octobre)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **1er avril 2009.**

4935 (+8)

C'est le nombre d'abonnés que nous avions à la clôture de ce numéro. Pour assurer la progression de nos idées, nous vous invitons à chercher de nouveaux abonnés autour de vous.

> Nous avons mis en place un abonnement par virement automatique trimestriel qui commence pour les plus démunis à 7 € par trimestre (voir en page 47) : à ce prix-là, tout le monde peut s'abonner.

> Si vous offrez cinq abonnements découverte pour six mois (20 x 5 = 100 €), vous bénéficiez de votre réabonnement gratuit pour un an (46 €).

Lyon : Deux soirées autour des dossiers

> Les villes en transition vers la sobriété.
26 mai à 19h, soirée au CEDRATS, avec Luc Semal et Mathilde Szuba. A 19 h : repas partagé ; à 19h30 : débat autour du dossier du numéro de février.

> À la recherche de l'écologie radicale.
28 mai à 19h, soirée au CEDRATS, avec Michel Bernard, Mimmo Pucciarelli, Luc Semal…
À 19 h : repas partagé ; à 19h30 : débat autour du dossier de ce numéro.

Les deux soirées se déroulent au *Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67, M°Croix-Paquet.*

AlterTour

S!lence a décidé de s'associer à l'AlterTour pour promouvoir un "monde sans dopage". Aux thèmes



que les carburants végétaux jouent en ce moment, et pour de longues années hélas, un rôle purement criminel.

Des instituts français que je ne qualifierai pas ici, comme le Cirad ou l'Inra, jouent cette carte, qui permet la relance de la consommation d'engrais, de pesticides et d'OGM.

À propos d'OGM, l'Inra se livre à des recherches effarantes sur des peupliers transgéniques, dont le rôle exclusif serait de fournir du carburant. Ce "travail" "scientifique" se répand d'un bout à l'autre de la Terre à une vitesse extraordinaire. L'une des caractéristiques de ces chimères, c'est que les "arbres" ainsi créés ont un tronc plus mou, ce qui facilite l'accès à la matière première, la cellulose. Faut-il ajouter quelque chose ?

Certains prônent l'autoproduction, la récupération d'huile... Cela est-il une alternative ou une fausse piste ?

Je n'ai rien contre ceux qui prêchent l'autonomie ou s'en approchent. Mais la question des carburants végétaux est de principe. Dans un monde qui a faim, on ne peut envoyer le message qu'ici, au Nord, il serait possible — à des écologistes ! — d'utiliser des huiles alimentaires pour faire tourner une machine.

Je suis donc radicalement contre tout usage de carburants tirés de plantes alimentaires, quel que soit le but poursuivi. L'industrie mondiale risque fort, tôt ou tard, de vendre ses saloperies en montrant précisément quelque bon paysan bio du Périgord enfin libéré du lien maudit avec le pétrole. Vous voyez l'affiche ? "Pierre, paysan du Lot, roule sans faire de mal à la planète, et sans payer de taxes à l'État". Ça vous fait vraiment envie ? ■

> **Fabrice Nicolino** est l'auteur du livre *La faim, la bagnole, le blé et nous, une dénonciation des biocarburants* (Fayard, 2007).

sommaire

de la première édition s'ajoutera cette année le dopage financier (voir page 31). *S!lence* cherche des cyclistes qui pourraient représenter la revue pendant cette randonnée qui cette année va parcourir un arc-en-ciel de l'est (Besançon) à l'ouest (Nantes) en passant par le nord (Lille). Outre venir renforcer le peloton, ces lecteurs, lectrices auront comme objectif de collecter des contacts alternatifs dans les régions traversées. Si cela vous intéresse, merci de contacter la revue (de préférence le mercredi).

Assemblée générale Film sur S!lence

Depuis un an, Anne-Laurence Mazenc réalise un film sur la revue. Ce film est en cours de montage et sera présenté en avant-première à notre assemblée générale le samedi 20 juin 2009. Une bonne raison pour venir débattre avec nous à cette occasion.

Erratum

En page 35 du n°367, la couverture du livre de Majid Rahnema n'est pas la bonne... mais celle de son précédent livre "Quand la misère chasse la pauvreté", excellent au demeurant.

Languedoc

Nous envisagions de faire un numéro pour janvier 2010 sur les trois départements Lozère, Gard et Hérault. Mais nous avons déjà tellement de reportages possibles dans le Gard... que nous allons laisser l'Hérault pour une prochaine fois.

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur la **Saône-et-Loire et la Nièvre** (été 2009), **Lozère et Gard** (janvier 2010) **Val-de-Marne et Essonne** (été 2010), **Vendée et Maine-et-Loire** (janvier 2011), tout ou partie de l'**Auvergne** (été 2011)... La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

Proposez vos reportages. Il nous faudra plus de vingt ans pour faire le tour de la France des régions. Donc n'attendez pas notre visite et n'hésitez pas à nous proposer des reportages sur les initiatives que vous connaissez.

Délais de réabonnements

Pour les abonnements, les dates de clôture sont les mêmes que pour la revue du fait de la complexité des envois. Cela signifie que pour ne pas avoir de rupture dans votre abonnement, il faut réagir dès le premier rappel qui vous est indiqué sur votre bandeau, deux numéros avant la fin. Pour éviter tout problème, vous pouvez maintenant opter pour le virement automatique (voir en page 47).



Fausse manifestation anti-écolo

Cyril Cavalié

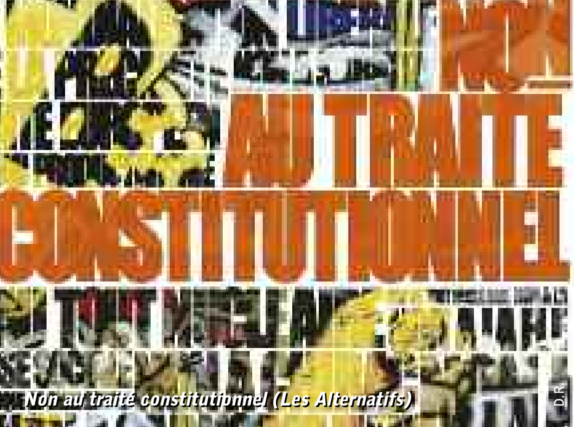


Fausse manifestation anti-écolo

Cyril Cavalié


AMAP : débat en plein air

Anna-Maria Regina



Non au traité constitutionnel (Les Alternatifs)

D.R.

editorial

Notre mode de vie est négociable

Nous vivons une époque formidable. En l'espace de trente ans, tout le monde, sans exception, est devenu écologiste. Mais… de quelle écologie s'agit-il ? De celle qui permet aux enseignes de la grande distribution de redorer leur blason en vendant quelques produits biologiques en marge ? De celle qui anime les chargés de développement durable au sein du service de communication des agences de publicité ? De celle que mettent en place les gouvernements afin de relancer la croissance verte ? Ou encore du petit geste quotidien qui, aussi nécessaire soit-il, n'est pas suffisant s'il n'est pas relié à une démarche collective plus sociale et politique ?

Alors que l'écologie se mue en simple réflexe de survie — pour les entreprises, de leur image ; pour les éco-citoyens, de leur bonne conscience… —, c'est une autre approche plus radicale de l'écologie qu'il nous semble nécessaire de mettre en avant. "Radicale", c'est à dire qui analyse les problèmes et les traite à la racine, avec leurs causes profondes : sociales, politiques, culturelles, voire spirituelles. Rien ne sera résolu de la crise écologique extrêmement grave qui touche la planète, sans "un changement social profond"[1]. La radicalité ici a valeur d'honnêteté : promouvoir les agrocarburants ou sortir de la civilisation automobile pour relocaliser l'économie ? Trier ses déchets ou repenser les besoins, la production et la distribution à la source ?

C'est dans cette optique que *Silence* interroge la dynamique actuelle de celles et ceux qui se réclament aujourd'hui de l'écologie radicale. Qui sont-ils ? De quelle manière agissent-ils et s'organisent-ils collectivement pour faire avancer leurs idées et leurs pratiques ? Comment s'impliquent-ils sur le terrain politique, social ? Quelles sont leurs différences et leurs convergences, et que peut-on espérer enfin face à la crise écologique actuelle ? Autant de questions que pose ce dossier.

Guillaume Gamblin ■

1. Murray Bookchin, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, Ateliers de création libertaire, 2007

dossier

Dessin de couverture : Colloghan

La petite musique de l'écologie radicale...

Les Verts semblent avoir cessé de faire rêver les militants qui pensent que l'écologie est une force subversive. Les partisans d'une écologie anti-productiviste, critique de la société de croissance et de consommation, ne se retrouvent pas dans la large et consensuelle alliance Europe Ecologie qui a pris forme pour les élections européennes. Différences de fond (avec le libéral Cohn-Bendit) ou de stratégie (avec l'anti-libéral Bové) : dans tous les cas, nombreux sont celles et ceux qui ne trouvent pas leur place dans cette alliance. Comment continuer à faire entendre la petite musique d'une écologie radicale ?

UN CERTAIN NOMBRE D'ACTEURS DE CETTE MOUVANCE ONT DÉCIDÉ DE SE RETROUVER POUR réfléchir ensemble et faire entendre la voix de cette minorité. On les a retrouvés dans un certain nombre de lieux, espaces de réflexion et de dynamisation collective.

L'appel de *Politis* : pour une gauche alternative, sociale et écologiste

Un premier moment de cette redynamisation du cadre militant écologiste et social à gauche est l'appel de *Politis,* au mois de mai 2008. L'objet de cet appel est la création d'un "cadre permanent à l'intérieur duquel les forces de gauche sociale et écologiste pourraient mener le débat". Il se veut fédérateur d'une "alternative à gauche". L'appel, qui recueille plus de dix mille signatures, se veut en faveur d'une gauche "qui conjugue urgence sociale, urgence démocratique et urgence écologique". Il interroge : "Comment la volonté de changer radicalement l'ordre des choses peut-elle redonner majoritairement le ton à gauche ?". Une belle brochette d'intellectuels allant des sensibilités sociales, décroissantes à d'autres, vertes et communistes minoritaires, signe l'appel durant les mois qui suivent. Celui-ci suit sa dynamique propre, avec à la fin 2008 le lancement de "l'appel pour une autre Europe" pour faire front à la liste Europe Ecologie, et des "assises du changement" au printemps 2009. Quatre tendances, au moins, de l'écologie radicale se retrouvent participer à cet appel, avec notamment les Objecteurs de croissance, les Alternatifs, Alter Ekolo et Ecologie solidaire.

Le processus de Miremont : un recentrage sur l'écologie radicale

Mais, selon Jean-Michel Duclos, membre d'*Alter Ekolo,* les écologistes se retrouvent néanmoins minoritaires dans cet appel. Ils ont du mal à peser dans le débat. D'où la volonté de créer un pôle plus spécifique, qui prenne suffisamment en compte le paradigme écologiste dans les analyses et les propositions. Jean-Michel Duclos lance alors l'invitation à d'autres mouvances écologistes à venir se rencontrer, pour faire le point, dans sa petite commune de Miremont. L'idée est de "se relier pour faire front ensemble aux défis de l'écologie radicale", précise-t-il. Se retrouvent alors, en août 2008, les quatre courants déjà cités ainsi que des membres d'*Utopia,* de la *Zone d'Ecologie*


Guillaume Gamblin

De gauche à droite : Daniel Romet, Richard Neuville, et Christophe Terras, représentants Les alternatifs

Les Alternatifs



Les Alternatifs, créé en 1998, est un mouvement politique se réclamant de l'altermondialisme. Ses "quatre piliers" sont : solidarités, écologie, féminisme et autogestion. Il se veut "rouge et vert".
Contact : Les Alternatifs, 40 rue de Malte, 75011 Paris. Tel 01 43 57 44 80 contact@alternatifs.org - www.alternatifs.org

Populaire et du *Mai* (ex-comités Bové). Il ressort de cette rencontre une déclaration commune, affirmant la volonté de travailler ensemble pour faire avancer les perspectives de l'écologie radicale. Chaque mouvement qui participe a en effet sa propre histoire, et c'est d'avantage cette histoire qui les différencie que de profondes divergences de fond. D'où l'idée de coopérer pour augmenter la dynamique et la visibilité.

Une seconde rencontre de ce réseau a lieu début janvier 2009 à Avignon. *Silence* y est présent en observateur. Pour constater que l'assemblée est très majoritairement masculine et vieillissante… Des représentant-e-s des sept mouvances citées y participent, ainsi que des individus et militants écologistes du coin. On y trouve aussi des membres d'autres tendances politiques qui sont là en "observateurs" : le NPA, le Parti de gauche et les Communistes unitaires ont ainsi envoyés des représentants pour suivre ce qu'on appelle le "processus de Miremont". Outre les moments de plénière, on y planche également en ateliers sur quatre gros chantiers : travail et revenu, énergie et climat, transports et gratuité, souveraineté alimentaire.

Un espace d'échange et une "chambre de résonance"

Que faut-il attendre de ces rencontres ? Les participants s'entendent pour estimer qu'on est ici dans un processus délié des enjeux électoraux. Il n'est pas question d'envisager Miremont comme une force politique ayant vocation à se présenter lors des prochaines élections européennes ou régionales. Pour Vincent Delahaie, l'un des organisateurs des rencontres d'Avignon, Miremont est "une entité de réflexion et un espace d'échanges". C'est "un simple cadre pour avancer, se rencontrer et élaborer ensemble un corps programmatique de l'écologie radicale". Pour Richard Neuville et Christophe Terras, des alternatifs d'Ardèche et du Var, il y a dans Miremont la volonté d'affirmer dans le paysage politique des solutions radicales, en rupture avec l'écologie d'aménagement et avec le choix des Verts de l'institutionnalisation. Alors que l'alliance *Europe Ecologie* a abandonné toute volonté de rupture avec le capitalisme et la marchandisation, le *processus de Miremont* veut être une "boîte à outils", une "chambre de résonance" des idées plus radicales. Le fait d'être déliés des processus électoraux apporte une liberté de réflexion autre.

"Ecologie radicale" ?

Mais en fait, qu'entend-on par écologie radicale ? Un consensus assez fort semble se dégager de la part des participants, autour des axes suivants : une écologie anti-capitaliste, anti-productiviste, altermondialiste et qui se veut en rupture avec l'idéologie de croissance et la société de consommation. Un lien réaffirmé entre transformation écologique et sociale. La volonté de rupture avec une écologie de simple aménagement du système. L'adjectif "radical" recouvre autant les idées (rupture avec le capitalisme) que les stratégies (rupture avec le réformisme). Le radical, étymologiquement, c'est ce qui va à la racine. Ce qui ne soigne pas les effets mais les causes.

Une fois que l'on a dit cela – et on se le répète à l'envi –, bien des questions restent en suspens. Des questions sur lesquelles on n'est pas toujours d'accord. Alors que certains se repaissent de discours théoriques critiquant l'écologie "d'accompagnement" du libéralisme, Jacques Bonnet, de *Mai,* appelle à "ne pas se contenter de rejeter les écologistes réformistes en disant que la capitalisme, c'est pas bien. Le risque serait de s'enfermer entre idéologues". Pour Jean-Pierre Lemaire, d'*Écologie Solidaire Paris,* il faut éviter les fausses oppositions, et mettre en oeuvre des "éléments de transformation immédiate tout en réfléchissant à des axes de dépassement du système. Il ne s'agit pas de faire de la radicalité en vase clos, ni simplement verbale".

Et les luttes, dans tout ça ?

Les composantes plus libertaires de l'assemblée ne se sentent pas à l'aise cependant dans la culture très "partidaire" qui prédomine. Fabien Bon, objecteur de croissance libertaire, demande que l'on

Augustin Grosdoy (Écologie Solidaire)



Guillaume Gamblin

Ecologie solidaire



Ecologie solidaire est un "club politique" qui se veut transversal, composé de Verts minoritaires mais aussi, plus largement, de personnes issues d'autres milieux que le parti écologiste. Il porte un "projet à la fois écologiste et antilibéral" et se veut un "lieu de débats et de propositions", une "structure souple pour réfléchir avec des personnes extérieures ou intérieures aux Verts", selon Augustin Grosdoy.
Contact : www.ecologie-solidaire.org

définisse d'abord le rapport aux institutions avant de nouer des stratégies politiques. Il s'insurge contre l'oubli d'une dimension pourtant constituante de ce processus : organiser un "front de lutte". Les mobilisations sociales et les luttes semblent être étrangement absentes des débats, alors que les interventions sur les stratégies politiques se succèdent. Selon Christian Sunt, objecteur de croissance et libertaire lui aussi, le *processus de Miremont* est clairement "déconnecté" des échéances électorales. Lors de la première rencontre, deux axes avaient été définis : être un lieu d'élaboration de projets collectifs, un "intellectuel collectif" d'une part ; et être un front de lutte qui s'engage dans des luttes communes, d'autre part. Il regrette lui aussi le délaissement de ce deuxième objectif, et souhaiterait ajouter un troisième axe : être un lieu d'élaboration d'alternatives communes. C'ests un peu la "troisième jambe" de l'écologie radicale. Il souhaite également que le processus "s'élargisse à des mouvements sociaux qui se revendiquent de l'écologie radicale". Constatons tout de même que c'est en effet la dimension politique – déliée des enjeux électoraux mais qui gravite dans les cercles du jeu politique – qui domine à Avignon. Serait-ce la proximité du palais des Papes qui empêche de se couper complètement des intrigues et des jeux du pouvoir ? Ou la culture politique de nombreux participants ?

La "Fédération" : vers une force politique effective

Quelques mois plus tard, en décembre 2008, naît la dynamique de lancement de "la Fédération". C'est là que les choses se compliquent. Difficile, dans un premier temps, de débrouiller les fils pour comprendre ce qui la distingue de ses grandes sœurs. *La Fédération* est une initiative commune des Alternatifs, des Communistes Unitaires, des collectifs anti-libéraux (dont le *Mai,* qui en est une frange organisée) et des Verts minoritaires que sont *Alter Ekolo* et *Ecologie Solidaire*. On y retrouve donc une bonne partie des participants à Miremont. Alors ? Il semble que cette entité ait pour différence principale d'être plus "politique". Il faut entendre par là : plus intégrée dans les jeux d'influence et les rapports de force de la politique politicienne. De plus, alors que *Miremont* regroupe les réflexions autour de l'axe assez précis de l'écologie radicale, ici on se situe de nouveau dans un élargissement, dans un décentrage par rapport à cette thématique précise. Pour Augustin Grosdoy, d'*Écologie Solidaire,* la fédération a pour objet "la reconstruction d'une organisation politique". A savoir qu'elle n'est pas un projet de parti politique, mais de "construction d'une force politique effective". Selon lui, "on ne sait pas à quoi cela va aboutir". D'autres sont plus clairs dans l'affirmation que cette nouvelle structure se compose en vue des élections régionales. Elle constituerait, dans cette perspective, une alliance écologiste temporaire à gauche des Verts. Pour Laurent Eyraud, des Communistes unitaires, la fédération a pour but de "constituer aux prochaines élections un front de


Guillaume Gamblin

Jacques Bonnet (Mai)

Mai

Le Mai n'est pas un acronyme. Il se veut plutôt une référence aux mois de Mai qui ont marqué des ruptures innovantes dans la politique française. Le Mai est un réseau d'anciens collectifs citoyens constitués autour du "non" au Traité constitutionnel européen et de "comités Bové", qui sont restés liés pour poursuivre la dynamique au-delà des élections présidentielles de 2007. Il regroupe des antilibéraux, des alternatifs, des écologistes, des décroissants, et se veut "politique" mais pas électoraliste, selon Jacques Bonnet, de la Drôme. Cherchant à mettre en pratique une "démocratie radicale" en son sein, le Mai s'est constitué à partir du manifeste de Lalouvesc en octobre 2007, avec des personnes motrices comme Jean-Marie Robert, de Bretagne. *Contact : contact@ml.le-mai.fr*

Objecteurs de croissance

Les objecteurs de croissance se sont constitués en un réseau relativement informel, non hiérarchique, regroupant des individus de tendances diverses, plus ou moins libertaires, qui s'inscrivent dans une logique mouvementiste, selon Christian Sunt. A ne pas confondre avec le ROCADE, Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement.
Contact : www.les-oc.info

Utopia

Utopia est un courant politique transversal à divers partis (socialiste en particulier, Verts, communiste) et hors partis. Il appelle à "dépasser le capitalisme ", se situe "en rupture avec la vision social-démocrate", et prône un "alter-développement". Il est à l'origine de motions très minoritaire du même nom au PS.
Contact : Mouvement Utopia, 33 rue Falguière, 75015 Paris. contact@mouvementutopia.org

Zone d'Ecologie Populaire (ZEP)

] zép [
ZONE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE

La ZEP est une tendance transversale à divers partis et mouvements de la société civile, qui essaie de mettre en valeur l'importance d'une écologie intimement reliée au social et présente dans les quartiers populaires, en lien avec les préoccupations de leurs habitants. Elle se compose, à l'origine, de personnes membres ou proches des Verts. Eros sana, Manuel Domergue, Patrick Farbiaz animent ou représentent ce réseau.
Contact : zonedecologiepopulaire.org


Guillaume Gamblin

Jean-Michel Duclos (Alter Ekolo)

Alter Ekolo



Alter Ekolo est une tendance politique, considérée parfois comme un "parti", présente à l'intérieur et à l'extérieur des Verts. Issue d'une motion présentée en décembre 2005, elle regroupe une fraction de ces Verts qui se sont trouvés en porte-à-faux avec la ligne majoritaire du parti ces dernières années, et qui se situe plus à gauche. Il y a eu d'abord le "non" à la constitution européenne en 2005, puis le soutien au candidat Bové lors de la présidentielle de 2007. Deux écarts qui, selon Emilie Morata, de Clermont-Ferrand, ont amené à une rupture mal consommée avec le reste du parti. C'est Jean-Michel Duclos, l'un de ses membres, qui est à l'origine du "processus de Miremont" (voir notre article). Autres personnalités qui émergent de cette tendance : Francine Bavay, Martine Billard. Selon Jean-Michel Duclos, il n'y a pas de désaccords fondamentaux avec les Verts sur les constats… mais des différences sur les stratégies et les alliances. Il regrette la difficulté de trop d'élus verts à être en rupture.

Contact : contact@ekolo.eu - http://alter.ekolo.org

gauche écologiste et sociale", si possible avec des partenaires comme le NPA, etc. Mais du côté du NPA, Hendrick Davi, de la commission écologie du nouveau parti, venu en observateur mandaté, estime que si la *Fédération* reste "un réseau de réflexion et de lobbying", il est envisageable d'y participer ; mais que, si elle veut se constituer en une nouvelle force électorale, c'est hors de question. Le NPA est là pour ça !

Difficile donc de discerner où mènera cette barque…

Guillaume Gamblin ■


Guillaume Gamblin

Emilie Morata (Alter Ekolo)

Un certain nombre de tendances politiques "à gauche de la gauche" semblent vouloir se situer sur le terrain de l'écologie radicale.

Les Communistes unitaires

sont une association regroupant des personnes internes et externes au parti communiste "afin de réfléchir sur les apports de la réflexion marxienne sur l'émancipation". A l'origine de la dynamique de *la Fédération,* ils veulent s'engager dans un "front de gauche écologique et sociale" pour les élections européennes.

NPA

Le Nouveau Parti anticapitaliste, impulsé par la LCR, cherche à être présent lui aussi dans les réseaux de l'écologie radicale. Selon Etienne Maillet, objecteur de croissance,"pour reprendre une distinction proposée en Avignon, celle du court terme, du moyen terme, du long terme/utopie, je dirais que l'écologie radicale est faible sur les deux premiers termes, forte sur le dernier et qu'il en est à l'inverse pour le NPA/LCR".

Parti de Gauche

Cette force politique, issue du parti socialiste (avec Jean-Luc Mélenchon), porte elle aussi un intérêt à l'écologie radicale. Mais présente-t-elle aussi un intérêt pour celle-ci ?



Manifestation anti-écolo organisée par Greenpeace le 29 septembre 2007 à Paris pour protester contre les groupes de pression qui investissent alors le Grenelle de l'environnement. Reportage de Cyril Cavalié.

Cyril Cavalié

Du vert, du rouge, du noir… et beaucoup de débats !

L'écologie radicale pointe les insuffisances des réponses institutionnelles à la crise écologique. Elle nous incite à nous interroger sur nos contradictions individuelles et collectives. Mieux, elle est un lieu d'élaboration de solutions originales, dont certaines parviennent ensuite à se diffuser avec un certain succès[1]. Mais si une telle ébullition est possible, c'est en partie grâce à la diversité des écologistes radicaux…. et le revers de la médaille en est qu'ils peinent à fédérer leurs forces pour peser comme acteur collectif porteur d'un projet alternatif cohérent.

Désormais, la situation écologique ne peut plus être relativisée : les travaux du GIEC ont confirmé la réalité et l'extrême gravité du réchauffement climatique; ceux de l'UICN ont confirmé la gravité des pertes de biodiversité. L'envolée des prix du pétrole, qui a au moins contribué à la crise financière, a définitivement établi la dépendance de nos sociétés à une forme d'énergie qui s'épuise. Enfin, le cyclone Katrina a mis en évidence les inégalités sociales face aux catastrophes écologiques. Ces validations scientifiques et empiriques des alertes lancées par les écologistes depuis les années 1970 font que le constat de la "crise écologique" est maintenant devenu une contrainte-clé des décisions politiques.

Mais si le constat est bien partagé, les analyses et les solutions proposées le sont moins : les propositions sont extrêmement disparates, allant de simples aménagements techniques (sous le vague intitulé de *développement durable*), jusqu'à des formes très diverses de remise en cause profonde de l'organisation sociale, politique, économique et culturelle de notre manière de vivre. Ces remises en cause profondes sont généralement regroupées sous le terme général d'*écologie radicale*.

Qu'il y ait des militants écologistes en désaccord avec "l'écologie de gouvernement", qui se réclament d'une forme d'écologie "radicale", le phénomène n'est pas nouveau. Mais depuis le début des années 2000, les milieux qui constituent l'écologie radicale sont en pleine ébullition, et il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, le vocabulaire du développement durable et de l'écologie s'est très largement répandu dans les milieux politiques et médiatiques, jusqu'à en être galvaudé, ce qui a encouragé beaucoup de militants à se définir comme écologistes "radicaux" pour mieux affirmer leur différence. Ensuite, l'idée de décroissance a réussi à s'imposer dans le débat – au moins dans les milieux écologistes – et à nourrir les réflexions de l'écologie radicale, même si de nombreux militants ne manient cette notion qu'avec beaucoup de précautions. Enfin, les validations scientifiques et empiriques de la situation écologique évoquées ci-dessus ont accru la légitimité et la portée de certaines analyses et propositions de l'écologie radicale.

Quand on parle de l'écologie radicale des années 2000, on ne souligne jamais assez la très grande hétérogénéité des approches qui se cache

1. Par exemple, dans le cas des AMAP : C. Lamine, ***Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?***, Claire Lamine et Nathalie Perrot, Yves Michel, 2008.

derrière cette expression. De multiples courants se dessinent, et la profusion des solutions théorisées et/ou expérimentées gêne la clarification des objectifs proposés. Pour mieux comprendre ce qui réunit ou oppose aujourd'hui ces différents courants de l'écologie radicale, inutile d'essayer de distinguer les "vrais" radicaux (qui seraient vraiment dans la rupture) des "faux" (qui seraient dans l'aménagement). Mieux vaut essayer de comprendre comment chaque courant, à sa manière, interroge les insuffisances et les contradictions des réponses institutionnelles aux problèmes environnementaux, et comment chacun des sujets de débat internes à l'écologie radicale contribue à nous faire prendre conscience de la complexité de la situation écologique actuelle.

Effondrement ou transition ?

Dans les milieux de l'écologie radicale, bien sûr, personne n'est pour l'effondrement. Mais il se trouve que des militants estiment qu'un effondrement imminent est inéluctable, et qui font de cette certitude le fondement de leur engagement. On peut passer très vite sur le cas des survivalistes, qui se contentent de stocker des armes et de la nourriture pour être prêts le jour de l'effondrement : d'abord ils sont extrêmement peu nombreux, et surtout c'est une démarche si individuelle qu'ils ne s'investissent pas dans les débats de l'écologie radicale[2] (voir les logiques "hors champ" présentées ci-dessous).

En revanche, il faut s'attarder davantage sur les courants de l'écologie radicale qui, tout en croyant en l'imminence d'un effondrement, proposent des solutions *collectives* – et donc politiques. La théorie du pic pétrolier, qui a gagné en crédibilité avec la hausse des prix du pétrole jusqu'à l'été 2008, a beaucoup alimenté l'idée que les sociétés industrielles pourraient s'effondrer très rapidement dès que le pétrole viendra à manquer. D'autant plus que le pétrole ne constitue pas simplement une énergie pour la mobilité, mais aussi un élément décisif de la production alimentaire (engrais et pesticides), de la production de biens matériels, etc. Si l'on suit cette idée, il ne nous reste plus d'autre choix que celui de "gérer" l'effondrement pour en adoucir le choc, de manière à ne pas perdre au passage la démocratie, la solidarité et la paix[3].

Cette idée que nous sommes à la veille d'un effondrement à grande échelle est, par exemple, au fondement de toute la stratégie d'expérimentations locales élaborée depuis 2005 par le réseau des *transition towns*[4] *:* quoi que nous fassions, la raréfaction des énergies fossiles déterminera notre histoire à court terme, et il ne nous reste donc plus qu'à choisir entre nous préparer au choc et le subir de plein fouet.



Cyril Cavalié

En fait, le débat qui se joue ici au sein de l'écologie radicale n'est pas exactement entre l'idée d'un effondrement et celle d'une transition : même les écologistes radicaux, qui soutiennent qu'un effondrement est imminent, proposent des stratégies de transition pour en amoindrir le choc. Le débat se joue plutôt entre, d'une part, ceux qui pensent qu'il est déjà plus ou moins trop tard, si bien que même avec une stratégie de transition très volontariste et/ou contraignante en faveur des énergies renouvelables nous ne ferons qu'adoucir l'effondrement sans empêcher totalement l'explosion des inégalités sociales, les rationnements, voire les famines et les guerres, et, d'autre part ceux qui pensent qu'une transition bien organisée suffirait encore à nous en sortir sans trop de heurts.

"Ce qui fait l'importance de ce débat, c'est que les alternatives proposées et les stratégies de transition varient beaucoup suivant que l'on dispose de plus ou moins de temps avant un éventuel effondrement […]."

Ce qui fait l'importance de ce débat, c'est que les alternatives proposées et les stratégies de transition varient beaucoup suivant que l'on dispose de plus ou moins de temps avant un éventuel effondrement, qui serait davantage propice aux explosions de violence qu'à la construction d'un monde meilleur…

Ecologie comme paradigme ou comme lutte sociale parmi d'autres ?

Autre débat d'importance, mais qui n'est pourtant pas toujours explicité dans les milieux de l'écologie radicale : l'écologie doit-elle être conçue comme un paradigme ou simplement comme un

2. Les survivalistes sont en fait extrêmement discrets, au point qu'on se demande dans quelle mesure ce courant relève de la réalité ou du fantasme : ils semblent surtout être invoqués comme une image-repoussoir par certains écologistes radicaux plus classiques, qui souhaitent montrer ainsi que leur propre démarche est "raisonnable", et qu'ils croient aux vertus de la solidarité démocratique.
3. En France, cette approche a surtout été développée suite à la sortie du livre ***Pétrole apocalypse,*** Yves Cochet, Fayard, 2005. Mais chez les Anglo-Saxons, les ouvrages sur ce thème se multiplient avec des auteurs prolifiques comme C. J. Campbell, K. S. Deffeyes, H. T. Odum, J. H. Kunstler (une traduction disponible, signée Philippe Delamare : ***La Fin du pétrole, le vrai défi du XXIe siècle,*** Plon, 2005), ou R. Heinberg (une traduction disponible, par Hervé Duval : ***Pétrole : la fête est finie ! Avenir des sociétés industrielles après le pic pétrolier,*** Demi-lune, 2008).
4. Voir ***Silence*** n°365, "Villes vers la sobriété", et R. Hopkins, ***The Transition Handbook, From Oil Dependency to Local Resilience,*** Green Books, 2008. Quelques extraits sont disponibles sur http://aprespetrole.unblog.fr/files/2009/01/ficheoutils.doc.

élément parmi d'autres de la lutte sociale ? A priori, l'écologie radicale conçoit plutôt l'écologie comme un paradigme, c'est-à-dire comme le prisme permettant le mieux de comprendre et d'appréhender le monde actuel : dans cette perspective, la crise financière et la crise économique ne sont que des sous-éléments de la crise écologique globale[5].

Mais il y a aussi, dans les milieux de l'écologie radicale, des militants issus de luttes sociales plus traditionnelles, et qui ne perçoivent pas les choses de cette façon : ainsi, à entendre certains militants du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) ou du Parti de gauche (PG) qui se réclament de l'écologie radicale, il semblerait que la crise écologique ne soit que l'une des nombreuses conséquences néfastes du capitalisme[6]. Dans cette perspective, on suppose qu'une sortie du capitalisme (et/ou du libéralisme) résoudrait indirectement de nombreux problèmes (dont la crise écologique), et on s'oppose au "capitalisme vert" qui prétendrait résoudre la crise écologique sans remettre en cause la structure de notre économie.

Si ce débat est important, c'est parce que les alternatives proposées ne sont pas les mêmes selon que l'écologie est perçue comme un élément de lutte parmi d'autres ou comme un paradigme à part entière. Dans le premier cas, on suppose qu'il suffit d'en finir avec les profits financiers et les logiques d'accumulation du capital, et de mettre en place une "bonne gestion" des biens communs réduisant les excès et les gâchis, pour résoudre le plus gros de la crise écologique. Mais dans le second cas, c'est carrément un changement de civilisation qui est envisagé : le capitalisme n'est que l'une des multiples formes possibles de la civilisation ancienne qu'il faut dépasser, et ce n'est donc pas tant lui qu'il faut combattre que le productivisme et le consumérisme.

Ecologie radicale étatiste ou libertaire ?

Troisième débat majeur au sein de l'écologie radicale : celui concernant le rôle de l'Etat. Traditionnellement, l'écologie politique s'est construite avec une certaine sympathie pour les idées libertaires. Les expérimentations de modes de vie plus "écologiques" se sont souvent traduites par la constitution de "communautés" ou de "collectifs" locaux, plus ou moins autonomes et inspirés par les principes de l'autogestion[7]. L'idée était ensuite de multiplier ces lieux et de les associer autour de programmes d'action communs, sous forme de mouvement informel, avec parfois l'idée ultime de rendre caduque l'existence de l'Etat, perçu une entrave à l'autogestion et un facteur d'aliénation[8].



Cyril Cavalié

Il est donc logique qu'aujourd'hui encore, de nombreux militants issus de divers courants anarchistes ou libertaires se revendiquent de l'écologie radicale. Effectivement, l'idée d'une vie plus autonome correspond tout à fait aux vœux d'une majorité des militants de l'écologie radicale : par exemple, la production localement autogérée d'énergies renouvelables est préférée à l'actuel macro-système énergétique fondé sur le pétrole et le nucléaire. De là à déclarer que l'écologie radicale devrait être essentiellement libertaire, il n'y a qu'un pas que certains auteurs et militants franchissent allègrement[9].

Mais la question se complique lorsque d'autres sujets de préoccupation sont abordés, comme le cas des services publics. Contre leur privatisation, beaucoup d'écologistes radicaux demandent un renforcement du rôle de l'Etat, ce qui les oblige à réinvestir le champ politique traditionnel et les place en contradiction avec la logique libertaire[10].

5. Voir les théoriciens du pic pétrolier et de l'effondrement évoqués ci-dessus.
6. Cette analyse est aussi celle d'auteurs de la gauche radicale qui ont intégré l'idée de crise écologique à leurs thèses en ajoutant les dégâts environnementaux à la liste des reproches faits au capitalisme (voir par exemple Ignacio Ramonet, ***Le Krach parfait. Crise du siècle et refondation de l'avenir,*** Galilée, 2009).
7. Voir aussi l'intérêt porté aux socialistes associatifs et/ou utopistes, par exemple à travers le livre de J.-F. Draperi, ***Godin, inventeur de l'économie sociale : mutualiser, coopérer, s'associer,*** Repas, 2008, livre du mois *Silence* n° 367.
8. Certains militants se réfèrent par exemple à M. Bookchin, ***Pour un municipalisme libertaire,*** Atelier de création libertaire, 2003.
9. Voir par exemple R. Riesel et J. Semprun, ***Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable,*** Encyclopédie des nuisances, 2008.
10. Voir par exemple l'engagement de certains écologistes radicaux au sein du NPA.

› Et vous, vous en pensez quoi ?

La préparation de ce dossier a fait l'objet de nombreux débats et rencontres. Il va de soi que nous sommes loin d'avoir fait le tour de la question. Alors si vous voulez prendre la plume sur le sujet, n'hésitez pas à nous envoyer votre contribution.

› Lyon Débattre de ce dossier

Pour poursuivre les réflexions engagées dans ce dossier, le comité de rédaction de *Silence* vous invite à une soirée au CEDRATS, le jeudi 28 mai, avec Michel Bernard, Mimmo Pucciarelli, Luc Semal… A 19 h : repas partagé ; à 19h30 : débat. *Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67, M°Croix-Paquet.*

Des solutions pourraient encore être trouvées dans certains cas : par exemple, certains courants libertaires proposent de confier la gestion de l'eau à des associations ou à des collectivités locales. Mais la situation semble presque insoluble dans le cas de problèmes environnementaux globaux : par exemple, si tous les écologistes radicaux s'accordent généralement sur la nécessité d'interdire les OGM, il faudra bien un minimum de pouvoir centralisé pour appliquer cette interdiction. Dans le cas contraire, il suffirait qu'une seule commune choisisse de cultiver un OGM pour que toutes les communes alentour voient leurs champs contaminés… d'où d'importants débats sur les limites de l'autogestion locale face à des problèmes écologiques de portée mondiale.

Logiques hors champs

Reste une frange de l'écologie radicale qui refuse de s'installer dans le cadre "classique" du débat politique et se situe donc volontairement à la marge de l'écologie radicale elle-même. Pour ces acteurs, il s'agit de décentrer radicalement les enjeux de la discussion, en insérant dans la négociation politique des enjeux jusqu'ici ignorés ou timidement abordés. Pour certains par exemple, la cause animale demeure une question centrale, car elle remet en cause la dimension anthropocentrique des débats politiques autour de l'écologie (l'homme au centre du dispositif de la décision, l'homme comme seule finalité de la décision publique). Le rapport humain/non-humain devrait désormais être au cœur même de l'ensemble des procédures de débats publiques.

D'autres courants estiment que l'idée même d'un possible maintien de notre modèle de civilisation n'a plus guère de sens (et on retrouve ici l'analyse des survivalistes évoqués plus haut). Il convient donc de se préparer à vivre dans un monde renouvelé par les contraintes environnementales. Par conséquent, pour ces acteurs, l'idée même des frontières actuelles du débat politique autour de l'écologie n'est même plus pertinente. Inutile de perdre son temps à continuer à débattre en utilisant des catégories (le temps, la précaution, l'Etat, etc.), compte tenu du fait que ces catégories sont *déjà* obsolètes au regard de l'intensité de la crise écologique. Il importe plutôt d'inventer des modes de gestion des rapports sociaux en tenant compte de l'effondrement présent…



Cyril Cavalié

Cet effort de classification a ses limites, et il ne doit pas faire illusion. Les différents courants de l'écologie radicale sont bien traversés par les mêmes questionnements, mais ils aboutissent chacun à une articulation différente de l'ordre des priorités. Ces courants ont aussi clairement des difficultés à se construire comme acteur collectif (importance de l'expression individuelle, d'assemblages théoriques hétéroclites, etc.) Les débats internes à l'écologie radicale sont donc si divers et épars qu'ils enlèvent quasiment toute unité réelle à l'écologie radicale elle-même. Certes, il y a bien quelques points de convergence formels : anticapitalisme, anti-productivisme, altermondialisme, anti-consumérisme, etc. Mais au-delà de ces points de convergence, les analyses de la crise écologique actuelle divergent parfois de manière importante, et les stratégies proposées pour en sortir sont parfois carrément contradictoires (par exemple entre les partisans du "plus d'Etat" et ceux du "moins d'Etat"). Cela explique notamment pourquoi les milieux de l'écologie radicale parviennent à expérimenter de nouvelles théories et de nouvelles pratiques qui, parfois, se diffusent ensuite avec succès au-delà des seuls cercles militants, mais peinent en revanche à fédérer leurs forces pour peser comme acteur collectif porteur d'un projet alternatif clairement identifié.

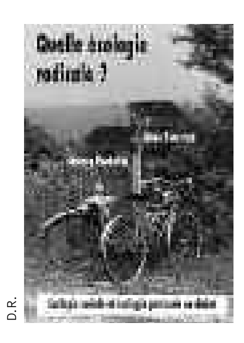
Luc Semal & Bruno Villalba ■

Respectivement :
doctorant en sociologie de l'environnement,

et politologue, Institut d'études politiques de Lille



Cyril Cavalié



D.R.

Les écologistes sont des animaux comme les autres…

En 1994, *Silence* et l'*Atelier de création libertaire* publiaient un ouvrage intitulé *Quelle écologie radicale ?*. Il s'agissait d'un débat, non pas entre des réformistes et des révolutionnaires, mais entre deux conceptions de l'action écologiste se voulant "radicales", c'est-à-dire prônant des mouvements s'appuyant sur l'action et/ou la démocratie directe pour envisager à la fois les changements nécessaires ici et maintenant, et les modes de fonctionnement d'une "autre société".

Loin de l'environnementalisme qui cherchait (et cherche) à accompagner la société, l'*écologie radicale* soulevait déjà des polémiques entre différents modes de pensées. Le livre en question présentait tout simplement les approches différentes de deux écologistes américains. Celle de Murray Bookchin (écologie sociale), s'appuyant sur les luttes sociales pour essayer de définir une pratique en accord avec la survie de la planète, et, à l'opposé, celle du mouvement *Earth First* (écologie profonde) auquel appartenait Dave Foreman, qui partait d'une sauvegarde systématique des espaces naturels pour, ensuite, aller vers une démarche sociale. Un vrai débat toujours ouvert…

Crise des écologistes

En ces temps de crise, ce terme d'*écologie radicale* est repris par un certain nombre de groupes et d'organisations (voir les articles de ce dossier). Mais la crise à laquelle je fais référence ici est moins celle de la planète, que nous dénonçons depuis très, très longtemps, que celle de l'écologie en général, et des partis verts en particulier, qui ont essayé depuis plus d'un quart de siècle d'occuper les places disponibles au sein des institutions municipales, départementales, régionales, parlementaires…

Curieusement, nous assistons aujourd'hui à un double mouvement. D'un côté, la société tout entière semble avoir pris conscience de la nécessité, sinon d'une lessive verte, pour le moins d'un zeste de citron bio pouvant assaisonner nos salades : connaissez-vous encore des gens qui vont vous rigoler au nez si vous leur parlez des préoccupations environnementales ?

Dans ce climat favorable aux idées écologistes, les partis verts devraient avoir la cote… et pourtant, si leur présence dans l'échiquier et les institutions politiques est *grosso modo* une garantie de surveillance du pouvoir et des institutions, de l'autre côté ses représentants, ses élu-e-s, ses porte-parole et/ou leaders, ont déçu beaucoup de monde. Que ce soit les militants "de base", mais aussi les téléspectateurs… les luttes internes, les guerres intestines des petits chefs, une présence dans les luttes quotidiennes qui s'est raréfiée… bref, une vraie catastrophe… écologiste. Tant et si bien que, face à cette débâcle, Alain Duhamel, chroniqueur politique assez pointu, a pu signifier dernièrement que Daniel Cohn-Bendit avait réussi un vrai tour de force en rassemblant diverses âmes écologistes autour de la liste *Europe écologie* en vue des prochaines élections européennes.

Beaucoup de militant-e-s sont pourtant sceptiques, ou perplexes. C'est pourquoi un certain nombre d'entre eux-elles semblent avoir choisi de se rencontrer pour confronter leurs opinions face à cette crise, voire aller plus loin… dynamiser un mouvement ? Créer une fédération ? Se présenter aux élections ? Pour l'heure, nous n'en savons pas plus.

La stratégie du mille-pattes

Ce qui me semble important en ce moment, ce n'est pas de se demander si les personnes, les groupes, les organisations qui se sont réunis ces derniers mois sous l'étiquette de l'écologie radicale sont réellement écologistes.

Je pense que l'écologie politique peut effectivement créer ce lien nécessaire entre des préoccupations environnementales et sociales. Mais depuis le temps que des philosophes, des sociologues, des acteurs présents sur le terrain des luttes ou de la simple vie quotidienne, ont signifié qu'elle devrait se vivre, non pas comme si nous étions des guerriers mais des poètes engagés vis-à-vis de l'autre (les hommes et les femmes, les plantes, les animaux, la terre tout entière), on aurait dû suivre l'exemple.

D.R.

Enfin, je suis sûr que vouloir se présenter comme les plus radicaux, les moins réformistes, ne résoudra pas la crise écologiste.

Nous avons besoin, probablement, d'une vision plus simple, plus ténue : celle des mille-pattes. De ces bestioles qui tous les jours font des petits pas, ensemble, loin de la Star Academy dans laquelle même nos plus cher-e-s ami-e-s tombent lorsqu'on leur tend la perche…

Mimmo Pucciarelli ■


Pierre-Emmanuel Weck

▲ *Daniel Cohn-Bendit, du libertaire au libéral, de l'extrême-gauche à l'extrême-centre ?*


Vlad Mereuta

Les diverses facettes de l'écologie radicale

L'écologie radicale est présentée dans les articles précédents comme objet de débats politiques voire politiciens, entre émergence de mouvements dissidents à gauche des partis institutionnels, et tentatives de convergences politiques entre ces mouvements… Mais il ne s'agit là que d'une des multiples facettes de ce courant de l'écologie.

LES TENTATIVES DE CONVERGENCE POLITIQUE AU SEIN DE L'ÉCOLOGIE RADICALE SONT TOUT SAUF nouvelles… Déjà, en 1978, pour les élections législatives, se forme un "front autogestionnaire" à la convergence du PSU, des écologistes contestataires et de mouvements non-violents, en rupture avec la large alliance de gauche qui essaie d'emporter l'adhésion du plus grand nombre tout en faisant des concessions importantes sur la radicalité de son programme.

En mai 1985, dans un numéro spécial intitulé "Ecologie et nouvelle identité politique", *Silence* présente et interroge une nouvelle tentative de rassemblement entre les Verts, la Fédération de gauche alternative (qui deviendra les Alternatifs) et le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN). Ces derniers cherchent à poser les bases d'une "force politique alternative".

Depuis, cette tentative fédératrice au sein de tendances contestatrices et "radicales" de l'écologie et de la gauche autogestionnaire a plus d'une fois été réalisée, à l'occasion d'échéances électorales ou non… sans résultats très probants.

Que peut-on attendre des tentatives qui se font jour, avec le *processus de Miremont* notamment ? Sans doute pas plus que le signe d'une volonté d'être reliés, dans les tentatives respectives de proposer d'autres modèles de société écologistes et autogestionnaires dans la politique… ce qui est déjà un minimum.

Il semble difficile de rêver d'une force politique électoralement forte, capable de représenter ces idées, en rupture avec la pensée dominante… pour peu qu'un tel projet fasse rêver.

C'est que le changement qui est en jeu va bien au-delà d'un simple changement de politique… Il est également culturel, social, intellectuel, et donc "politique" dans un sens beaucoup plus large.

Luttes écologistes et sociales

Avant – ou au lieu – d'arriver à faire converger une part suffisante de la société autour d'une force électorale, un travail d'avancée de ces idées écologistes radicales dans la société semble indispensable. Pour cela, les luttes sont un moyen privilégié. Leur objectif est en effet de faire basculer l'opinion publique, en alternant des actions directes fortes et symboliques et un travail de sensibilisation autour de leur objectif. *Les Faucheurs volontaires d'OGM* en sont un bon exemple : ce collectif de lutte est l'un des premiers à avoir fait émerger la question des plantes génétiquement modifiées dans le débat public. Au travers de leur combat non violent et de l'ensemble de la campagne politique qu'ils ont organisée autour, c'est une part croissante de l'opinion publique qui a été, sinon sensibilisée, du moins informée des OGM en tant que problème sanitaire, économique, social, politique. Ce sont au final 86 % de Français qui se sont révélés opposés aux OGM. Une avancée des idées écologistes en lien avec une certaine radicalité, puisque se trouve en filigrane dans le débat la question de la critique de la marchandisation du vivant et du monopole des firmes agro-alimentaires, parmi bien d'autres choses.

D.R.

> Pour aller plus loin

- Faucheurs d'OGM, www.monde-solidaire.org
- Résistance à l'agression publicitaire : http://antipub.org
- Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, www.deboulonneurs.org
- Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, tél. : 04 78 28 29 22, www.sortirdunucleaire.org
- Habicoop, c/o URSCOP, 74, rue Maurice-Flandin, 69003 Lyon, tél. : 04 72 36 28 93,
- Sel'idaire, BP 60034, 80081 Amiens cedex 2, www.selidaire.org
- AMAP : voir http://alliance-pec.free.fr
- Fédération des CIGALES, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél. : 01 49 91 90 91, www.cigales.asso.fr
- Réseau d'échanges réciproques des savoirs : www.mirers.org
- Passerelle éco, Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon, www.passerelleco.org

Réunion débat au sein d'une AMAP



Anna-Maria Regina

C'est donc également dans ces luttes que se manifeste le dynamisme de l'écologie radicale dans la société : lutte anti-OGM, combats anti-publicitaires (Résistance à l'agression publicitaire, Déboulonneurs…), actions anti-nucléaires… C'est également au travers de celles-ci que se tissent des convergences pratiques entre des membres de familles politiques différentes : anarchistes, écologistes, non-violents, anticapitalistes de tout poil…

Des pratiques alternatives

Une manière moins tonitruante par laquelle se diffuse cette petite musique de l'écologie radicale dans la société, est le vaste champ des alternatives. On entend par là les expériences pratiques et collectives qui sont mises en œuvre de diverses manières dans un cadre d'habitation, d'activité, d'auto-organisation quotidienne. Ces pratiques sont multiples : habitat collectif, fermes autogérées, coopératives de production, SEL, AMAP, CIGALES, réseaux d'échange des savoirs, réseaux d'hébergement, etc.

C'est dans le lit de ce fleuve que s'élabore en pratique une pensée écologique radicale qui prend appui sur l'expérience pour chercher à penser des formes d'organisation collectives différentes et émancipées des cadres capitalistes, consuméristes, hiérarchisés, patriarcaux, etc.

Plus discrète, cette tendance n'en est pas moins extrêmement dynamique et étendue, et des revues comme *Silence* cherchent précisément à s'en faire l'écho.

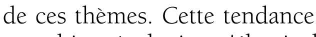
Le rôle des médias

C'est là justement un autre élément du puzzle qui fait vivre et tenir ensemble ces alternatives, ces luttes et des tentatives d'organisation politique. Les médias dominants, tournés exclusivement vers l'actualité institutionnelle émanant des hautes sphères de la décision politique et économique, passent largement à côté de ce foisonnement et de son intérêt réel, au-delà de son aspect spectaculaire. C'est donc du côté des médias alternatifs et indépendants que le regard se tournera. Ils sont encore assez nombreux, les médias qui essaient de se faire le relais des idées et des pratiques de l'écologie radicale. L'hebdomadaire *Politis*, centré sur le social et récemment plus orienté sur l'écologie, se situe plutôt à la convergences "des urnes et des luttes", et se fait régulièrement le relais des tentatives d'organisation entre mouvements de la gauche de la gauche et de l'écologie radicale notamment. *Silence*, mensuel, se situe plus, lui, à la confluence entre "les alternatives et les luttes". Parmi les autres médias qu'on peut recenser dans cette mouvance, citons les trimestriels *Passerelle Eco, Entropia, Ecologie politique, Ecorev* ou encore les mensuels *L'Ecologiste, l'Age de faire,* des sites internet comme *décroissance.info*, etc (1).

S'associer pour avancer

L'un des moyens et des lieux d'un engagement politique en faveur des idées de l'écologie radicale se situe dans l'engagement associatif. Une manière non institutionnelle de faire de la politique en menant campagne sur des sujets comme l'agriculture biologique, le climat, l'automobile et le vélo, l'économie alternative, etc. tout en portant un projet de société. On peut citer à ce titre *Nature et Progrès* (autour de l'agriculture biologique), *La Ligne d'horizon* (autour de l'après-développement), *Terre et humanisme* (autour de l'agroécologie), *One Voice* (autour de la condition animale), et évidemment les grosses structures que sont *Greenpeace* ou *les Amis de la Terre.*

Une politique libertaire



Une tendance plus libertaire s'engage en politique dans le sens d'une écologie radicale… mais d'une manière toute différente. Il ne s'agit plus de remplir les urnes mais de s'engager de manière large dans les luttes, les alternatives, les initiatives et les débats autour de ces thèmes. Cette tendance anarchiste écologiste s'élargit de plus en plus. Elle s'enracine entre autres dans la pensée de Murray Bookchin ou encore John Clark, popularisés en France par l'éditeur *Atelier de création libertaire,* et est portée par des personnes comme Jean-Pierre Tertrais à la *Fédération anarchiste* ou encore par Mimmo Pucciarelli. Cette approche libertaire propose d'intéressantes pistes comme le municipalisme libertaire, l'organisation sous forme de fédération ou le mandat impératif des élus, des outils qui pourraient contribuer à mettre en place une articulation entre ces différents choix de pratiques politiques.

Alimenter le débat

Enfin, il faut citer les contributions sous forme de livres de très nombreux auteurs : François Terrasson (*La Peur de la nature,* Sang de la Terre, 2007), Hervé Kempf (*Pour sauver la planète, sortez du capitalisme,* Seuil, 2009), Fabrice Nicolino, François Partant, André Gorz, Félix Guattari, Miguel Benasayag… dont nous présentons les ouvrages en pages "Livres" et qui permettent à un mouvement en perpétuelle évolution de prendre du recul et d'avancer dans de nouvelles directions.

Comme on le voit, le mouvement de l'écologie politique radicale se caractérise par sa grande diversité, signe de sa bonne santé.

Guillaume Gamblin ■

■ Écologie & Politique, 17, boulevard Foch, 45240 La Ferté-Saint-Aubin. www.ecologie-et-politique.info

■ Ecorev', Dif'pop', 21ter, rue Voltaire, 75011 Paris, http://ecorev.org

■ L'écologiste, BP 1, 03160 Ygrande, tél. : 04 70 66 25 43, www.ecologiste.org

■ L'âge de faire, La Treille, 04290 Salignac, tél. : 04 92 61 24 97, www.lagedefaire.org

■ www.decroissance.info

■ Nature et Progrès, 16, avenue Carnot, 30100 Alès, tél. : 04 66 91 21 94

■ La Ligne d'Horizon : www.lalignedhorizon.org

■ Terre et humanisme, Mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère. www.terre-humanisme.org

■ One voice : www.one-voice.fr

■ Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél. : 01 44 64 02 02

■ Les Amis de la Terre, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 32 22. www.amisdelaterre.org

■ Ateliers de création libertaire, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01, tél. : 04 78 29 28 26, www.atelierdecreationlibertaire.com

■ Fédération anarchiste : http://fa.federation-anarchiste.org

■ Fabrice Nicolino, *Pesticides, un scandale français* (avec François Veillerette), Fayard 2007 ; *La faim, la bagnole, le blé et nous,* Fayard 2007.

■ François Partant, *Que la crise s'aggrave,* Parangon 2002 ; *La fin du développement,* Actes Sud 1997 ; *La ligne d'horizon,* La Découverte 2007.

■ André Gorz, *Métamorphoses du travail,* Galilée, 1988 et Folio Essais, 2004 ; *Ecologica* Galilée, 2008.

■ Félix Guattari, *Les trois écologies,* Galilée, Paris 1989

■ Miguel Benassayag, *Du Contre-pouvoir,* en collaboration avec Diego Sztulwarkal,2000, La Découverte ; *Éloge du conflit,* avec Angélique del Rey, 2007, La Découverte.

1. Lire *Devenons des médias alternatifs*, Esteban, P'tit Gavroche, Lyon.



▼ *Épicerie de Tarnac (Corrèze)*

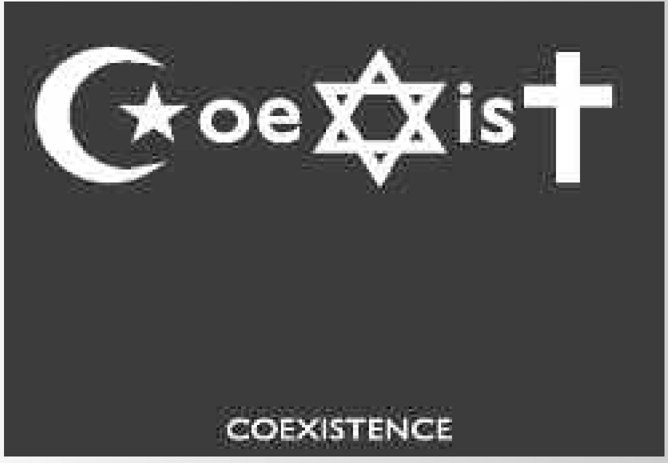
D.R.

Etre subversif, c'est passer de l'individuel au collectif.
***Aimé César*e**

Palestine

Pour un tribunal Russell

Après les massacres de l'armée israélienne dans Gaza (100 morts palestiniens pour 1 mort israélien), une centaine de personnalités ont lancé un appel pour mettre en place un tribunal Russell sur la Palestine, un tribunal international symbolique géré par les citoyens. Parmi les personnalités, on a Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU, Etienne Balibar, Raymond Aubrac, Russell Banks, Noam Chomsky, Gisèle Halimi, Albert Jacquard, Alain Joxe, Naomi Klein, Ken Loach, François Maspéro, Gustave Massiah, Simone de Bollardière, Harold Pinter, François Roux, José Saramago, Vandana Shiva, Michel Warschawski, Jean Ziegler… Ce tribunal citoyen entend non seulement étudier les responsabilités d'Israël et de la Palestine, mais également des institutions internationales et des autres Etats, complices de ces massacres par passivité. *The Bertrand Russell Peace Foundation, 112, church Street, Maltock, Derbyshire DE4 3BZ, UK ou TRP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, www.russelltribunalonpalestine.org*



D.R.



D.R.

▲ *Débat graphique sur internet…*

Que cache Tarnac ?

Le quotidien *Le Monde* a réussi à se procurer le dossier d'instruction de l'affaire de Tarnac (voir n°365). Dans son édition du 25 mars 2009, il en a fait sa une et en a publié de larges extraits. Malgré une enquête qui se poursuivait depuis des années, on y apprend que le dossier ne contient aucune preuve matérielle, aucun aveu, et un seul témoignage à charge… anonyme, recueilli quelques jours après les arrestations. On y apprend que Julien Coupat a été repéré par les Renseignements généraux après une occupation étudiante de la faculté de Nanterre le 26 décembre 2002. Lors de l'achat de l'épicerie-restaurant de Tarnac, le groupe a fait l'objet d'une enquête pour suspicion de blanchiment d'argent qui n'a rien donné. La seule infraction réellement relevée est le franchissement sans passeport biométrique de la frontière entre le Canada et les Etats-Unis lors d'un voyage en amoureux du couple Lévy-Coupat : ils se sont fait arrêtés par les garde-frontières. Ils ont été filés pendant de longs mois après avoir été vus dans des manifestations comme le contre-sommet de Vichy en novembre 2008. Des caméras et des micro-espions ont été placés dans et autour de l'épicerie-resto, le courrier électronique intercepté, les visiteurs ont été systématiquement photographiés… En vain. La véritable conclusion de cette affaire est de savoir pourquoi a été enclenchée cette mise en scène le 11 novembre 2008. Pour occuper les médias et les empêcher de parler d'autre chose ? Cela s'appelle un "contre-feu" en politique… *Soutien : www.soutien11novembre.org*

Paris

Pour agrandir la librairie Publico

140 m² situé au 143, rue Amelot sont en vente, mitoyens de la librairie Publico, librairie de la Fédération anarchiste. Celle-ci a lancé une souscription pour réunir le capital nécessaire. Ce nouveau local permettrait d'ouvrir de nouvelles activités culturelles : ciné-club, université populaire, expositions, formations… *Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.*

Une autre couleur est possible ?

Deutsche Telekom utilise la couleur magenta dans son logo. En novembre 2007, la firme a réussi à faire breveter la couleur aux Pays-Bas, interdisant son usage dans des publicités autres que les siennes. L'affaire est révélée par *La Républica* du 14 novembre 2007. Problème : le magenta correspond à une longueur d'onde naturelle et est l'une des quatre couleurs de base de l'imprimerie (si vous regardez la couverture de *S!lence* avec une loupe, vous y verrez des points en magenta, cyan (bleu), jaune et noir. Pour dénoncer cette inédite dérive commerciale, un site internet compile de très nombreuses contributions artistiques : *www.freemagenta.nl*. (Note du claviste : j'envisage de déposer un brevet sur l'alphabet, quelqu'un peut-il me donner la marche à suivre ?)



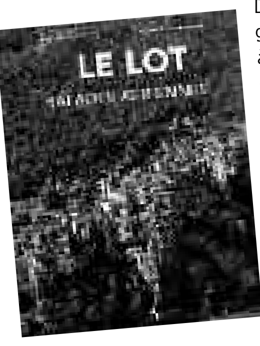
Suisse

Référendum sur le passeport biométrique

Avec 63 700 signatures validées, le comité contre les passeports biométriques a obtenu que se tienne un référendum sur la question de l'introduction d'un passeport biométrique. La votation aura lieu le 17 mai 2009. Chez nous, le passeport est en route, sans débat possible.

Internet

Le célèbre Michel Bernard



De plus en plus de gens font confiance à *Internet* pour chercher des renseignements. Michel Bernard étant notre plus ancien collaborateur, nous avons voulu savoir qui il était vraiment.

Le site *123people.fr* se fait fort de nous renseigner. Michel Bernard fait parti des plus grosses fortunes de France. En effet, il dispose d'une adresse dans 1132 communes différentes ! Il fait du commerce en gros à Monswiller (Bas-Rhin), tient un débit de boisson à Vienne (Isère), dépanne la climatisation à Mercurey (Saône-et-Loire)... Sa fortune provient peut-être de son ancien poste de directeur de banque au Crédit agricole, avant qu'il ne soit inspecteur des finances. A l'âge de 2 ans, il termine 7e du 1500 m et du 5000 m aux jeux Olympiques de Rome. Auteur du livre *La plage* (éd. Julliard), il publie ensuite de nombreux romans chez son ami Christian Bourgois puis chez Denoël. En 1993, il est PDG d'Air inter. De 1995 à 2005, il est directeur de l'ANPE. Il est décédé à Paris le 28 octobre 2004. Son décès provient peut-être du jeûne pour une sortie du nucléaire qui a commencé le 21 juin 2004. Mais ce n'est pas sûr. Il coordonne en 2005 — à titre posthume ? — un ouvrage aux éditions l'Harmattan "l'E-learning" sur la formation via internet (ceci explique donc sans doute cela !) alors qu'il est pourtant professeur d'histoire de l'Europe centrale contemporaine à la Sorbonne-Paris 1. Au Québec, il publie un livre très critique sur "l'utopie néolibérale". Thèse qu'il continue à développer dans *S!lence*.



D.R.

Crise

■ **De l'auto-entrepreneur à l'auto-faillite.** Depuis le 1er janvier 2009, est apparu le statut d'autoentrepreneur qui permet au pôle emploi d'aiguiller les chômeurs vers la création de leur propre entreprise. Conséquence : les créations d'entreprise sont en hausse rapide... : plus de 1000 par jour au premier trimestre 2009 ! Et le gouvernement vise 300 000 en 2009. Mais il s'agit essentiellement d'entreprises sans aucun salarié que l'on peut créer d'un simple clic sur internet. Cela concerne aussi bien des salariés qui veulent démarrer une entreprise que des chômeurs... Quand après quelques mois de galère, la plupart de ces derniers voudront se réinscrire au chômage, ils risquent d'avoir perdu des droits : seuls les salariés ont droit au chômage, pas les chefs d'entreprise.

■ **Partage des bénéfices.** Nicolas Sarkozy a rappelé les règles d'un bon capitalisme : un tiers des bénéfices pour les actionnaires, un tiers pour les salariés, un tiers pour l'investissement. Il va y avoir du travail, car selon les données de l'Insee, pour l'année 2006, 74,6 % des bénéfices des entreprises sont allés aux actionnaires, 15,9 % aux salariés et 9,5 % à l'investissement.

Soutien à André Barthélemy

André Barthélemy, président d'Agir ensemble pour les droits de l'homme, se trouvait, le 16 avril 2008, sur un vol d'Air France en partance pour Brazzaville. Deux ressortissants congolais étant embarqués sur ce vol, il s'est interposé pour protester contre ces expulsions. Il a alors été inculpé pour "incitation à la rébellion" et "entrave à la circulation d'un aéronef". Passé au tribunal le 19 février 2009, il a été condamné le 19 mars 2009 à 1500 € d'amendes. Fort d'un comité de soutien de plus de 5000 personnes, il a décidé de faire appel. *Agir ensemble pour les droits de l'homme, 16, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél. : 04 37 37 10 11, www.aedh.org.*

Publicité

■ **Condamnations.** Verbalisé pour avoir collé un autocollant anti-pub sur une porte du RER, Alexandre Baret est passé en procès le 11 décembre 2008 et le jugement a été prononcé le 12 février 2009. Alors que la SNCF demandait 500 € pour le préjudice, elle a été déboutée.
Par contre, Alexandre Baret a été condamné à une amende de 75 €... le montant de l'amende initiale avant toute la procédure. *(Alexandre Baret, alteraffficheur@gmail.com).*

■ **Panneaux méchants.** La RATP et sa régie publicitaire ont installé dans le métro, place de l'Etoile, quatre écrans publicitaires qui contiennent des "capteurs de présence". Cinq associations ont décidé de porter plainte pour violation de la législation sur la vidéosurveillance. Les associations ont en effet découvert que les panneaux disposent de capteurs Bluetooth : quand un téléphone portable passe à proximité, il est possible de lui envoyer un message publicitaire complémentaire. Or ce projet avait été refusé par la CNIL, commission nationale informatique et liberté. Martine Billard, députée verte, est intervenue le 18 février 2009 à l'Assemblée nationale. Les élus Verts, PC et PG ont demandé à la mairie de Paris d'intervenir, les socialistes se contentant alors de demander "un bilan de l'expérimentation" et des "garanties" à la RATP. Le procès s'est ouvert le 1er avril 2009. *Résistance à l'agression publicitaire, RAP, 53 rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, http://antipub.org.*

■ **Paris : Déboulonneurs arrêtés.** Après la 34e action de barbouillage publicitaire menée le 28 février, boulevard Rochechouart, six volontaires pour l'action ont été interpellés devant une cinquantaine de sympathisants et, pour la première fois à Paris (il y a un précédent à Amiens), placés en garde à vue. Celle-ci a duré vingt heures. Le 9 mars, les élus Verts à la mairie ont fait adopter un vœu demandant au préfet de police de motiver la garde à vue, estimant celle-ci abusive. *Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, www.deboulonneurs.org.*

Pays Basque

Victoire pour la chambre d'agriculture

Dans notre numéro de janvier, nous avions publié un entretien avec Michel Berhocorigoin, président d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, la chambre d'agriculture alternative mise en place par les partisans d'un département basque. L'Etat avait attaqué cette initiative au tribunal estimant qu'il ne pouvait y avoir deux chambres d'agriculture dans un département.

Le 26 mars 2009, le tribunal a prononcé la relaxe. Ceci devrait mettre un frein à la guerre administrative en cours (par exemple le fisc qui refuse de déduire les dons faits à l'association). Une fête a été organisée le 3 avril localement, les dirigeants y rappelant que dix sièges étaient réservés au sein du conseil d'administration à la FDSEA, syndicat agricole qui pour le moment prétextait de l'illégalité de la structure pour refuser d'y siéger. *Euskal Herriko Laborantza Ganbara, 64220 Ainhice Mongelos, tél. : 05 59 37 18 82, www.ehlgdoitvivre.org.*



D.R.

▲ *Michel Berhocorigoin*

Jardins pour les autres

L'association des Jardiniers de France a mis en place depuis 1993 des jardins cultivés… pour les autres. A ce jour, ce sont 102 jardins animés par un millier de bénévoles qui ont permis de produire 600 tonnes de pommes de terre qui sont offertes à des organismes caritatifs. Mais bizarrement, les plants de pomme de terre, offerts par un semencier, sont d'une seule variété, toujours cultivée au même endroit… ce qui est le meilleur moyen d'épuiser le sol. *Jardiniers de France, 40, route d'Aulnoy, 59300 Valenciennes, tél. : 03 27 46 37 50.*

Couchsurfing

Un million d'adhérents !

Couchsurfing est un réseau d'hébergement solidaire qui fonctionne par internet et qui est implanté dans la plupart des pays. Le site qui coordonne les rencontres est animé dans de très nombreuses langues (dont l'espéranto). Il y a des dizaines de milliers d'adresses en France (11 000 rien qu'à Paris !). On peut devenir membre en allant sur *www.couchsurfing.com*.

Médias

■ **Nature et Progrès,** *16, avenue Carnot, 30100 Alès, tél. : 04 66 91 21 94.* Dans son numéro de février-mars 2009, la revue fait le point sur la nouvelle réglementation européenne bio… et ses manques, réaffirmant l'importance de maintenir le cap avec des certifications plus sérieuses.

■ **Biodynamis : le ver de terre, l'abeille et la vache.** *Hors-série, printemps 2009, 80 p. 8 € (+3 € de port), Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar.* Ces trois animaux assurent la fertilité de notre environnement : le ver aère le sol, l'abeille pollinise, la vache fournit du fumier. Articles, images, poésie autour de ces trois partenaires de notre agriculture.

Meuse

Bure zone libre

En février 2004, des opposants au site d'enfouissement des déchets nucléaires de l'Andra à Bure décident d'ouvrir un lieu proposant concrètement des alternatives dans le domaine énergétique, mais également de manière plus large dans d'autres domaines. Une vieille ferme est achetée sur la commune en novembre 2004. Une association gère le lieu et coordonne les actions qui s'y déroulent. De nombreux chantiers coopératifs ont permis de rénover le bâtiment : chaudière à bois, isolation, capteurs solaires, potager biologique, abonnement à Enercoop… Le lieu est habité chaque année par des bénévoles qui s'engagent pour une durée d'un an. La première pierre d'une salle multi-activité a été posée le 26 avril 2009, date anniversaire de l'accident de Tchernobyl. D'importants dortoirs permettent d'accueillir les militants. Le lieu se finance par des dons des adhérents. *Bure zone libre, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél. : 03 29 45 41 77.*



D.R.

Strasbourg

Kiosque alternatif

Le kiosque alternatif et la fanzinothèque, c'est de la presse radicale, des images différentes, des fanzines de tout poil, des rires et des discussions, une participation à ce que vous organisez et une invitation aux conventions (création d'un fanzine collectif, atelier papier/sérigraphie/collage…) Ouvert les lundis de 16h30 à 19h30. *Kiosque alternatif, au Molodoi, 19, rue du Ban-de-la-Roche, 67000 Strasbourg, www.molodol.net.*

Alsace

28e Foire éco-bio de Colmar

Du 21 au 25 mai (pont de l'Ascension), se tient la plus grande foire éco-bio de l'est de la France, au parc-exposition de Colmar. 400 exposants et de très nombreuses conférences dont, le jeudi 21 : *comment cuisiner bio pas cher,* Valérie Cupillard (13h), *face aux crises écologique et alimentaire, comment repenser les politiques agricoles,* Aurélie Trouvé, coprésidente d'Attac (13h), table-ronde : *écologie et économie* avec Jean-Pierre Frick, Aurélie Trouvé, Jean-Marie Pelt, Pierre Dagallier (15h), *c'est vert et ça marche,* Jean-Marie Pelt (17h). Vendredi 22 : *les pesticides dans le vin,* François Veillerette (13h), *alternatives aux cosmétiques chimiques,* Sylvie Hampikian (13h), table-ronde : *les finances autrement,* avec Bernard Ginesty, Daniel Martel, Mhamed Knani… la Nef, le Sidi, le Sol (15h), *l'épargne solidaire pour installer des agriculteurs bios,* avec Terre de liens. Samedi 23 mai : *manger bio en dépensant peu,* Claude Aubert (13h), *pour sauver la planète, sortez du capitalisme,* Hervé Kempf (17h), *fermer Fessenheim,* Nicole Roelens (17h). Dimanche 24 mai : spectacle *Café équitable et décroissance,* Cie Sens Ascensionnels (11h et 15h), *décroissance et écologie des villes,* Bruno Clémentin (13h), *communication non-violente,* Sylvie Braun (13h), *écologie et économie, mariage possible,* Philippe Deruder (13h), table-ronde : *entreprendre autrement,* Christophe Beau, coopérative La Cigogne, Fibris, Quelle est belle compagny (15h), *villes en transition en Grande-Bretagne,* Luc Semal et Mathilde Szuba (16h30), *entreprendre autrement, le réseau Repas,* Bernadette Barras (17h), *question urbaine et après-développement,* Jean-Claude Besson-Girard (18h). Lundi 25 mai : *la sobriété énergétique et les mouvements qui la pratiquent,* Luc Semal (11h et 15h), *habiter écologiquement en ville,* Alain Duez (13h), *décroissance : le poids de la voiture individuelle,* Michel Bernard (14h30), *question urbaine et après-développement,* Mathilde Szuba (16h30).
Programme complet : *www.foireecobioalsace.fr*.

alternatives

Nord Pas-de-Calais

Passerelle Sud

Actuellement en projet, la coopérative de production Passerellesud.org cherche des financements propres sous forme de souscription, d'aides à la coproduction, de commandes de reportages... Elle souhaite ainsi pouvoir animer sur internet l'information citoyenne et solidaire en Nord-Pas-de-Calais. Le site propose déjà des reportages écrits ou audiovisuels sur les actions citoyennes, les mouvements sociaux, les alternatives au nucléaire, la décroissance... *Passerellesud.org, 33, rue Leverrier, 59100 Roubaix.*

Morbihan

La Kasbah des ocres

La Kasbah des ocres est un nouveau magasin situé à Ploërmel qui vend des produits pour la décoration au naturel (peintures, enduits, isolation...). Si vous ne connaissez pas la technique, il organise également des stages d'initiation au tadelakt, à l'enduit terre, à l'enduit chaux... *La Kasbah des ocres, 37, boulevard Laënnec, 56800 Ploërmel, tél. : 02 97 73 31 91.*

Midi-Pyrénées

Economie solidaire en force

Une étude réalisée par l'Insee sur la région Midi-Pyrénées montre un important développement des employeurs qui se revendiquent de l'économie sociale et solidaire, c'est-à-dire des entreprises dont le but n'est pas de faire du chiffre d'affaires. Sur 11000 structures, 83% sont des associations, 13% sont des coopératives, 4% pour des mutuelles. L'ensemble emploie près de 100 000 salariés soit 11% de l'emploi total salarié de la région. Sur ces emplois, les femmes occupent 70% des places. L'âge moyen des salariés y est supérieur à la moyenne des emplois.

Gard

Vacances pédagogiques

L'association Le Merlet propose des séjours de vacances pour les 6 à 16 ans, avec des activités pédagogiques, d'expression, de découverte de l'environnement, de pleine nature. Ceci lors des vacances de printemps ou lors des vacances d'été. Il y a même des activités pour les parents avec la découverte des gorges du Tarn et des Grands Causses. *Association Le Merlet, route de Nîmes, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 18 19.*

Vosges

Gastronomie

Les cuisiniers Benoît Gonce et Martial Roos ont créé une formule originale de cuisine à domicile, chez des particuliers ou dans des structures, de préférence dans le nord des Vosges. Cette formule conviviale qui permet de faire baisser les frais de manière importante (pas besoin de locaux aux normes), est conduite dans un esprit de décroissance : périmètre de déplacements de 150 km, choix des structures servies, aliments au maximum locaux et bio... Ils réalisent également des cours de cuisine à domicile. Dans le cadre d'un projet itinérant, Benoît et Marie cherchent des informations sur les roulottes à traction animale.
Tél. : 03 88 94 37 60. perfculinaire@hotmail.fr.

agri-bio

Alternative Bio

A l'initiative de la Fnab, Fédération nationale de l'agriculture biologique, et d'autres organisations françaises (Biocoop, Biomonde, Déméter...), une association a été lancée le 25 février 2009 : *Alternative bio.* Celle-ci est chargée d'élaborer le cahier des charges d'un label bio privé. Cela devrait être discuté tout au long de l'année pour être ensuite rendu applicable à partir de 2010. Contrairement au logo européen AB, il n'acceptera pas la contamination par les OGM ou d'autres produits non-bio. Ce label devrait inclure le facteur transport pour favoriser la commercialisation locale. D'autres mesures environnementales sont également en discussion. Reste à voir si les producteurs iront jusqu'à y inclure, comme dans le cas de Nature et progrès, des critères sociaux. *Fnab, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél. : 01 43 38 38 69, www.fnab.org.*

Rhône-Alpes

Fermes de démonstration

Corabio, Coordination Rhône-Alpes de l'agriculture biologique a mis en place un réseau de fermes de démonstration. Une trentaine de fermes avec des productions variées pour accueillir professionnels et grand public. Un guide gratuit présente ces fermes. *Corabio, Ineed, 1, rue Marc-Séguin, BP 11150 Alixan, 26958 Valence cedex 09, tél. : 04 75 61 19 35, www.corabio.org.*

Dérives d'Ecocert ?

Ecocert est le principal organisme de certification de l'agriculture biologique en France (70 % du marché). Installé dans le Gers, cet organisme est chargé, depuis 1991, de vérifier que les conditions de production remplissent le cahier des charges du label AB avant d'autoriser le producteur ou le transformateur à apposer ce label sur ses produits. Avec le développement de la bio, Ecocert connaît une croissance fulgurante et depuis une dizaine d'années s'est implanté dans une vingtaine de pays. En 2008, son chiffre d'affaires était de 10,5 millions. Ecocert emploie 250 ingénieurs et techniciens.
Le label AB, revu à la baisse avec l'harmonisation européenne, ne prend en compte que des conditions limitées de production et en particulier ignore totalement les conditions sociales de la production. D'après un reportage publié dans Politis le 12 mars 2009, il semble que les conditions sociales de travail d'Ecocert ne soient pas celles vantées par l'entreprise.
Dans le cadre de la journée mondiale pour un travail décent, le 7 octobre 2008, des salariés et ex-salariés d'Ecocert ont créé un collectif qui dénonce les dérives de l'entreprise. Ce collectif soutient les procès en cours (licenciements abusifs, harcèlement moral) et dénonce le turn-over important des salariés de 20 % par an (démissions ou licenciements).
La direction d'Ecocert a essayé de licencier Philippe Hirou, délégué syndical CGT, animateur du collectif. La direction du travail a refusé la procédure.
De notre côté, un salarié d'Ecocert nous a témoigné qu'Ecocert connaît des difficultés de coordination du fait des vérifications à effectuer dans plus de 80 pays, mais qu'à son avis les conditions sociales y restent relativement favorables comparativement à d'autres entreprises de cette envergure.

- *Ecocert, BP 47, 32600 L'Isle-Jourdan, tél. : 05 62 07 34 24, www.ecocert.fr.*
- *http://collectifecocert.blogspot.com.*



Henri Pézerat


D.R.

Henri Pézerat, toxicologue, directeur de recherche au CNRS, est décédé le 16 février 2009 à l'âge de 80 ans. Chercheur à l'université de Jussieu (Paris), il alerte dès les années 1970 sur les risques de l'amiante présent dans l'isolation des bâtiments de la faculté. Il faudra une vingtaine d'années de combat pour que le scandale éclate et que l'interdiction de l'amiante soit décidée en 1997. Il poursuivra le combat contre l'amiante au niveau international. Jusqu'à la fin de sa vie, il dénoncera les méthodes des lobbys pour défendre des sources de pollution comme le tabac, les fibres céramiques (qui remplace l'amiante pour les freins de voitures et de trains), l'aluminium (avec André Picot, il avancera l'idée d'un lien avec la maladie d'Alzheimer), et de nombreux autres toxiques. Il aidera de nombreuses associations à mettre en place des méthodologies scientifiques pour démontrer la réalité des pollutions et contrer les argumentaires des industriels.

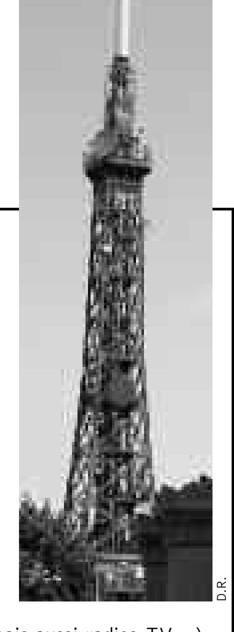
Téléphonie mobile

■ **Pour une réglementation plus contraignante.** *Agir pour l'environnement* et *Priartem* ont fait réaliser un sondage par l'institut BVA, mi-mars 2009. Selon celui-ci, 80 % des sondés se déclarent plutôt (35 %) ou tout à fait (45 %) favorables à une loi ayant pour objectif de réglementer davantage le développement des antennes relais, 16 % y étant opposés.

■ **Angers : antenne interdite.** Après les tribunaux de Versailles et de Carpentras, c'est celui d'Angers qui le 6 mars 2009 ont interdit la pose d'une antenne à Orange sur le clocher d'un village de Maine-et-Loire au nom du principe de précaution.

■ **Lyon : pollution de Fourvière.** Sandrine Wittmann, chercheuse en cancérologie au centre Léon-Bérard évoque, dans *Le Progrès* du 18 décembre 2008, les observations faites à Lyon concernant l'évolution des cancers sur la région lyonnaise : augmentation rapide des cancers des glandes salivaires surtout chez les jeunes et les femmes ; leucémie précoce chez les enfants ; tumeurs du cerveau. Elle annonce également une étude en cours autour de l'émetteur géant de Fourvière (téléphone, mais aussi radios, TV...) où l'on observe une présence anormale de cancers, leucémies, troubles du sommeil, maux de tête. A proximité de l'émetteur, on a un des plus fort champs électromagnétique de France.

Émetteur de Fourvière à Lyon avec plusieurs dizaines d'antennes


D.R.

Sommeil

Le marchand de sable a de plus en plus de mal à se glisser entre la télévision, les ordinateurs et les téléphones mobiles... Une étude de l'INSV, Institut national du sommeil et de la vigilance montre qu'en 50 ans, les Français dorment en moyenne 1h30 de moins, soit 7h par nuit aujourd'hui contre 8h30 en 1960. La faute en seraient les multiples sollicitations "électroniques" qui nous entourent. Il a également été montré que ce manque de sommeil est en relation avec l'obésité, particulièrement chez les enfants de moins de 12 ans : plus on se prive de sommeil, plus on grossit.

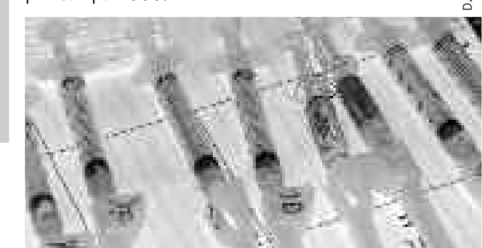

Heather Durdil

Vaccination

D'abord l'hygiène

Selon une enquête réalisée en 2006 et rendue publique fin 2008, pour le compte de l'INVS, Institut national de veille sanitaire, à la question de savoir quelles sont les principales pratiques pour se protéger des maladies infectieuses, les médecins répondent le lavage régulier des mains (45,3 %*), une bonne hygiène corporelle (30,2 %*), une bonne hygiène de vie, éviter le stress (21,9 %*), prise d'antibiotiques si symptômes (19,7 %), hygiène en général (maison, linge...*) (14,7 %), éviter les personnes malades (13,4 %), tenir ses vaccinations à jour (11,6 %), avoir un bon équilibre nutritionnel (9,8 %), prévention concernant la sexualité (6,4 %), éviter de prendre froid (5,5 %), éviter les concentrations humaines (4,4 %), hygiène alimentaire (4,3 %*), se soigner, se rendre chez le médecin (4%), rien (4,4 %) (deux réponses par personne donc total à 200 %). A noter que l'hygiène (les *) représente donc plus de la moitié des réponses... bien avant tout le reste et en particulier les vaccins. Malgré cela, la même enquête fait ressortir que 42,2 % des médecins et 42,4 % des pédiatres sont pour le maintien des vaccins obligatoires, 48,8 % des médecins et 35,2 % des pédiatres sont pour en maintenir certains obligatoires... alors que 8,1 % des médecins et 20,7 % des pédiatres sont contre l'obligation. (*Le courrier d'Alis,* printemps 2009)

D.R.



éducation

Finlande

Des résultats scolaires étonnants

En Finlande, les élèves ne commencent l'école qu'à sept ans. Les élèves organisent leur cursus avec l'aide des enseignants (qui n'enseignent pas, mais sont davantage des guides). Les élèves ne sont pas notés avant neuf ans. Les cours durent 45 minutes et sont tous suivis d'une pause de 15 minutes. La journée scolaire – de cinq h/jour – se termine vers 14-15h. Pas plus de 30 séquences par semaine. Cinq heures hebdomadaires de travail à la maison. 7% du PIB, comme en France, sont consacrés à l'éducation nationale. En 2000, la Finlande était classée première, parmi 43 pays, pour ses résultats scolaires en lecture (pourtant la langue finnoise comporte des déclinaisons à 14 cas !), 3e en sciences et 4e en math. En 2003, elle obtient les meilleurs résultats pour les trois domaines précités et se place 2e pour la résolution de problèmes (évaluation nouvellement introduite).

La différence n'est pas dans les moyens, mais dans l'idée, partagée par l'Etat, les municipalités, les chefs d'établissement, les professeurs... qu'un élève heureux, épanoui, libre de se développer à son rythme, acquerra plus aisément les savoirs fondamentaux. La Finlande respecte profondément les savoirs, mais elle respecte encore plus les individus à qui elle veut les faire acquérir (Paul Robert, *La Finlande : un modèle éducatif pour la France ?,* éd. ESF, 2008).

Aide personnalisée illégale ?

Bastien Cazals, enseignant désobéisseur de l'Hérault, a déposé un recours au tribunal administratif de Montpellier pour contester la légalité de la mise en place de l'aide personnalisée qu'il conteste par ailleurs. En effet, cette aide fait passer la durée de la journée de l'élève de 6h à 6h30... alors que la loi limite la durée pour l'enfant à 6h. Le blog de Bastien Cazals, *http://uneecolepourvictorethugo.hautetfort.com/*



Europe : campagne pour une autre défense



D.R.

Onze organisations européennes engagées pour la non-violence ont lancé une campagne pour modifier la politique de défense, à l'occasion des prochaines élections du parlement européen. Le but de cette campagne est d'ouvrir une brèche dans les institutions européennes afin de rendre possible l'envoi par l'Europe de forces d'action civiles non-violentes dans des situations de crise.

Les organisations non-violentes ont retenu une stratégie "pragmatique" : ménager une ouverture dans les mécanismes des institutions européennes dans lesquels pourront s'engouffrer des pratiques non-violentes, plutôt qu'une stratégie de confrontation globale avec la logique militaire. L'état des forces en présence ne permet pas en effet aujourd'hui de remplacer une stratégie par une autre, mais simplement dans un premier temps de permettre à la non-violence d'avoir un espace pour faire ses preuves, en parallèle avec d'autres formes d'intervention militaires, policières ou judiciaires. Ils demandent que "l'investissement dans le renforcement de capacités civiles pour gérer les conflits devienne une priorité claire", nous expliquent Fanny Baldelou, du Comité pour l'Intervention Civile de Paix, et Alessandro Rossi, de Non Violent Peaceforce, deux des organisations initiatrices de cette campagne.

Concrètement, il s'agit d'établir un département ou une direction de la construction de la paix au sein des organes de l'Union Européenne responsables des actions extérieures. Cela permettra le développement des capacités de la dimension civile. Enfin, "nous demandons la mise en place d'un Service civil de paix européen (SCPE). Cela permettrait aux organisations non-violentes d'envoyer des travailleurs de paix et des équipes de paix formés pour soutenir et protéger les sociétés civiles locales qui œuvrent au dialogue et à la réconciliation en employant des moyens non-violents".

C'est ce qu'on appelle l'Intervention civile de paix (ICP) : l'envoi dans des zones de crise de volontaires civils non-armés pour des missions de prévention, d'accompagnement, de protection ou de médiation auprès et à la demande d'acteurs de la société civile locale : populations déplacées, acteurs associatifs, syndicaux, etc. Actuellement des volontaires internationaux sont en mission en Colombie, Guatemala, Mexique, Sri Lanka, Indonésie, Philippines et Népal dans ce cadre, avec des organisations comme les Brigades de Paix Internationales et Non-Violent Peaceforce.

Pour plus de renseignements sur cette campagne européenne, aller sur le site *www.civilpeace.eu* ou contacter le *Comité ICP, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, man.caroline@nonviolence.fr, www.interventioncivile.org.*

Israël

Objectrices en prison



D.R.

Raz Bar-David Varon

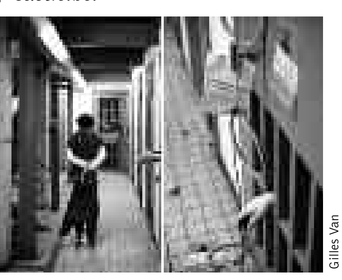
Raz Bar-David Varon et Maya Yechieli Wind sont objectrices de conscience : elles refusent de faire un service militaire qui peut les conduire à tirer sur des Palestiniens. Pour cela, elles ont été condamnées à deux semaines de prison le 14 janvier 2009. A leur sortie, elles ont été de nouveau condamnées pour trente jours… et cela risque de se poursuivre jusqu'à ce qu'elles cèdent. Pour protester plusieurs organisations juives états-uniennes ont lancé une campagne de lettres adressées au gouvernement israélien. Fin février, plus de 20 000 lettres de soutien avaient déjà été envoyées. *(Union pacifiste, mars 2009)*

Bruxelles

442 arrestations !

Une inspection citoyenne a été organisée le samedi 21 mars 2009 sur le site de l'Otan situé à la limite de Bruxelles. Dans le cadre de l'opération "Nato game over", plusieurs centaines de manifestants ont essayé de pénétrer sur le site. Alors qu'une seule personne avait franchi le premier grillage, la police est intervenue massivement, arrêtant 442 personnes. Le matériel prévu pour passer les grilles (vieux tapis et matelas) a été confisqué. Les manifestants ont été relâchés progressivement dans la nuit du samedi au dimanche.

Plus d'infos : *Bomspotting, rue Van Elewyck 35, 1050 Bruxelles, tél. : 04 84 05 20 28, www.vredesactie.be.*



Gilles Van

Photos prises pendant la garde à vue



Quand le plutonium est pris pour cible

Un important convoi de plutonium est parti de l'usine de La Hague, vers une heure du matin, jeudi 5 mars 2009, pour être embarqué, vers 5h, à Cherbourg à destination du Japon. Avec 5 kg de plutonium, il est possible de faire une bombe atomique. Ce transport était classé "confidentiel défense". Mais manque de chance, comme souvent dans le nucléaire, il y a eu fuite. Dans la nuit, Greenpeace attendait le convoi et l'a éclairé avec une cible. Si cela avait été un bazooka au lieu d'un projecteur de lumière, nous ne serions plus là pour en parler. Retraiter le plutonium n'est pas une nécessité. Le transporter encore moins. *Greenpeace, 22 rue des Rasselins, 75020 paris, tél. : 01 44 64 02 02.*



Pierre Gleizes / Greenpeace

Marche Genève-Bruxelles



Il est encore temps de rejoindre la marche organisée entre Genève et Bruxelles par l'association *Footprints for peace,* avec le soutien du *Réseau Sortir du nucléaire.* Le départ est prévu de Genève le 27 avril 2009 (anniversaire de l'accident de Tchernobyl), pour arriver à Bruxelles le 9 juillet 2009. 1200 km. La marche passera par Berne (7 mai), Bale (11 mai), Shonau, ville autonome sur le plan énergétique et Fribourg, écoquartier Vauban (17 mai), Fessenheim, réacteur nucléaire (20 mai), Strasbourg, parlement européen (25 mai), Karlsruhe (30 mai), Ramstein (11 juin), Aachen (24 juin), Maastricht (27 juin), Louvain-la-Neuve, quartier alternatif des Barraques (5 juillet), Bruxelles (9 juillet). Cette marche est ouverte à tous dans une ambiance conviviale et familiale. Elle demande "un avenir sans nucléaire". Renseignements : *Albert Monti, marche.walk2009@gmail.com, www.footprintsforpeace, www.sortirdunucleaire.net.*

Areva

Tempête financière



D.R.

Areva misait sur la vente de nombreux réacteurs pour se développer et a réussi à collecter des fonds d'investisseurs pour cela. Mais rien ne va plus sur les chantiers… et le réacteur EPR annoncé à 3,5 milliards va coûter plus de 5 milliards, sans compter la gestion des déchets radioactifs qui double ensuite la note. Cela provoque une réticence des clients potentiels et pour le moment, à part le premier exemplaire vendu à la Finlande, Areva n'a vendu des réacteurs qu'à la France. Les investisseurs ne s'y sont pas trompés : sur les sites spécialisés, l'action Areva est déconseillée. Siemens, principal actionnaire d'Areva après l'Etat français, a annoncé vouloir se retirer et met en vente pour 2 milliards de parts. Pour le moment, seuls Total (actionnaire à hauteur de 1 %), Alstom et GDF Suez, trois firmes françaises, annoncent vouloir prendre des parts dans le capital. Areva doit donc faire face à un double déficit : des dépassements budgétaires importants sur les chantiers et des actions en vente que personne ne veut. Fait inédit, début mars 2009, le conseil de surveillance de la firme, a refusé de voter le plan de financement 2009-2012 qui prévoit de trouver 11 milliards à l'extérieur. *(source : Challenges, 12 mars 2009)*

EPR

Bluff de la communication

Les médias continuent à reprendre sans esprit critique les données fournies par EDF et Areva qui depuis le débat public de 2005 continuent à avancer les mêmes chiffres. Or ces chiffres vérifiés par le GSIEN, Groupement scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire, en lien avec la Commission de débat public, se révèlent faux. Selon les promoteurs de l'EPR, le rendement aurait *une augmentation de 35 %.* Or les seuls progrès sont au niveau du rendement du turbo-alternateur et non de la partie nucléaire… et l'amélioration ne sera sans doute que de quelques %. *Les déchets diminueraient de 30 %.* En volume, certes, mais en radioactivité, ils sont identiques aux autres réacteurs nucléaires. Plus concentrés, ils sont alors plus dangereux. *17 % de combustible en moins…* là aussi c'est en volume et non en radioactivité. Un réacteur qui risque donc de se révéler plus dangereux car les concentrations seront plus importantes. *GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.*

Max la menace contre les écolos

Le Canard enchaîné du 25 mars 2009 a révélé la mise en examen d'une agence privée de renseignements qui travaillait pour le compte d'EDF. Des malversations financières ont été relevées, le directeur de l'agence étant salarié chez EDF. L'ouverture de cette enquête juridique va révéler que l'agence avait mis en place un système d'écoute et d'infiltration de Greenpeace et du Réseau Sortir du nucléaire (nos voisins de bureau !). Cette information est révélée le 31 mars 2009 par Médiapart, journal en ligne : "L'ancien commandant de police Pierre François avait été chargé de développer au sein d'EDF des activités de renseignement afin de prévenir d'éventuelles attaques terroristes, mais aussi des campagnes de déstabilisation ou des actes de malveillances émanant de la mouvance anti-nucléaire, comme les associations Sortir du nucléaire ou Greenpeace, très investies en la matière. La "cellule" animée par Pierre François aurait notamment infiltré ces associations, parfois avec la bénédiction des services spéciaux français dont sont issus la plupart de ses membres". Ce choix d'infiltrer les associations aurait été fait en particulier parce qu'EDF cherche à colmater les fuites qui au plus haut niveau de l'entreprise ont permis à plusieurs reprises aux associations de se procurer des documents sensibles, en particulier en novembre 2003, un document classé "secret défense" montrant qu'en cas de chute d'un avion sur le futur réacteur EPR, celui-ci ne résisterait pas. Le Réseau Sortir du nucléaire a déposé plainte contre X pour essayer de savoir le niveau de connivence qui existe entre les services de la DST qui ont perquisitionné à deux reprises chez leur porte-parole, Stéphane Lhomme, et ces services parallèles. En attendant, bien sûr, nos politiques nous affirment que la politique nucléaire se fait dans la plus grande transparence.

Cadarache

Nuage radioactif

Le 11 février 2009, un relâchement d'iode radioactif a été effectué accidentellement… en testant un appareil censé retenir l'iode radioactif ! L'information n'a été déclarée aux autorités de sûreté que le 24 mars 2009 car personne ne s'est rendu compte sur place du dysfonctionnement de l'appareil ! Bien trop tard pour que l'on puisse vérifier la quantité relâchée. Le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, responsable de cette expérience malheureuse, estime la quantité relâchée a 7 millions de becquerels, soit en une fois, la moitié de ce qui est autorisé annuellement.

Baisse du prix des carburants

Si l'on convertit le prix de l'essence en temps de travail qu'il faut fournir pour avoir cette somme pour une personne payée au salaire minimal, on constate qu'entre 1970 et aujourd'hui, le prix du litre d'essence est passé de 20 à 9 minutes, le prix du gasoil de 13 à 9 mn. Si l'on tient compte de l'évolution de la consommation moyenne des voitures, pour faire 100 km, nous sommes passés en moyenne de 168 à 61 mn... soit une division par 2,8.
Ceci s'explique par une multiplication du SMIC en monnaie courante de 17 alors que le prix des carburants n'a lui été multiplié que par 6. Les hausses constatées en 2008 avec un pétrole qui est monté à 150 $ n'ont pas inversé la tendance. Cela a comme conséquence que sur la même durée, la consommation a presque doublé passant de 14 à 27 millions de m^3, avec une émission de gaz à effet de serre qui a presque doublé également. Si l'on veut vraiment lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ou pour les économies d'énergie, il faudrait donc faire augmenter régulièrement et rapidement le prix du carburant, notamment en jouant sur les taxes. *(Fnaut-infos, avril 2009)*

Espagne

Maîtrise de l'énergie

Si l'Espagne était la championne européenne du développement des énergies renouvelables (solaire et éolienne), ces efforts ne servaient pas à grand chose dans un contexte de forte hausse de la consommation d'énergie. Changement de politique ou crise, toujours est-il que depuis mi-2008, la consommation est en baisse (-9 % sur le deuxième semestre 2008), ce qui entraîne automatiquement une hausse de la part des renouvelables : 30 % en février 2009 (avec encore l'hydroélectricité en tête) et une progression de la production éolienne de 15 % en 2008. Le président de REE, l'EDF espagnole, Luis Atienza, estime que l'éolien pourrait fournir rapidement 25 % de l'électricité... à un prix qui n'a plus besoin d'être subventionné. *(Enerpresse, 3 mars 2009).*

Emplois

Les renouvelables prennent la tête

Selon une étude réalisée par *Eurobserv'ER,* en France, en 2007, plus de 51 000 emplois ont été créés dans le domaine des énergies renouvelables. Ce serait le secteur qui, proportionnellement à son importance, embauche le plus en ce moment. C'est dans l'éolien que la croissance est la plus rapide. Au niveau européen, 145 000 personnes y travaillent déjà dont 89 700 en Allemagne, 45 000 en Espagne... 7500 en France. En France, c'est la biomasse (bois énergie principalement) qui a créé le plus d'emploi pour le moment (23 000 début 2008). On comptait également, début 2008, 900 emplois dans le biogaz, 2100 dans le photovoltaïque, 2300 dans le solaire thermique, 3900 dans la petite hydraulique, 5200 dans la géothermie... et 6100 dans les "biocarburants", fausse énergie renouvelable. Malgré cette poussée rapide dans les différents secteurs, il reste peu probable que les objectifs européens d'avoir 12 % d'énergies renouvelables en 2010 soient atteints : en 2007, nous ne sommes passés que de 7,1 % à 7,5 % *(Envirojob, 23 février 2009)*


Siemens

A la conquête des océans

71% de la surface terrestre est maritime. Après avoir plus ou moins complètement occupé et bouleversé la surface terrestre, la tentation est grande de viser une extension de nos activités sur et sous l'eau. Si nous avons commencé à profiter de l'énergie marémotrice, les installations pour capter l'énergie des courants marins ne font que commencer (hydroliennes) tout comme l'énergie des vagues (houlomotrice). Les eaux peu profondes du plateau continental (bord des continents) permettent déjà d'implanter des champs d'éoliennes offshore : certains projets dépassent les 1000 MW soit une puissance de l'ordre des grandes centrales terrestres, nucléaires ou thermiques. La possibilité de recycler les plateformes pétrolières pour y placer des éoliennes commence à se réaliser... ce qui permet de faire des éoliennes flottantes. La limite est alors de savoir comment récupérer l'énergie (longueur des câbles). Il existe également la possibilité d'utiliser les différences de température entre la surface et les profondeurs (pompes à chaleur, géothermie). Des études sont également menées pour savoir comment utiliser les différences de pression ou de salinité (pression osmotique). Enfin la mer regorge d'algues et de plancton... et certains y voient un potentiel pour le développement de carburants maritimes.
L'Ifremer, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, a réalisé une étude prospective dans le cadre du Grenelle de l'environnement, présentant le potentiel de développement de ces différentes ressources. Dans un ouvrage intitulé *Energies renouvelables maritimes* (éd. Quæ, 2009, 336 p.), les chercheurs de l'institut estiment que la mer pourrait contribuer à hauteur de 7,7 % de l'apport des énergies renouvelables en France d'ici 2020 dont l'essentiel, 5,2 %, pour l'éolien offshore. Reste l'épineuse question du raccordement à la terre ferme où les conflits d'usage sont nombreux.
Cette exploitation maritime présente quand même de nombreux inconvénients : le risque de modifier les écosystèmes marins, le détournement des investissements vers une production supplémentaire au lieu de miser sur la sobriété, le contrôle des centres de production par de grosses infrastructures éloignées des lieux de démocratie. MB.


Siemens


D.R.


D.R.

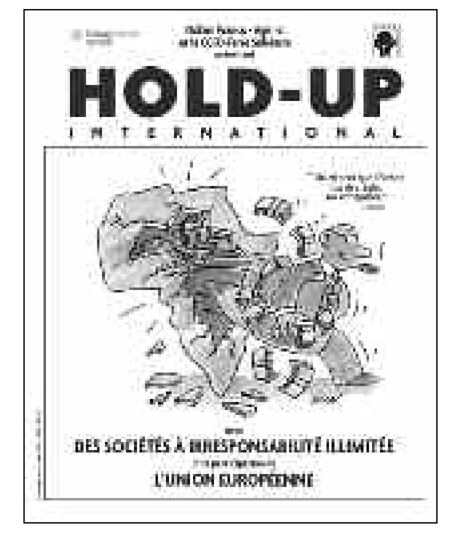
En mer du Nord et en mer Baltique, les fonds peu profonds favorisent la prolifération des éoliennes géantes.

nord/sud

Sécheresses et pertes alimentaires

Un rapport publié début février 2009 prévoit que les productions alimentaires pour l'année vont être à un niveau faible du fait des sécheresses sévères qui sévissent actuellement en Argentine, en Australie et dans une grande partie de la Chine. Même si dans l'hémisphère nord, la situation climatique n'est pas encore jouée, on observe également des déficits importants aux Etats-Unis, sur toute la côte est de l'Afrique, au Brésil, au Mexique… Seule l'Europe, la Russie et le l'Amérique centrale ne présentent pas de déficit hydrique. (en anglais sur *http://www.marketskeptics.com/2009/02/2009-global-food-catastrophe.html*)

Hold-up international



L'argent détourné vers les paradis fiscaux en provenance des Etats dits "en développement" est estimée à 800 milliards d'euros par an. C'est dix fois la valeur des fonds qu'ils reçoivent chaque année en aide internationale ! Or, pour moitié, les paradis fiscaux se trouvent en Europe. *Oxfam, le CCFD, Terre Solidaire* et d'autres associations ont lancé une campagne *Hold-up international* pour demander à l'Europe de prendre des mesures qui mettent fin à l'existence des paradis fiscaux sur son territoire. Le 23 mars 2009, le lancement de la campagne a été l'occasion d'une manifestation sur l'île de Jersey, île britannique au large de la Normandie… qui avec ses 32400 entreprises dispose d'un budget supérieur à celui de la France. L'activité financière de l'île représente 53 % de son PIB, avec un taux d'imposition sur les bénéfices de 0 %. *Oxfam France - Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. : 01 56 98 24 40, www.oxfamfrance.org.*

femmes





D.R.

Women, 68, même pas mort

La *Compagnie Brut de Béton* joue actuellement une pièce de ce nom. Trois hommes jouent le rôle de trois femmes ayant connu la révolution culturelle que fut 1968 et aujourd'hui bouleversée de voir que mai 68 est présenté comme un mauvais souvenir. Entre l'affiche du Che, le manifeste des 343 salopes, l'anti-œdipe de Deleuze et le Black power d'Angela Davis, un rappel utile de l'importance de cette période sur la vie des femmes d'aujourd'hui. Des représentations sont prévues le 1er mai, à Derrière le Hublot à Capdenac (Aveyron), les 2 et 3 mai dans le cadre de Promenade(s) sur la place de l'Eglise à Alan (Haute-Garonne), le 14 mai à Angoulême (Charente), le 4 juillet à Mégisserie, à Saint-Junien (Haute-Vienne), le 11 août aux Contreplongées à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). *Compagnie Brut de béton production, 25, rue Carnot, BP9, 63160 Billom, tél. : 09 71 27 04 08, www.brut-de-beton.net.*

Violence en Arménie

D'après un rapport d'Amnesty International publié en 2008, *No pride in silence, Countering violence in the family in Armenia,* un quart des femmes arméniennes seraient confrontées à des violences ce la part de leur conjoint ou de leur famille. Or, dénoncer ces actes est très stigmatisant dans ce pays. Les liens familiaux sont très contraignants et tout témoignage assimilé à une menace contre le groupe. Cela doit être traité en privé. De même, les divorces sont infamants, et les femmes se voient blâmées en cas de viol, y compris par les forces de police. Depuis 2002, des ONG offrent un asile de première nécessité aux femmes mais elles manquent de financements. Cependant, le gouvernement arménien, encouragé par Amnesty, reconnaît maintenant le problème. Une loi contre les violences domestiques est en préparation et une campagne est menée pour former les forces de police.

Le planning familial sauvé

Après une forte mobilisation, le Mouvement français pour le planning familial a été reçu le 11 mars par ses ministères de tutelles. Une convention a été signée sur trois ans qui garantit le financement des centres (2,6 millions par an) pour les trois prochaines années. *MFPF, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris, tél. : 01 48 07 29 10, www.planning-familial.org.*

Hautes-Alpes

Croisière blanche, dernière édition ?

Depuis plusieurs années, des associations comme *Mountain Wilderness,* dénoncent la tenue en janvier d'une randonnée de 4x4 et de motos trials sur des pistes enneigées. Les associations s'appuient sur les lois de protection de la nature, l'interdiction de circuler sur les pistes, le respect des sites protégés.

Après des années de constats par huissier, la bataille se mène maintenant devant les tribunaux. Le 24 octobre 2008, le tribunal de Gap a condamné les organisateurs de la Croisière blanche pour non-respect des conditions fixées par l'autorisation de la préfecture. Le 23 décembre 2008, le tribunal de Marseille a annulé l'arrêté d'autorisation de la préfecture pour l'édition 2006, rappelant que la loi Lalonde de 1991 interdit la circulation des véhicules à moteur dans les espaces naturels (nous sommes ici en zone périphérique du parc national des Ecrins). Enfin, le 26 janvier 2009, par référé devant le tribunal administratif de Marseille, à la veille de la 32e édition, le tribunal a suspendu l'arrêté du préfet des Hautes-Alpes, rendant la course illégale. Malgré ce jugement, le lendemain, entre 300 et 400 véhicules (voitures, motos, quads) ont fait le parcours prévu… mais en enlevant les autocollants de la Croisière blanche. Les gendarmes et les gardes du Parc ont dressé procès-verbal et chaque véhicule sera poursuivi individuellement.

Reste à espérer que cela suffira pour empêcher la 33e édition.

Mountain Wilderness, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 01 89 08, www.mountainwilderness.fr.

D.R.

D.R.

D.R.

D.R.

Pesticides

■ **France nature environnement condamnée !** La fédération FNE, France nature environnement avait fait, le 16 février 2009, une requête en Conseil d'Etat pour demander la suspension de l'autorisation d'utilisation du Cruiser, un insecticide de la firme Syngenta. Il existe en effet de fortes suspicions que ce produit tue les abeilles. FNE appuyait sa requête sur la décision allemande de suspendre l'utilisation de ce produit. Le 23 mars 2009, le juge des référés a non seulement classé la plainte sans suite, mais a condamné FNE à verser 3000 euros à Syngenta. *FNE, 57, rue Cuvier, 75231 Paris cedex 05, www.fne.asso.fr.*

■ **Maladie professionnelle.** Le 27 avril 2004, Paul François, agriculteur à Bernac (Charente) ouvre son pulvérisateur chimique pour voir le niveau de l'herbicide chimique Lasso (de Monsanto) dans le réservoir. Il fait chaud et il respire alors une bouffée de vapeurs toxiques. Hospitalisé en urgence, il multiplie les problèmes de santé pendant sept mois : maux de tête, coma, épilepsie, etc. Après un refus de reconnaissance comme maladie professionnelle, il gagne en procès contre la Mutuelle sociale agricole le 3 novembre 2008. Au cours de l'instruction, il apprend que seuls les ingrédients présents à plus de 7 % dans un pesticide doivent être signalés dans la composition du produit. Les analyses d'un labo indépendant trouvent dans le Lasso (retiré du marché français en 2007), un solvant que l'on retrouve en quantité importante dans les cheveux et les urines de l'agriculteur. C'est ce solvant associé à la chaleur qui a provoqué la volatilisation importante de l'herbicide au moment de l'ouverture du réservoir. Paul François a porté plainte contre Monsanto… mais il semble qu'il n'y ait rien d'illégal dans la commercialisation du produit : c'est plutôt au niveau de la législation sur les pesticides qu'il y a un problème *(source : Ouest-France, 27 mars 2009)*

Sanglier

Arrêter de les nourrir

Pour éviter que les sangliers ne viennent détruire les cultures, une pratique s'est développée : l'agrainage : des grains (le plus souvent du maïs) est mis à disposition des sangliers dans la zone où l'on souhaite qu'ils restent. Si à court terme, cela fonctionne, à long terme, cela provoque une augmentation rapide de la population des sangliers. Plutôt que de justifier ainsi d'intenses campagnes de chasse, le ROC, Rassemblement des opposants à la chasse, et Robin des Champs, ont lancé une pétition demandant l'arrêt de l'agrainage. Pétition sur *www.les-robinsdeschamps.blogspot.com ou www.roc.asso.fr. Ligue ROC, 110, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris, tél. : 01 43 36 04 72.*


Nathalie Fortin

Yvelines

Contre un circuit de F1

Alors que la France essaie de trouver un site pour y implanter un nouveau circuit de course automobile F1, un sondage a été commandé par Agir pour l'environnement à BVA, fin mars 2009, au moment de la reprise des courses internationales. Résultat sans appel : 68 % des sondés estiment la construction d'un tel circuit incompatible avec le développement durable. Un projet étant évoqué à Flins (dans les Yvelines), le sondage a ciblé aussi les Franciliens : eux aussi sont contre un circuit à 65,2 %, pour à seulement 11,3 %.

Corse

Décharge dangereuse

Pendant plus de 50 ans, la décharge de Teghime, au-dessus du sud de Bastia, a accumulé des déchets contenant des métaux lourds, des PCB, des boues d'épuration… Les riverains et le personnel de la mairie s'inquiètent de la pollution des sols et des eaux qui pourrait en résulter et un collectif demande la mise en place d'une enquête épidémiologique. *www.cgt-cab.org.*

décroissance

Crise

Nous pouvons sortir du capitalisme



D.R.

En Catalogne espagnole, Enric Duran en avait marre de recevoir des offres de crédits... avec des taux d'intérêts usuriers. Après s'être bien renseigné sur le fonctionnement des organismes de crédits, avoir mis en place des entreprises qui lui assurent soi-disant un salaire, il emprunte simultanément auprès de 39 organismes différents (dont Cetelem, Cofidis, Carrefour...) et réussit à obtenir 493 000 euros de liquidités. Le 17 septembre 2008, il diffuse à 200 000 exemplaires dans toute la Catalogne un journal éphémère *Crisi* (la crise) où il explique comment le monde bancaire s'engraisse sur notre dos, comment il lui a rendu la monnaie de sa pièce et incitant d'autres personnes à faire de même. Il invite les lecteurs à se plonger dans les idées anticapitalistes du 19e siècle quand le socialisme essayait de développer d'autres formes d'économies. Il rappelle que nos ressources planétaires sont limitées et que seule la décroissance peut nous permettre de nous en sortir. Le 17 mars 2009, six mois après, il est réapparu en public comme annoncé. Une vingtaine de gardes mobiles l'ont alors arrêté en pénétrant sur le campus de l'université autonome de Barcelone occupée par les étudiants. Il a été mis en prison préventive. Le 28 mars 2009, douze personnes se sont mises nues devant le siège d'une grande banque de Barcelone pour demander la libération du Robin des banques, ceci devant plusieurs centaines de sympathisants. Une deuxième brochure à grand tirage *"nous pouvons sortir du capitalisme"* a été distribuée à cette occasion. Elle a été tirée à 350 000 exemplaires, financée par l'"emprunt". On peut suivre l'affaire et le débat et surtout le soutenir en allant sur le site *www.17-s.info* ou *www.podem.cat* ou encore sur *www.decreixement.net* .

Structuration difficile

Comme tout nouveau mouvement qui se constitue, les objecteurs de croissance se cherchent. Dès le début, le débat sur une représentation politique a été lancé. Un petit groupe a essayé de lancer le Parti pour la décroissance dont l'histoire s'accompagne d'exclusions et de mécompréhensions. Le Mouvement des objecteurs de croissance a essayé de respecter une meilleure diversité. Le centre du débat se retrouve dans tous les courants d'idées : dans la mesure où l'on porte une nouvelle utopie, peut-on la faire connaître sans passer par une présence dans le débat démocratique du système actuel ? Certains répondent positivement en misant sur le développement des alternatives, le travail associatif, les publications... D'autres pensent qu'une présence dans les différentes élections permet d'élargir le nombre de personnes informées de ces idées. Un appel à participer aux élections européennes a ainsi été lancé au début de l'année... qui n'a recueilli que 1600 soutiens. Certains veulent faire campagne... quitte à ne pas aller jusqu'au bout pour faire parler de la décroissance. D'autres refusent de jouer à cela. Le plus intelligent ne serait-il pas de trouver comment fédérer ces initiatives au lieu de les opposer ?

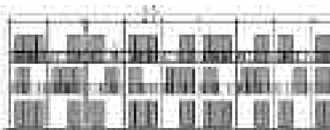
Tour du monde sans pétrole

Raphaël Dinelli a bouclé le Vendée Globe en 125 jours, terminant dixième de la course à une vitesse moyenne de 9,4 nœuds (17,4 km/h). Originalité de son bateau : il est le seul concurrent à n'avoir pas utilisé de combustible fossile à bord : pendant 125 jours, il n'a vécu qu'avec l'énergie fournie pas des panneaux solaires et une petite éolienne.



Genève

Immeuble coopératif à toilettes sèches



A Confognon, dans la banlieue de Genève, la coopérative d'habitants *Equilibre* vient de lancer le chantier d'un immeuble à trois niveaux, pour 13 logements. D'architecture bioclimatique, il sera très économe en énergie (normes Minergie P-Eco soit -80 % d'énergie par rapport à la moyenne) avec un complément par les énergies renouvelables et une chaudière commune avec deux autres immeubles coopératifs voisins. L'immeuble n'a pas de parking, les habitants devant profiter d'un service de covoiturage et de transports en commun. Outre la récupération des eaux de pluie, ce sera le premier immeuble suisse à toilettes sèches. Celles-ci alimenteront une unité de compostage. Le compost obtenu sera réutilisé en agriculture un an après. L'immeuble comportera des espaces communs : buanderie, chambre d'amis, atelier, salle commune... *Coopérative Equilibre, 5, rue de Miléant, 1205 Genève, www.agir21.org/equilibre.*

Belgique

Habitat kangourou

Plusieurs associations belges ont mis en place le principe de l'habitat kangourou. Dans de petites maisons de ville, le rez-de-chaussée est aménagé pour accueillir une personne ou un couple de retraités. A l'étage se trouve une famille qui, en échange de l'engagement d'aider le ou les personnes âgées, bénéficient d'un loyer extrêmement modéré. Une première initiative a été mise en place par l'association *Le Foyer* à Molenbeek-Saint-Jean, en 1985, avec deux fois deux appartements. Le Foyer a ensuite mis en place des ateliers de femmes où des femmes âgées apprennent à des femmes immigrées la couture et le tricot. Cela permet de créer des liens entre générations et de proposer ensuite un habitat kangourou.
L'association *Etopia* a organisé en 2006 un forum sur le thème des habitats collectifs et intergénérationnel, ce qui a permis de faire des observations sur cette initiative. Le constat est que l'initiative a été peu reprise : difficulté à trouver des maisons adéquates, difficulté à trouver des familles qui s'engagent dans la durée, difficulté de personnes âgées à faire les démarches d'urbanisme pour transformer leur maison en deux logements... Une brochure sur le sujet est téléchargeable sur le site *www.question-sante.be* ou sur *www.foyer.be*.

Gard

Pour un habitat groupé écologique

Après trois réunions publiques ayant rassemblé une centaine de personnes, l'association *EcoHabiter 30* a vu le jour à Nîmes, pour créer les conditions de l'émergence de projets d'habitat groupé écologique en autopromotion dans le Gard.
EcoHabiter 30 veut faire connaître les principes et potentiels de l'habitat groupé écologique auprès du grand public, des médias, professionnels, collectivités... *EcoHabiter 30* est surtout un lieu de rencontre pour trouver vos futurs voisins et ensemble décider le lancement de votre projet d'habitat groupé. Ateliers réservés aux adhérents tous les 15 jours environ, pour aborder les aspects techniques, économiques, juridiques et les enjeux, potentiels, contraintes, méthodes... Soirées publiques avec débats, témoignages, accueil de nouveaux adhérents... Prochain rendez-vous : vendredi 12 juin, à 20 h, à La Courte Echelle, 11bis, rue de Genève, 30000 Nîmes.
Toute l'actualité sur : *www.ecohabiter30.org.*
Tél. : 04 66 73 13 33
ou 04 66 26 23 36

Entraide

■ Pour cause de manque de place, donne collection de *S!lence* de 2003 à 2007 et celle plus ancienne des *Quatre saisons du jardinage* de 1992 à 2000. Si vous me payez le carburant, je vous les apporte. *Tél. : 04 75 07 10 87.*

■ **Pyrénées.** Vous êtes propriétaire de plusieurs hectares de terrain, loin de toute autoroute, usine ou entreprise polluante, agriculture intensive, en moyenne montagne, près d'une rivière… pourquoi ne pas m'en prêter, louer, vendre un petit bout (minimum 2000 m² dégagé) avec un accès carrossable, pour y vivre mes 15, 20, 25… dernières années en semi-autarcie dans un habitat léger et mobile. Ecrivez-moi : *Annie Costet, quartier Misery, 07610 Secheras, tél. : 04 75 07 10 87.*

■ **Bretagne.** Nous cherchons une maison en Bretagne, de préférence dans une zone Lorient-Quimper, mais ce n'est pas obligé, pour une période de 10 à 15 jours incluant le 8 août. Nous offrons en échange notre maison dans un petit hameau du sud de l'Auvergne (dépt 43, Saint-Arcons-d'Allier). *Valérie et Bernard, tél. : 04 71 74 26 45.*

Vivre ensemble

■ 57 ans et un grand désir de changer ma vie au quotidien en participant à un projet d'habitat groupé urbain ou semi-urbain avec des personnes ayant la fibre solidaire, écologique, artistique. En Ile-de-France principalement, mais j'étudierai attentivement toute proposition venant de Toulouse, Nîmes, Montpellier, Nantes, la Bretagne. Je serais ravie des sources d'informations que vous me transmettrez, de contacts que vous me confierez, des idées que vous me ferez partager pour avancer. *Martine, tél. : 01 47 90 29 66.*

■ **Centre, Bourges.** Architecte cherche gens intéressés pour construire un mini-habitat groupé ensemble, économique et en écoconstruction : moins d'espace pour chacun mais plus pour l'ensemble — chacun chez soi, mais avec des locaux communs pour des services (buanderie, potager, chambre d'amis, atelier, garage, etc.). Unissons nos compétences ! L'objectif est d'acheter avec une à trois familles ou personnes une parcelle normalement prévue pour une seule maison et de la partager en bon voisinage. En dehors des avantages économiques, cela permettra de vivre et de vieillir moins isolés et d'affronter la jungle juridico-financière ensemble avec plus de force et de sérénité… *alauda1@aliceadsl.fr, tél. : 02 48 69 95 92.*

■ **Centre-Bretagne.** Groupe de 6 adultes et une enfant, bien engagés dans un projet d'habitat groupé (éco-lieu), cherche participant(e)(s) souhaitant intégrer le groupe. Pour plus de détails : *hobianmagda@gmail.com ou tél. : 02 99 95 12 88.*

■ Cherche location dans habitat groupé. Artisan créateur sur coton bio équitable, je crée des visuels sur le social et l'écologie pour une planète plus belle. Je vends mes créations sur salons bio et bientôt sur www.ecoloco.fr. Propose loyer pour habitation et atelier dans éco-habitat groupé dans sud de la France. Simplicité, échange, bienveillance, discrétion, ayant cheminé, habitué à la vie en groupe, 45 ans. *Tél. : 09 51 92 98 34.*

■ **Puy-de-Dôme.** Une coopérative d'habitants est en voie de constitution pour investir le futur éco-quartier de Beaumont. Autogérer son habitat avec : plus de parties communes, plus de respect de l'environnement, plus de solidarité, plus de relations inter-générationnelles, c'est l'ambition de cette association. Ce projet vous intéresse ? *Contactez Daucher Michel, tél. : 06 27 47 74 73 ou 04 73 27 57 34.*

Agir ensemble

■ Projet de formation à l'autonomie (dans toutes ses dimensions) et à la recherche de sens à Eourres (Hautes-Alpes), pour des jeunes adultes prioritairement entre 18 et 25 ans : autonomie pratique (alimentaire, logement…), intellectuelle (lectures collectives, documentaires suivis de débats, atelier de réflexion sur nos valeurs personnelles et sur la société…), développement de nos propres médias (émissions radio, gestion du site internet, journal…) et activités liées au village d'accueil. Prochaines dates : 4 mai, 22 juin, 27 juillet. Pour plus d'infos : *Emmanuelle et Michel Philippo, tél. : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.fr, sensetautonomie@free.fr ou venez nous voir !*

■ **Paris-Rodez.** Je propose un covoiturage avec mon véhicule pour des trajets Paris-Rodez (par Laguide - Espalion) tous les vendredis et retour le dimanche. *Tél. : 06 30 91 00 66 ou moisset@dbmail.com.*

■ **Pyrénées-Atlantiques** (vallée d'Aspe) Nous cherchons des personnes intéressées et motivées pour nous aider à concrétiser notre projet de construction en paille. Chantier en auto-construction participatif de mi mai, à fin octobre. Du 18 mai à fin août, ossature bois selon la technique CST (technique élaborée par Tom Rivjen). A partir de septembre (sous réserve de l'avancement du chantier), montage des murs et isolation plafond et sol en paille. Nous vous proposons de vous nourrir. Nous vous accueillerons avec plaisir pour camper sur le terrain et partager des moments de convivialité et d'échange de savoirs. Pour + d'info : *Adeline Prieur et Benoît Papon au : 05 56 92 86 71 (le soir, le mercredi et le week-end) ou au 06 71 05 21 11 (de 12h à 14h) adeline_prieur@hotmail.com.*

■ **Côte-d'Or.** Les responsables du site web *http://amapdijon.free.fr* recensent les consomm'acteurs désireux d'une alimentation responsable. Ainsi, plus de 600 familles de l'agglomération dijonnaise sont en attente d'adhésion à une Amap. Ils lancent un appel : nous cherchons plusieurs maraîchers bio (ou en reconversation en bio) pour créer plusieurs Amap sur Dijon. *Pour toute information, écrire à contact@dijon-ecolo.fr qui fera suivre.*

■ **Compagnons de route.** Curieuse des autres et d'autres façons de faire, j'envisage de partir au long cours, fin 2009, pour un périple en Thaïlande, Cambodge, Laos, Vietnam. Je cherche d'autres compagnons de route (H et/ou F) (moi-même, femme 49 ans) qui partageront une conception légère, voire spartiarte de se déplacer au plus près des gens, ayant l'esprit *"Silence"*. Si vous êtes intéressé-e n'hésitez pas à me joindre au *06 03 56 02 30 (le matin svp).*

■ **Finistère.** Offre coup de main sur chantier autoconstruction (ou autre), région Quimperlé, contre gîte et couvert durant le mois de juillet. *Laurent Fabre, 43, grand rue Sapiac, 82000 Montauban, tél. : 05 63 66 31 55 ou 06 19 04 20 39.*

■ **Hautes-Alpes.** Vous êtes manuel, costaud, musclé, venez participer à des chantiers de restaurations de vieux hameaux dans les Préalpes du sud dans des sites magnifiques, joindre une enveloppe timbrée à votre adresse pour recevoir les adresses de chantiers collectifs à *Atout village, 8, le Verger, 04510 Le Chaffaut-Saint-Jurson, www.onpeutlefaire.com.*

Rencontres

Réf. 368.01. Créatif, curieux, attentionné, je serais vraiment très heureux de rencontrer une jeune femme désireuse de tisser une relation sincère et d'embrasser ensemble un projet de vie ouvert sur les autres, en harmonie avec la nature. Erwan, 35 ans, ingénieur, acteur de la décroissance, en quête d'une voie alternative pour emprunter le chemin d'un bonheur simple à partager. Au plaisir de faire votre connaissance. *Ecrire à S!lence, passeur de l'être.*

Recherche

■ Cherche ferments rhizopus oligosporus (préparation du Tempeh à base de soja), ainsi qu'anciens numéros du magazine Nexus. Cherche également traducteur polonais (petite rémunération). *Daniel Jarcis, 24, grande rue, 57155 Marly.*

Emploi

■ F. 52 ans, expérience de vie avec personne tétraplégique, cherche emploi auprès de personne handicapée. Ecoute, adaptation aux besoins, sens des responsabilités. *Tél. : 04 67 44 28 74.*

Immobilier

■ **Hautes Cévennes,** secteur Génolhac, vend petit Mazet (50 m²) avec eau de source, électricité, 3 ha de terrain avec châtaigneraie, verger, rivière, bassin, terrassements pour yourte, accès facile. Possibilité d'exploiter un bord de route pour lieu associatif, camion pizza… 130 000 €. Pour en parler : *06 61 59 14 77.*

■ **Seine-Maritime.** Apiculteur cherche à acheter terrain de 2000 m² près d'un bois pour créer verger et placer des ruches. Région Pavilly-Yvetot. *Tél. : 02 35 92 28 46, Marc Dauvilliers.*

■ **Oloron (Pyrénées-Atlantiques).** Maison de ville avec jardin, lieu d'expérimentations écologiques (solaire, eau de pluie, machine à laver à pédale…) cherche habitants sur la voie de la simplicité volontaire, pour trois mois ou pour trente ans. Personnes calmes, militantes et sans ressources classiques bienvenues. *Tél. : 05 59 39 25 47, marc@solune.com.*

■ Cherche un terrain à louer ou à acheter pour y poser une yourte et/ou une maison en paille et y vivre dans la simplicité. *Gabriel Corbalan, 171, rue des Glycines, 38530 Pontcharra, tél. : 06 46 57 21 44, g.corbalan@wanadoo.fr.*

■ **Lot.** Vends 4 ha non constructibles avec cabane habitable (isolation laine brebis, poêle à bois, toilettes sèches) sans eau ni électricité. Flore variée, faune sauvage. A 10 km de toutes commodités. 30 000 €. *Tél. : 06 22 50 55 72.*

■ **Lyon.** Etudiante l'année prochaine à Lyon, je cherche une colocation sympa et amicale. Appartement à trouver ou colocation déjà formée, à partir de l'été 2009. *Tél. : 06 74 73 06 44, marie17_09 @hotmail.com.*

■ **Pyrénées-Orientales.** Vends terrain plat en friche de 2,5 ha environ (ancien verger d'abricotiers). Situé à 5 km au sud de Perpignan, en bordure de rivière, avec maisonnette (à retaper) et deux puits. Toutes possibilités (céréales, maraîchage, élevage, arboriculture, etc.). Accès facile, bonne exposition, 15 000 €. Aide à l'installation possible. *Renseignements au 06 81 47 55 41 ou geosettimo@yahoo.fr.*

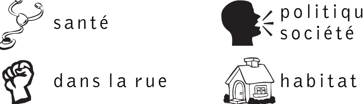
■ **Grenoble.** C'est la "crise immobilière", je n'arrive pas à vendre mon F3 de 55m². Je l'échangerai contre environ 20 hectares de terres labourables pour création d'un projet agroécologique d'inspiration silencieuse, en polyculture et transformation. J'étudie toutes propositions, *Arno, tél. : 04 76 46 36 48, arnomartzloff@free.fr.*

Vacances

■ **Centre Finistère,** à Pleyben, loue deux maisonnettes (6/7 personnes), fin de semaines ou plus, au sein d'une petite ferme bio, 30 km de la mer, pour personnes ayant un esprit nature. Equitation possible (3 poneys), location par maison : 260 € la semaine. *Fatima et Jacques, tél. : 02 98 26 38 93 (préférence HR ou laisser un message).*

■ **Drôme.** Location yourte 5 couchages, au pied du Vercors-Sud. A proximité, cuisine, salle de bain et WC. Situation nature splendide face aux falaises du Glandasse. Observation vautours fauves. Départ randonnées vers hauts plateaux du Vercors, nombreuses autres activités nature, via ferrata, spéléo, canoé-cayak, accrobranches, équitation et piscine à Die. A partir de 300 €/semaine pour deux personnes. Photos sur le site *www.souslayourte.com. Roland, tél : 04 75 21 27 89 ou 06 11 83 87 63.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



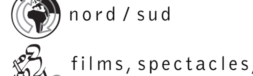

dans la rue

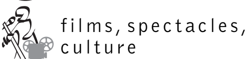


femmes

paix







agenda

Mai

Partout : manifestations. 1er mai. Nouvelle journée d'action unitaire à l'appel de presque tous les syndicats, "la crise c'est les riches qui la provoquent, c'est à eux de la payer".



Arras : 8e salon du livre d'expression populaire. 1er mai. Beaucoup de petits éditeurs. *Colères du présent, 61, grand place, 62000 Arras, tél. : 06 89 19 23 88, www.coleresdupresent.com.*

Corrèze : fête des plantes. 1er mai de 10h à 19h à la maison de l'Arbre de Chamberet, vingt stands, randonnée cueillette, conférence sur les plantes sauvages comestibles. *Maison de l'arbre, tél. : 05 55 97 92 14.*

Corrèze : les utopies réalisées. Jusqu'au 3 mai, autour de Tulle, documentaires sur les alternatives mises en place dans le quotidien, l'école, la psychiatrie… *Peuples et culture, tél. : 05 55 26 32 25.*

Limoges : vivre l'anarchie, expériences communautaires et alternatives aux 19 et 20e siècles. 1er au 3 mai, château de Ligoure. Avec Pierre Marcklé (phalanstère), Olivier Chaïbi (réalisateurs proudhoniens), Nathalie Brémand (expériences éducative), Isabelle Felici (la Cécilia), Anne Steiner (tentations de l'illégalisme), Gaetano Manfredonia (l'anarchisme réalisateur), Céline Beaudet (expériences communautaires des années 20-30), Edward Sarboni (68-78 : des communautés libertaires), Ronald Creagh (la fourmilière américaine), Jean-Michel Traimond (Christiania), Claire Auzias (persistance et actualité des stratégies réalisatrices), Marianne Enckell (vivre autrement en Suisse), Jean Berthaut (squats, une expérience collective urbaine). *Cira Limousin, Marsaleix, 19700 Lagraulière, tél. : 06 81 88 08 19 ou 06 64 36 95 21.*

Yvelines : jeunesse sans papier, jeunesse volée. 2 mai à 14h30 à la salle Michelet, 17, place Michelet, à Houilles (RER A, Houilles-Carrières-sur-Seine). A 18 ans, les enfants sans papiers deviennent expulsables. Appel à la mise en place de groupes de solidarité dans les établissements scolaires. *RESF 78, tél. : 01 34 92 85 42, www.resf78.ouvaton.org.*

Lyon : un autre syndicalisme est possible. 2 mai à 15h30 à La Plume noire, débat avec des syndicalistes de la CNT et d'autres syndicalistes. *La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, tél. : 04 72 00 94 10.*

Lyon : Non au capitalisme vert. 2 mai, salle Victor-Hugo, 33, rue Bossuet, Lyon 6e. Deuxième contre-grenelle. Matin : qu'est-ce que le capitalisme vert (Paul Ariès, Yannis Youlountas, Sophie Divry), les pièges de la monnaie carbone (Aurélien Bernier, Catherine Levraud, Véronique Gallais, Gilbert Dumas. Après-midi : des OGM aux humains génétiquement modifiés (Laure Pascarel, Philippe Corcuff, Vincent Cheynet, Maurice Charrier, Corinne Morel-Darleux). *Casseurs de pub, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon.*

Morbihan : reconnaissance, cueillette et cuisine végétalienne des algues et des plantes sauvages. 1 au 3 mai à Belle-Ile-en-Mer. Stage animé par *Anne Rivière, tél. : 02 97 31 29 17, eau-vivante56@gmail.com.*

Ardèche : Ferme des enfants. 2 mai à partir de 14h, journée portes ouvertes à la Ferme des enfants à Lablachère. *Renseignements : tél. : 04 75 35 09 97, www.la-ferme-des-enfants.com.*

Finistère : 3e foire alternative et bio. 2 et 3 mai à Trégunc, à 5 km de Concarneau. 100 stands, conférences d'Hervé Kempf, François Ruffin, Serge Latouche. *Paresse, Kerdavid, 29340 Riec-sur-Belon, tél. : 02 98 06 58 62.*

Puy-de-Dôme : 8e Pollen. 2 et 3 mai, à Sermentizon, foire écobiologique. *Nature et Progrès Auvergne, Nicole Fayette, Troisvilles, 63120 Sermentizon.*

Lozère : les jardins se créent. 3 mai, à Saint-Martin-de-Boubaux, rencontres et échanges autour des jardins : jardin d'agrément, potager, jardin secret. Avec la revue La Garance voyageuse, Olivier Rognon, jardinier en permaculture, Pierre Buchberger pour Nature & Progrès Gard, Marion Thibault paysagiste, Bio'jour réseau de paniers bio, Jean-Michel Martin passionné de traction animale, Jardins de France et les jardins ouvriers, Teddy Challemel et le BRF, Sophie Leleu et le jardin médicinal, Ingrid Tholl et les jardins pédagogiques, Côté Jardins solidaires… Echanges de plants, de semences, expo photos… *L'esperluette, Hélène Hible, Le Veyrassi, 48160 Saint-Hilaire-de-Lavit, tél. : 04 66 45 40 06.*

Toulouse : la relâche à la Chapelle. 4 mai de 18h à 22h, puis tous les lundis, soirée avec distribution des paniers AMAP à 18h, parole libre à 19h, spectacle à 20h, et un repas préparé collectivement à partir de 19h30. *L'Atelier idéal, 36, rue Casanova, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 12 37 55.*

Toulouse : démolir pour reconstruire ? 5 mai à 18h30, auditorium du Centre méridional de l'architecture et de la ville (M°Capitole), Débat : est-ce en démolissant pour reconstruire dans le cadre de la rénovation urbaine que l'on renouvelle la société *? CMAV, 5, rue Saint-Pantaléon, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 21 61 19.*

Paris : Festival des résistances et alternatives de Paris. 7 au 17 mai. Débat sur les manifestations en Grève le jeudi 7 au local de la CNT. Vendredi 8 : débat sur la crise à Ecobox. Samedi 9 : alimentation et agriculture, avec Sens de l'Humus, aux murs à pêches de Montreuil. Mercredi 13 : guérilla potagère avec Sens de l'Humus. Jeudi 14 : action du collectif publisexisme + expo à Violette & co. Vendredi 15 : festival des squats. Samedi 16 : action Europe-forteresse dans une gare. Dimanche 17 : révolte et résistance, l'affaire de Tarnac, au local de la CNT. *Programme sur http://frap.samizdat.net.*

Paris : marche de nuit féministe. 7 et 19 mai à 19h30, à la Maison des femmes, réunions préparatoires non-mixtes pour une marche de nuit féministe. *Maison des femmes, 163, rue de Charenton, 75012 Paris, http://marche-denuit2008paris.wordpress.com.*

Valenciennes : le fléau de la finance. 7 mai, à la MJC de Saint-Saulve. Débat organisé par *Attac-Valenciennes, 8, boulevard Léopold-Defays, 59300 Valenciennes, tél. : 03 27 41 26 37.*

Bas-Rhin : compost. 7 mai à 8h30 au Centre d'initiation à la nature et l'environnement de Munchhausen. Pourquoi et comment composter. *Cin, Maison de la nature, 42, rue du Rhin, 67470 Munchhausen, tél. : 03 88 86 51 67.*

Troyes : congrès interassociatif d'espéranto. 7 au 11 mai, conférence, ateliers, débats, visites… *Esperanto 10, 8, rue de la Mission, 10000 Troyes, tél. : 03 25 75 62 30, http://esperanto10.free.fr.*

Paris : 5e marche des Indigènes de la République. 8 mai, 15h, Métro Barbès. Pour rappeler que les conséquences de la politique coloniale de la France sont toujours présentes. *Tél. : 06 28 06 60 35, www.indigenes-republique.fr.*

Belgique : comment gérer ses émotions. 8 et 9 mai à l'*Université de Paix, 4, boulevard du Nord, B 5000 Namur, tél. : 00 32 81 55 41 40, www.universitedepaix.org.*

Paris : 7e journées Doulas. 8 au 10 mai à La Bellevilloise, 19, 21 rue Boyer, Paris 20e, M°Ménilmontant. Thème : Liberté, féminité, maternité. Projection du film Orgasmic birth. Théâtre : Naissance de Karen Brody. Tentes rouges comme lieux de groupes de paroles. Exposition. Groupes de pères. Ateliers sur les maisons de naissance, la contraception, la sexualité, les rituels de naissance dans divers pays, les violences faites aux femmes, les danses avec bébé, le belly-art (célébration du ventre des femmes)… *Association Doulas de France, 6, square Baden-Powell, 35000 Rennes, www.doulas.info.*

Nièvre : écofestival. 8 au 10 mai, à Clamecy, autour du thème Terre à terres, dans le cadre de la quinzaine du commerce équitable, avec film Les enfants nous accuseront, débats, concerts de musique africaine, repas participatifs, marché et foire bio… Conférences de Claude Bourguignon, des Renseignements généreux… *Maison citoyenne, 2, rue de la Monnaie, 58500 Clamecy, tél. : 03 86 27 93 64, www.lagraineterie.com.*

Le Mans : commerce équitable. 9 mai à la maison du citoyen, place des Contes du Maine, de 10h à 18h, atelier de jeux sur la question du commerce équitable animés par *Artisans du monde, 46, rue Nationale, 72000 Le Mans, tél. : 02 43 24 16 68.*

Limoges : femmes en noir. 9 mai de 15h à 16h, place de la Motte, une heure de silence en soutien aux femmes en noir israéliennes et palestiniennes qui demandent la fin de la politique d'apartheid et de colonisation d'Israël dans les territoires palestiniens. *Femmes en noir, Maison des droits de l'homme, 37, rue Frédéric-Mistral, 87100 Limoges.*

Jura : chauffe-eau solaire. 9 et 10 mai, au Biolopin. Stage d'initiation pour tous. *L'Inflorescence, Biolopin, 39570 Saint-Maur, tél. : 03 84 44 23 53.*

Ain : 4e faites autrement. 9 et 10 mai à Chavannes-sur-Suran. Animations avec de nombreuses associations comme Attac, Artisans du monde, Cinémateur… *Attac Ain, tél. : 04 74 51 71 79, marinelli.pascal@wanadoo.fr.*

Isère : 8e salon nature. 10 mai, salle sport et loisirs de Saint-Georges-d'Espéranche. Alimentation, santé, bio, protection de l'eau, gestion des déchets, presse alternative, environnement, solidarités… *Association Espace Terre, mairie, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche, tél. : 06 73 30 38 15.*

Dijon : visages du commerce équitable. 11 mai à 20h30, bar l'Annexe, 47, rue Devoges. Projection d'un film suivi d'un débat animé par l'association *Equi'Max, 12, avenue Gustave-Eiffel, 21000 Dijon, tél. : 03 80 49 80 83.*

Lille : pour une autorité éducative. 12, 19 et 26 mai de 19h à 22 h, comment aborder la question de l'autorité, des règles, comment définir le négociable, comment réagir à la transgression… *Ifman-Nord-Pas-de-Calais, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 95 91 46.*

Paris : habiter écologique. 12 mai au 1er novembre, à la Cité de l'Architecture. Quelles architectures pour une ville durable ? Sujet passionnant… mais l'expo est financée par Bouygues, EDF et Saint-Gobain d'où un léger doute… *Cité de l'architecture & du patrimoine, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.*

Isère : sommes-nous égaux devant le bio ? 12 mai, à 20h, salle Edmond-Vigne, 23, rue des Alpes, à Fontaine près de Grenoble (tram A, arrêt Charles-Michel). Conférence-débat avec Patrick Viveret, philosophe, et Lilian Legoff, médecin : comment respecter l'équilibre alimentaire en temps de crise ? *Ville de Fontaine, tél. : 04 76 28 76 33, www.fontaine38.fr/agenda21.*

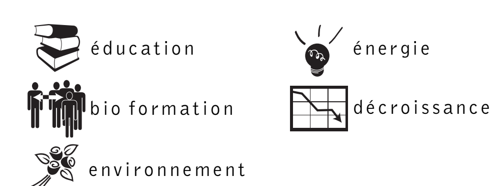
Paris : La chatte bottée. 13 mai à 18h, à la librairie Violette & co, vernissage d'une expo dessin et représentation d'un spectacle de théâtre de papier. *Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 16 07.*

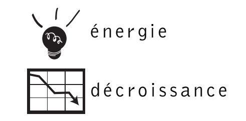
Lille : Cirque et coopération. 14 mai, 19h à 21h, au Café citoyen, 7, place du Vieux-Marché-aux-chevaux. Débat. *Le pas de côté, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 18 48.*

Marseille : énergies renouvelables. 14 mai, 19h, conférence de Jean-Paul Bibérian au Réseau Santé pour tous, *les mais de Georges, 19 place Gouffé, 13005 Marseille, tél. : 04 91 78 28 28.*

Grenoble : le génocide rwandais et la France. 14 mai à 20h, maison du tourisme, conférence-débat avec Géraud de la Pradelle, ancien président de la Commission d'Enquête Citoyenne, qui depuis 2004 enquête sur les implications françaises pendant le génocide de 1994 au Rwanda. *Survie-Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 84 60 02, www.survie-isere.org.*

Meurthe-et-Moselle : caméras des champs. 14 au 17 mai, salle René-Bertin à Ville-sur-Yon. Onzième édition du festival du film documentaire sur la ruralité. *Luc Delmas, foyer rural, 54800 Ville-sur-Yron, tél. : 03 82 33 93 16.*





agenda

Belgique : comment prévenir les conflits avec les adolescents. 14 et 15 mai à l'*Université de Paix, 4, boulevard du Nord, B 5000 Namur, tél. : 00 32 81 55 41 40, www.universitedepaix.org.*

Partout : objection de conscience. 15 mai. Journée internationale pour la reconnaissance de l'objection de conscience. Cette année, campagne de soutien aux objecteurs emprisonnés en Corée du Sud. *Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél. : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

Bas-Rhin : construction en bottes de paille. 15 mai à Sparsbach, stages d'initiation pour 9 personnes. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67340 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Paris : Ennemi intérieur. 15 mai à 19h, à la librairie coopérative EDMP (M°Gare-de-Lyon), débat avec Mathieu Rigouste, auteur du livre L'ennemi intérieur, la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine. *EDMP, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris, tél. : 01 44 68 04 18.*

Nord : fêtes avec nous la maison de demain. 15 au 17 mai à Villeneuve-d'Ascq, témoignages et visites de maisons, de bâtiments mettant en œuvre les économies d'énergie et les énergies renouvelables, organisé par la mairie avec le soutien de l'Ademe, de l'Espace-info-énergie de la MRES de Lille… *eie@mres-asso.org.*

Yvelines : 4e écofestival étudiant. 16 mai, 10h à 19h au parc des sources de la Bièvre, à Guyancourt. Thème de l'année : ma vie, ma terre, notre avenir". Développement durable, environnement, commerce équitable, habitats écologiques, agriculture biologique… *Ecofestiv, école sup de V, 51, boulevard de la Paix, ZA Bel Air, 78100 Saint-Germain-en-Laye, ecofestiv@gmail.com.*

Pas-de-Calais : vivre autrement, un autre monde existe déjà ! 16 mai à Méricourt, quartier de la mairie et Centre culturel et social Max-Pol-Fouchet, débats sur les nouveaux indicateurs de richesse, la décroissance, films : le monde selon Monsanto et l'agriculture paysanne en Nord-Pas-de-Calais. *Politis62, www.politis62.org.*

Lyon : 9e Veggie Pride. 16 mai. Marche des fiertés végétariennes et végétaliennes. *www.veggiepride.fr.*

Angers, Bruxelles : marche des fiertés lesbiennes, gays, bi, trans. 16 mai.

Gard : forum éco-habitat. 16 et 17 mai à Vabres, en Cévennes-Garrigue. Espace exposants, conférences grand public, ateliers et visites sur les thèmes habitat et santé, projet de territoire, architecture, énergies renouvelables, gestion de l'eau, construction et éco-matériaux… Entrée libre. *La fourmi et la cigale, 16, boulevard des Remparts, 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort, tél. : 04 66 77 99 10, www.forum-eco-habitat.com.*

Toulouse : action collective non-violente. 16 mai, comment penser, préparer et s'entraîner, présentation de techniques d'action et de résistances collectives, entraînement pratique. *Au Centre de ressources sur la non-violence de Colomiers, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, tél. : 05 61 78 66 80, www.non-violence-mp.org.*

Lyon : Télé, pas de pub pour les enfants. 16 mai de 10h à 18h, au Théâtre nouvelle génération, Complexe Latreille, 23, rue de Bourgogne, 69009 Lyon. Colloque organisé par le Man, Mouvement pour une alternative non-violente, avec chercheurs, universitaires et anti-publicitaires. *Man, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, www.non-violence.fr.*

Suisse : négociation coopérative. 16 mai, formation au *Cenac, Centre pour l'action non-violente, 52, rue de Genève, CH 1004 Lausanne, www.non-violence.ch.*

Saône-et-Loire : quatre éléments et quatre éthers. 16 et 17 mai, formation avec *Jean-Michel Florin. Domaine de Saint-Laurent, 71250 Château, tél. : 03 85 59 23 74, www.bio-dynamie.org.*

Finistère : phytoépuration et toilettes sèches. 16 et 17 mai à Querrien. Formation animée par Andy de Ville d'Avray. *Odile et Michel, tél. : 02 98 71 36 51 ishvara/eauvivante 51@wanadoo.fr.*

Hautes-Pyrénées : plantes sauvages. 17 mai à Clarens, près de Lannemezan, balade-cueillette-cuisine de plantes sauvages comestibles, découverte des vertus médicinales. 10 personnes maxi. *Inscriptions : www.atelier-bien-etre.fr, ateliers.bienetre@yahoo.fr.*

Côtes-d'Armor : 6e fête du jardin au naturel. 17 mai à Belle-Isle-en-Terre. Jardinage naturel, compostage, récupération d'eau de pluie, échange de plants, de semences, de savoir-faire, alternatives aux pesticides, toilettes à compost… *Eaux & rivières de Bretagne, Centre régional d'initiation à la rivière, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél. : 02 96 43 08 39.*

Isère : 8e fête de l'environnement. 17 mai, parc de la Poya, à Fontaine. Thème : consommer autrement. Village écocitoyen, marché bio, ateliers et animations, arts de la rue. Entrée gratuite. *Ville de Fontaine, tél. : 04 76 28 76 33, www.fontaine38.fr/agenda21.*

Haute-Loire : foire bio de Langeac. 17 mai dans le jardin public de l'île d'Amour. Marché de producteurs bio, jeux nature, musique, espace enfants, café lecture, forum des associations. *Haute-Loire biologique, 16, boulevard Bertrand, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay cedex, tél. : 04 71 07 21 19.*

Indre : 7e Chapitre nature. 21 au 24 mai. Salon du livre nature, 40 auteurs présents, forum des associations, trocs de livres et de plantes, expo photos. *Chapitre nature, Fol36, 23, boulevard de la Valla, BP 77, 36002 Châteauroux cedex, tél. : 02 54 61 34 67.*

Alsace : 28e foire éco-bio. 21 au 25 mai au parc des expositions de Colmar. 400 exposants, nombreuses conférences, ateliers, concerts et spectacles pour un engagement alternatif. Voir détail en page alternatives. *www.foireeco-bioalsace.fr.*

Nyons : 18e Naturellement. 23 et 24 mai, promenade de la Digue, foire écobiologique. *CEDER, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél. : 04 75 26 22 53.*

Ain : Culture et décroissance. 23 mai, salle espace 1500, à Ambérieu-en-Bugey. 10h : conférence de Jean-Claude Besson-Girard, la culture dans la décroissance. 13h : les deux âmes de l'écologie avec Romain Felli. 17h : conférence de Gilles-Eric Seralini, les polluants chimiques et les OGM dans l'alimentation. 19 h : conférence de Paul Ariès, vers la gratuité, pour en finir avec la société de consommation et le productivisme. *Décroissance +, tél. : 04 74 37 72 47.*

Haute-Garonne : 3e foire bio et terroir. 24 mai à Arbas (30 km au sud-est de Saint-Gaudens). Producteurs bio, éco-habitat, énergies renouvelables, artisanat d'art, librairie, textiles, stands associatifs, conférences, expositions. *Tél. : 06 71 34 19 71.*

Lyon : les villes en transition vers la sobriété. 26 mai à 19h, soirée au CEDRATS, avec Luc Semal et Mathilde Szuba. A 19 h : repas partagé ; à 19h30 : débat autour du dossier du numéro de février. *Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67, M°Croix-Paquet.*

Hautes-Pyrénées : 11e festival du muet. 27 au 31 mai à Anères, festival à entrée libre, avec de nombreuses activités culturelles parallèles. *Remue-Méninges, Amis du café du village, Gran Carrera, 65150 Anères, tél. : 05 62 39 79 38, http://remue-meninges.free.fr.*

Valenciennes : petit cours d'autodéfense intellectuelle. 28 mai, à la MJC de Saint-Saulve. Débat organisé par *Attac-Valenciennes, 8, boulevard Léopold-Defays, 59300 Valenciennes, tél. : 03 27 41 26 37.*

Rennes : Faut pas payer ! 28 mai à 20h30 à la maison de quartier de Villejean, pièce de théâtre jouée par le Théâtre de l'Arrière Cour, pièce de Dario Fo qui raconte comment un groupe de femmes refusent de payer les courses en temps de crise économique, de délocalisation et de licenciements. Recette au profit du collectif de soutien aux sans papiers. *Maison de quartier de Villejean, rue de Bourgogne, 35000 Rennes, tél. : 02 99 59 04 02.*

Lyon : à la recherche de l'écologie radicale. 28 mai à 19h, soirée au CEDRATS, avec Michel Bernard, Mimmo Pucciarelli, Luc Semal… A 19 h : repas partagé ; à 19h30 : débat autour du dossier de ce numéro. *Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67, M°Croix-Paquet.*

Montreuil : insurgés du corps. 29 mai à 20h30 à la maison populaire, présentations de vidéos expérimentales des années 80. *Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél. : 01 42 87 08 68.*

Côtes-d'Armor : 3e journées écologiques et champêtres. 29, 30 et 31 mai, à Treduder, avec des animations autour de l'écoconstruction, un marché bio, la visite de l'éco-lotissement privé de Kerdudal, et la présentation d'un éco-lotissement public en projet ; une table-ronde sur l'installation en agriculture, randonnées, restauration, animations… *http://ecocotier.info, tél. : 02 96 35 60 85 ou 09 62 30 67 38.*

Nantes, Luxembourg : marche des fiertés lesbiennes, gays, bi, trans. 30 mai.

Saône-et-Loire : introduction au jardinage biodynamique. 30 et 31 mai, formation avec Pierre Masson. *Domaine de Saint-Laurent, 71250 Château, tél. : 03 85 59 23 74, www.bio-dynamie.org.*

Rhône : maison basse consommation. 30 mai à Bron, visite d'une maison à ossature bois isolant ouate de cellulose et fibre de bois, capteurs solaires sous vide, poêle à combinés… *ALE, 8, rue Béranger, 69006 Lyon, tél. : 04 37 48 25 90, www.ale-lyon.org.*

Toulouse : forom des langues du monde. 30 et 31 mai, sur la place du Capitole. Samedi de 17h à 25h, poésie, contes, musique, danse, spectacles de rue… Dimanche de 10h à 19h, stands des langues et débats. *Carrefour culturel Arnaud-Bernard, 9, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 12 11 16, www.arnaud-bernard.net.*

Vaucluse : 10e salon des éco-énergies. 30 et 31 mai à Mérindol, 160 exposants autour du thème "rompre avec la croissance et vivre autrement". Débats sur la bio et les Amap, la relocalisation de l'économie, les impacts environnementaux de la construction moderne… *Action Mérindol environnement, 84360 Mérindol-en-Luberon, tél. : 04 90 72 38 96, www.ecoenergies.net.*

Bas-Rhin : vannerie. 30 et 31 mai à Sparsbach, reconnaissance des espèces végétales, présentation des techniques de vannerie, confection d'un panier en osier. *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67340 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Saône-et-Loire : 4es rencontres spirituelles. 30, 31 mai et 1er juin, à *Terre du Ciel, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél. : 03 85 60 40 33, www.terre-du-ciel.fr.*

Tarn : 27e Biocybèle. 31 mai et 1er juin, au parc de Gaillac, foire bio. *Nature et Progrès, Cazalens, 81600 Brens, tél. : 05 63 57 60 00.*

Var : 21e foire biologique de Signes. 31 mai de 8h à 20h, place Marcel-Pagnol, à Signes, stands, conférences, restauration… *Nature et Progrès, 1601, chemin Saint-Augustin, 83260 La Crau, tél. : 04 94 57 73 57.*

Alpes-Maritimes : 13e nettoyage de rivière. 31 mai, vallée de la Tinée. Volontaires bénévoles, venez avec bonnes chaussures et pique-nique pour le midi. Les enfants mineurs non accompagnés doivent avoir une décharge signée des parents. Le soir : apéro-festif et concert offert aux bénévoles (payant pour les visiteurs). *Les Rikikibians, 270, chemin de Versailles, 06570 Saint-Paul, tél. : 06 77 50 03 30, http://lesrikikibians.fr.*

UN LIEU À VIVRE : L'ENTREPÔT

COURREZ-Y VITE

FABULOUS

Ciné, Arts et Essais
7-9, rue Francis de Pressensé
75014 PARIS
tél : 01-45-40-07-50

M° PERNETY

Entre Alésia et Montparnasse se trouve l'Entrepôt, un espace convivial avec 3 salles de ciné, un bar, un restaurant avec un jardin…

UN ESPACE CONCERTS !

VRAI
UN VÉRITABLE ANCIEN ENTREPÔT !

Question cinéma, L'Entrepôt est pourvu de 3 petites salles de 90 places, programmant des films d'art et d'essais en V.O !

Tout le monde dit I love you… l'Entrepôt !

Les Vendredis & Samedis soir

Jazz

+ MANIFS ÉVÉNEMENTIELLES !

Tarifs

Plein Tarif 7€

Tarif Réduit 5€60

Étudiants

Chômeurs

+60ans

EN SOMME… UN LIEU ALTERNATIF !

débats

resto & Détente

Concert

Poésie

ciné

théâtre

conférences

Boutique

expos

réunions

Café-Philo !

Sujet du jour : La raison de Kant est-elle vraiment pure ?

OUAIIIIIS !

UN ENDROIT RICHE ET POUR TOUS !

ORGANISEZ VOTRE AGENDA CULTUREL DIRECTEMENT SUR LE SITE

www.lentrepot.fr

CONCERTS 7€

COCO.

Peut-on guérir du dopage financier, sans risque de rechute ?

La deuxième édition de l'AlterTour (du 4 juillet à Besançon au 9 août à Nantes) élargit cette année la notion de dopage aux finances. Réflexion sur ce dernier point dont nous payons aujourd'hui les conséquences.



Guillaume de Crop / AlterTour

La récente "prime à la casse" est destinée à doper le marché de l'automobile : un effet seulement temporaire, comme le rappellent des initiatives semblables, prises dans années 1990. On peut donc s'attendre à ce que la relance artificielle de la consommation soit suivie d'une phase de dépression. Quant aux bénéficiaires de cette prime, bien insuffisante pour acheter un véhicule neuf, ils devront s'endetter sur plusieurs mois au nom de l'euphorie passagère d'un nouvel achat.

Suivant la définition générale que nous proposons, et qui englobe notamment les domaines du sport de compétition, de l'agriculture productiviste et de l'économie de marché, le dopage désignerait *tout procédé qui améliore temporairement des performances, mais qui induit durablement dépendance et déficit.*

Les performances d'un consommateur se mesurent à son pouvoir d'achat immédiat, amélioré du crédit éventuellement accordé par une banque. Son bénéficiaire peut assouvir rapidement un désir d'achat ponctuel, mais reste lié à son créancier privé pendant plusieurs mois. Cette mise sous *dépendance* s'accompagne d'un *déficit* de pouvoir d'achat, puisque le remboursement inclut des intérêts. En cas de difficultés de remboursement liées par exemple à une perte d'emploi, le débiteur peut y perdre son bien au profit de son créancier *(hypothèque)*.

Sortir de la dépendance

Bref, c'est risqué. De plus, comme dans la compétition sportive où il est officiellement interdit, le dopage peut être dissimulé. Ainsi, un crédit étendu à des personnes non solvables (*subprime,* dits emprunts "toxiques"), lorsqu'il est transformé en obligations *(titrisations)* proposées à des investisseurs, est mélangé à un lot de titres au rendement plus sûr ; le produit financier résultant est validé par des *Agences de Notations.* C'est ainsi que de nombreux investisseurs s'y sont laissé prendre, la chute du marché immobilier américain et de ses produits financiers initiant la crise actuelle.

C'est l'ensemble de la société qui va subir les conséquences du *masquage* de crédits abusifs.

Cependant, ce point de vue offre des perspectives, car si le crédit est assimilable à du dopage, on doit pouvoir guérir l'économie en lui appliquant les mêmes soins qu'à un sportif :

1. Eduquer en faisant admettre au patient sa dépendance au crédit-drogue, tout en supprimant les indices de rappel susceptibles de provoquer des rechutes (publicités pour des emprunts, enseignes de banques).

2. Désaccoutumer la société en diminuant progressivement le recours à l'emprunt individuel. Sans crédit, il faudra de la patience dans l'épargne, associée à des salaires convenables pour remplir le bas de laine. Cette condition appelle une révision complète du "partage du gâteau" dans l'entreprise, et surtout le renoncement à l'économie concurrentielle mondialisée qui oblige à restreindre le plus possible les salaires versés aux employés, en leur laissant juste de quoi obtenir des crédits pour faire tourner l'économie globalisée. Si les entreprises produisaient localement, on minimiserait la compétition. On pourrait gagner plus en travaillant moins.

3. Remplacer le crédit individuel par une mise en commun de fonds à l'intérieur d'une collectivité, sous la forme d'impôts spécifiques finançant la construction d'infrastructures partagées. Une concentration raisonnable de capitaux serait alors gérée sans intérêts, par et pour la collectivité.

Cette tentative d'essai d'ordonnance est motivée par l'urgence de la pathologie. La cigarette engendre des fumeurs passifs, l'antenne relais diffuse ses micro-ondes sans discernement, le crédit dopant met en danger la société : personne n'est à l'abri du dopage dans un monde compétitif.

Dominique Béroule ■

› Programme de l'AlterTour sur www.altertour.net.

■ On revient sur Terre

Durant l'AlterTour 2008, un film de 84 mn *On revient sur Terre* a été réalisé par Suzanne Körösi. Le film donne la parole aux cyclistes et aux hôtes qui ont organisé le parcours. On y découvre des expériences d'agro-écologie, de permaculture, d'éco-construction… Le film peut être commandé contre 20 € aux *Films du réveil, 21, rue du Paradis, 75010 Paris, www.lesfilmsdureveil.com.*

■ Silence partenaire de l'AlterTour

Dans la cadre d'un partenariat avec l'AlterTour, nous allons publier trois articles de présentation… pour vous inciter à prendre votre vélo et à rejoindre l'initiative…

Vote électronique, la fin du citoyen

En 2007, lors des élections présidentielles, puis législatives, un million et demi d'électeurs français ont dû utiliser des machines au lieu d'employer un bulletin. Ces ordinateurs de vote ont été critiqués avant et pendant les élections, une pétition[1] a recueilli près de 100 000 signatures, et plusieurs informaticiens ont mis en garde contre les dangers et failles du vote électronique. Avec raisons...

JaHoVil

Terminologie : de quoi parle-t-on ?

Par vote électronique, on entend ici les procédures de vote dans lesquelles l'expression même du vote passe par un ordinateur, une machine fonctionnant avec des logiciels. Ce texte porte sur le vote électronique « local », où l'électeur ne vote pas à distance mais se rend dans un bureau de vote, et doit appuyer sur des boutons, employer un crayon optique ou un écran tactile, pour exprimer son choix. Dans tous ces cas, l'expression du vote, le dépouillement et le décompte des voix passent par des programmes et des machines.

Le vote électronique a été introduit en France sans aucun débat parlementaire, et adopté par des communes sans débat ni consultation des électeurs. Pourtant, l'expérience de divers pays en ce domaine, dont plusieurs y ont renoncé, comme l'Irlande ou les Pays-Bas, mérite qu'on s'y arrête, *a fortiori* après la calamiteuse expérience française de 2007.

Expérience interrompue en Irlande

En mai puis octobre 2002, des élections législatives puis le référendum sur le traité européen de Nice ont été organisés par vote électronique dans trois, puis sept circonscriptions irlandaises. Le gouvernement prévoyait de généraliser le vote électronique aux élections européennes et locales de 2004. Les machines utilisées n'imprimaient pas de bulletins de vote qui auraient permis des recomptages ultérieurs.

> ***L'intrusion des machines à voter (...) rend opaque ce qui était visible. Elle met fin à une "communion citoyenne". Elle prive le corps électoral de la surveillance collective des opérations dans lesquelles s'incarne le suffrage universel.***
>
> *Conseil constitutionnel français, 12 juin 2007.*

Un mouvement de remise en cause du vote électronique s'est alors constitué, alertant médias et politiques. En mai 2003, il s'est cristallisé avec la création de l'association ICTE (en français, Citoyens irlandais pour un vote électronique de confiance)[2], puis par la mise en place en mars 2004, après plusieurs débats parlementaires, de la Commission sur le vote électronique, composée d'élus des deux Chambres législatives du pays.

Cette Commission a rendu un avis négatif en avril 2004, estimant "ne pas être en mesure de recommander l'utilisation du système proposé pour les élections locales et européennes et, par extension, pour le référendum qui doit être tenu le 11 juin [2004]". Dans un second rapport, en 2006, la Commission indique, dans une comparaison entre le vote papier et le vote électronique, qu'en termes de confidentialité et de justesse, "le système sur papier existant est légèrement supérieur au système électronique actuellement proposé en Irlande"[3]. Elle recommande plusieurs modifications tant du matériel que des logiciels employés.

Plusieurs associations et groupes de citoyens se sont mobilisés contre la façon dont le vote électronique était déployé, en particulier en exigeant d'avoir un relevé imprimé et accessible des votes pour permettre leur vérification.

Ni les élections irlandaises de 2004, ni celles de 2007, n'ont repris le vote électronique, et l'expérience n'a pas eu de suite.

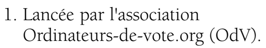
Pays-Bas : marche arrière toute

Les machines à voter ont pendant plusieurs années été extrêmement répandues chez les Néerlandais, qui les ont adoptées à partir des années 1990. En novembre 2006, 448 des 458 communes du pays avaient institué le vote électronique. Dans 413 communes les électeurs devaient utiliser des machines Nedap et dans 35 autres des machines SDU, toutes deux de marque néerlandaise.

Mais le 30 octobre 2006, à la suite d'un rapport du service de contre-espionnage AIVD, le gouvernement retira son agrément antérieur aux machines SDU, "au motif que celles-ci ne garantissaient pas le secret du vote, parce qu'elles émet-



D.R.



1. Lancée par l'association Ordinateurs-de-vote.org (OdV).
2. Irish Citizens for Trusworthy Evoting <evoting.cs.may.ie/>.
3. Page 191 du rapport, www.cev.ie/htm/report/second_report/pdf/Part%207%20Summary%20and%20Conclusions.pdf.

➤ Vote électronique aux États-Unis

taient des signaux grâce auxquels il était possible de reconnaître le vote exprimé, et ce jusqu'à une distance de quarante mètres"[4].

Quelques semaines auparavant, le 5 octobre 2006, le groupe "Nous ne faisons pas confiance aux ordinateurs de vote"[5] avait démontré à la télévision hollandaise comment manipuler en cinq minutes une machine Nedap ES3B, en procédant à un changement de logiciel non décelé par les électeurs ou les organisateurs de l'élection. Le modèle altéré, indiquent les militants, est "à quelques modifications très mineures, le même utilisé en Allemagne et en France".

Une commission désignée par le ministre chargé de la Réforme de l'État en décembre 2006 a ensuite été chargée de présenter les conditions d'agrément des machines à voter. Cette commission a rendu un rapport en avril 2007, concluant que les textes normatifs sur le vote électronique devraient être modifiés avant toute élection.

En mai 2007, le ministre de l'Intérieur désigne une nouvelle commission pour analyser l'ensemble de la procédure électorale et proposer des réformes. Cette seconde commission conclut en septembre 2007... qu'il serait préférable de revenir au vote papier. La secrétaire d'État à l'Intérieur, Ank Bijleveld-Schouten, déclare qu'elle suivra l'avis de la commission[6]. Le 16 mai 2008, le gouvernement a annoncé que le renoncement au vote électronique était définitif



Nathan Gibbs

➤ Carte électorale électronique aux États-Unis

Le vote électronique en France

L'introduction massive du vote électronique en France en 2007 a reposé sur l'utilisation d'un texte juridique remontant à 1969, année où le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin fait modifier le code électoral pour autoriser l'emploi de machines à voter : des appareils mécaniques et non informatiques[7].

Si leur usage est rapidement abandonné, le code électoral conserve la modification qui les autorisait. Les décennies passent, l'informatique et l'électronique connaissent les révolutions que l'on sait, et c'est sous un autre ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, que le ministère s'intéresse à la possibilité de remplacer des bulletins de vote par des machines grâce au code électoral modifié en 1969.

Les services du ministère de l'Intérieur, chargé de l'organisation des scrutins en France, doivent préparer une nouvelle procédure d'agrément. Des critères physiques sont définis : résistance des machines aux chocs, à la chaleur, etc. Mais les logiciels, pourtant éléments clés sans lequel aucun ordinateur, de vote ou autre, ne peut fonctionner, sont négligés.



Manuel MC

➤ Vote électronique à l'Université de Nantes

Chantal Enguehard[8], chercheuse en informatique de l'université de Nantes, analyse cette lacune de taille dans une étude[9] : le règlement de 2003 fixant les critères à remplir pour un ordinateur de vote "fixe quelques règles qu'il est facile et peu coûteux de respecter mais qui ne garantissent aucunement que les ordinateurs de vote soient sûrs. (...) Cet agrément ne vise pas à détecter des failles de sécurité, en particulier il n'impose pas d'examiner leur programme.

Il admet que le programme utilisé dans les ordinateurs de vote soit secret. Il est donc impossible aux simples citoyens de l'examiner : la protection du secret industriel a été jugée plus importante que la transparence de la procédure de vote".

Enfin, observe la chercheuse, "il est impossible de vérifier si l'ordinateur a bien fonctionné puisque le règlement n'impose pas aux ordinateurs de vote d'imprimer un bulletin papier vérifié par l'électeur. Celui-ci doit faire confiance à l'informatique qui est censée fonctionner correctement".

Déploiements à grande échelle de 2005 à 2007

En 2004, 15 collectivités, dont la ville de Brest, avaient utilisé des machines à voter lors des élections cantonales, régionales et européennes. En 2005, lors du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, 55 communes y recourent, soit un million d'électeurs[10]. Lors des premier et second tours de l'élection présidentielle, les 22 avril et 6 mai 2007, des autorisations préfectorales sont délivrées dans 34 départements, et 82 communes décident d'employer des ordinateurs de

4. *Le vote électronique,* Sénat, septembre 2007, op.cit., p. 27 et suivantes.
5. "Wij vertrouwen stemcomputers niet" : www.wijvertrouwenstemcomputersniet.nl/English/.
6. Site (en néerlandais) de la commission : www.adviescommissieinrichtingverkiezingsproces.nl.
7. www.ordinateurs-de-vote.org/Cadre-legal-des-machines-a-voter.html.
8. Maître de conférences au laboratoire d'informatique de Nantes Atlantique (LINA). Ses textes sur le vote électronique : www.sciences.univ-nantes.fr/info/perso/permanents/enguehard/.
9. *Le vote électronique en France : opaque et invérifiable,* 2006. www.sciences.univ-nantes.fr/info/perso/permanents/enguehard/perso/RI_halshs-00085041.pdf.
10. Source de la plupart des chiffres mentionnés dans cette partie : Conseil constitutionnel, ainsi que Forum des droits sur l'Internet, décembre 2007 : www.foruminternet.org/institution/espace-presse/communiques-de-presse/le-forum-des-droits-sur-l-internet-fait-le-point-sur-le-vote-electronique-2515.html.

Bureau de vote classique ➤
à Villeurbanne (Rhône)

JaHoVil

L'électronique plus propre que le papier ?

L'argument selon lequel le vote électronique serait plus écologique que le vote normal, puisqu'il éviterait de "gaspiller du papier" est gratuit. Rien ne montre que les ordinateurs de vote soient plus recyclables ou moins chargés en composants polluants que les autres appareils électroniques. Or, malgré les bonnes intentions affichées et les réglementations européennes transposées, tardivement, en droit français, la collecte sélective des déchets informatiques se met en place bien lentement. Alors que les bulletins de vote sont recyclables, et devraient être imprimés sur du papier recyclé.

vote dans tout ou partie de leurs bureaux de vote. Quatre de ces communes y renoncent ensuite, avant le premier tour ou entre les deux tours[11].

La population des citoyens obligés de voter via des machines à voter – puisque le processus ne prévoit pas le choix entre le vote papier et le vote électronique – atteint près de 1,5 million, dépassant 3,3 % du corps électoral français. Comme l'observe Pierre Muller, président de l'association Ordinateurs-de-vote.org (OdV), porte-drapeau de la lutte contre le vote électronique en France, et lui-même informaticien, les communes se sont équipées "sans le moindre débat, et parfois sans même une délibération du conseil municipal. Ceux qui ne lisent pas les bulletins municipaux, ni la presse locale, découvrent l'existence des ordinateurs de vote au moment de l'élection"[12].

"L'intrusion des machines à voter dépossède les citoyens"

Le 12 juin 2007, le Conseil constitutionnel publie un bilan de l'élection présidentielle[13]. Le passage qui y est consacré au vote électronique mériterait d'être lu en entier tant il fait un grand écart entre une première partie assénant des arguments d'autorité et des affirmations contestables, et une seconde à laquelle tout critique des ordinateurs de vote pourrait souscrire.

"L'usage de l'urne et des bulletins, le dépouillement manuel rendent palpables et familières les opérations électorales. Un contrôle mutuel, visuel, est rendu possible par la présence physique des scrutateurs. La participation aux opérations qui se déroulent dans un bureau de vote associe les citoyens à une sorte de liturgie républicaine.

L'intrusion des machines à voter dépossède les citoyens de tout cela. Elle rend opaque ce qui était visible. Elle met fin à une "communion citoyenne". Elle prive le corps électoral de la surveillance collective des opérations dans lesquelles s'incarne le suffrage universel. Elle rompt le lien symbolique noué par la pratique "manuelle" du vote et du dépouillement".

On ne saurait mieux dire.

Des systèmes de vote électronique invérifiables

L'informatique étant de plus en plus présente dans nos vies, les adversaires du vote électronique sont facilement dépeints comme d'irréductibles passéistes... bien qu'on trouve nombre d'informaticiens parmi eux. Ordinateurs-de-vote.org souligne[14] : "les systèmes de vote électronique actuels ont une particularité les différenciant des autres systèmes informatiques : l'impossibilité de garantir leur bon fonctionnement. La cause est le secret du vote.

Des comparaisons infondées sont souvent faites avec les procédures bancaires. Vous pouvez contrôler l'exactitude d'une transaction bancaire *a posteriori,* par exemple en vérifiant vos relevés de compte, imprimés sur du papier bien tangible. Toutes les informations nécessaires à l'intégrité des données peuvent être mémorisées : il n'y a pas de secret entre vous et votre banque.

Si un distributeur de billets vous donnait moins d'argent que vous lui avez demandé, vous n'auriez pas vraiment de preuve, mais vous iriez quand même protester auprès de votre banque. Si cela arrive à des milliers de clients, la banque sera très vite en faillite. C'est donc une incitation naturelle à faire de l'informatique de qualité, et une dissuasion de tentative de fraude.

Ceci pour dire que tous les systèmes informatiques ont des conséquences vérifiables dans le monde réel. Presque tous... Si la machine modifie votre vote, qui s'en apercevra ?"

Une fragilité largement admise chez les informaticiens

L'informaticienne Chantal Enguehard[15] souligne de la même façon qu'"il faut accepter que les ordinateurs ne sont pas infaillibles, et que toute affirmation du contraire tient davantage de la croyance que de la logique. La fragilité des systèmes informatiques d'une manière générale, qu'il s'agisse d'une fragilité due à des erreurs involontaires ou à l'intrusion de lignes de programme malveillantes, est largement admise dans la communauté des informaticiens professionnels, que ceux-ci évoluent dans le monde industriel ou dans celui de la recherche. Aussi, les programmes sont-ils toujours assujettis au contrôle de leur fonctionnement dans le monde réel. (...) Dans le cas d'ordinateurs de vote, seuls les résultats manifestement erronés parce que invraisemblables peuvent être détectés".

Enfin, le système retenu en France n'incluant pas d'impression de bulletin papier vérifié par l'ordinateur et permettant un recomptage (tirage au sort de bureaux de vote pour vérification par exemple), il est impossible de savoir si les ordinateurs ont correctement fonctionné.

11. Amiens (Somme), Ifs (Calvados), Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), Le-Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne).
12. Pierre Muller, "Qui contrôle le vote électronique ?" : www.ordinateurs-de-vote.org/qui.
13. Conseil constitutionnel, "Bilan synthétique des deux tours de l'élection présidentielle de 2007" : www.conseil-constitutionnel.fr/dossier/presidentielles/2007/documents/synthese.htm.
14. Notamment dans sa foire aux questions : www.ordinateurs-de-vote.org/FAQ-Foire-Aux-Questions.html.
15. "Le vote électronique en France : opaque et invérifiable", op. cit. 2006

Une fédération de scientifiques condamne le vote électronique

Le 13 décembre 2007, l'ASTI (Fédération des associations françaises des sciences et des technologies de l'information) s'élève contre toute utilisation prématurée de systèmes de vote électronique[16].

"La Fédération des associations françaises des sciences et des technologies de l'information appelle à ne pas recourir au vote électronique anonyme au nom du principe de précaution.

L'ASTI est convaincue que les sciences et technologies de l'information peuvent contribuer positivement au développement de la démocratie. Elle tient cependant à alerter les pouvoirs publics sur l'impossibilité, en l'état actuel de la technologie, de réaliser un vote anonyme contrôlable directement par les électeurs et en conformité avec les dispositions de la Constitution et du Code électoral. Des recherches se développent mais n'ont pas encore abouti à des systèmes permettant l'exercice d'un contrôle démocratique indiscutable.

Dans l'attente de ces avancées scientifiques et technologiques, l'ASTI recommande que de telles recherches soient poursuivies et que pouvoirs publics, partis politiques et société civile ne recourent en aucune manière au vote électronique anonyme, y compris au moyen de machines à voter".

Comment voterons-nous en 2009 ?

Perline & Thierry Noisette ■

Contacter les auteurs : auteurs@voteelectronique.info
http://VoteElectronique.info pour acheter le livre ou le télécharger gratuitement.

Honteux dans une démocratie comme la nôtre

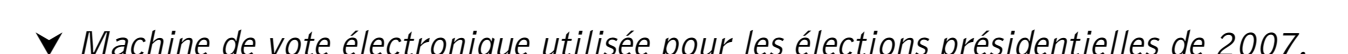
À l'issue d'une laborieuse journée de vote à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), voici le bilan qu'en tire Benoît Sibaud, animateur du site *oumph.free.fr.*

"Sur la technique : des ordinateurs de vote électronique qui seraient agréés (...) affichent des messages mal traduits et des caractères exotiques. Je me demande bien comment il a pu passer les divers tests, agréments et recettes qu'il a en principe subis. Idem pour les problèmes d'accessibilité évidents.

Sur le respect du caractère particulier de l'élection : des files d'attente, ayant entraîné des levées de certains contrôles, et pour les bureaux une cadence élevée qui fait perdre tout solennité au vote. Des électeurs furieux, et à juste titre, (...). Des électeurs qui ont perdu confiance dans le système électoral, et l'ont fait savoir au procès-verbal.

Des assesseurs pour une élection française qui doivent être bilingues, et attester sans avoir aucun moyen de vérification (sur les scellés, sur le bon fonctionnement de l'ordinateur de vote, etc.). Un président (ou son suppléant par moment, comme j'ai dû le faire durant plusieurs heures) qui doit rester debout et faire des allers-retours entre l'accueil, l'isoloir et l'émargement. Et une cadence élevée.

Opaque, non contrôlable, sans possibilité de vérification, techniquement immature, le vote électronique n'a pas honoré ces élections à Issy-les-Moulineaux. Ce n'est pas ainsi que l'on réconciliera le citoyen et les institutions. Ces dysfonctionnements et incidents multiples et répétés sont tout simplement honteux dans une démocratie comme la nôtre. Cette première expérience comme assesseur et président-suppléant aura été amère pour le citoyen que je suis".



Machine de vote électronique utilisée pour les élections présidentielles de 2007.



D.R.

16. Cette motion est reproduite sur le site d'associations appartenant à l'Asti, l'Epi (association Enseignement Public & Informatique) et le Creis (Centre de coordination pour la recherche et l'enseignement en informatique et société) : wwwepi.asso.fr/revue/docu/d0712a.htm, www.creis.sgdg.org.


Mickael Ramallah

Manifestation contre le mur...

Les anarchistes contre le mur

En décembre 2008, nous avons rencontré Guy Davidi à Lyon, lors d'une projection du film *In working progress.*

Pour aller plus loin

- Le site des Les Anarchistes Contre Le Mur : *www.awalls.org*
- Pour voir des extraits de In Working Progress : *http://www.actv.co.il/portal/eportal.asp?movind=378*
- *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'œuvre,* de Michel Warschawski, Editions La Fabrique, 9 €.
- *No pasaran,* 21[ter], rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 06 11 29 02 15.

Silence : **Est-ce que tu pourrais te présenter ainsi que le groupe auquel tu appartiens et dresser un bilan de ses premières années d'existence ?**

Guy Davidi : Je suis cinéaste documentariste. Je fais des films sur la politique et les relations entre Israël et la Palestine. Je travaille autour de cette problématique et autour des histoires liées à l'occupation. J'ai fait quelques films avec mon partenaire Alexandre Goetschmann. Moi je suis israélien, je suis né à Jaffa. Alexandre est d'origine suisse. Nous faisons partie d'un groupe qui s'appelle *Les Anarchistes contre le Mur*. C'est un jeune mouvement, fondé en 2003, au moment des manifestations contre le mur, qui commencèrent avec la mobilisation des villageois en Cisjordanie, lorsque les gens ont découvert le tracé du mur et les travaux prévus sur leur terre. Ils ont commencé à agir, à lutter contre ce mur. Alors, nous *Les Anarchistes contre le Mur,* avons créé ce groupe pour les rejoindre dans le campement d'un village qui s'appelle Masha et c'est à partir de là que nous avons commencé à lutter aux côtés des villages en Cisjordanie.

> *Nous essayons de faire des actions pour qu'on en parle, pour créer un débat qui n'existe pas dans la société israélienne ainsi que dans le monde en général.*

Aviez-vous un mode d'action particulier ? Vous adoptez un mode d'action non-violent ?

En général les manifestations ne sont pas violentes. Nous ne portons pas d'armes, que des drapeaux. Mais nous faisons aussi des actions directes. Par exemple nous avons enlevé des blocs de pierres ou de barbelés autour des villages, car l'armée bloque des routes pour empêcher les gens de circuler. Nous essayons de faire des actions pour qu'on en parle, pour créer un débat qui n'existe pas dans la société israélienne ainsi que dans le monde en général.

Arrivez-vous à vous faire entendre en Israël, trouvez-vous des voies pour vous relayer ? Comment se transmet l'information ?

En fait la société israélienne ne s'intéresse pas beaucoup à ce qui se passe... l'info circule avant tout par Internet. C'est un outil important pour diffuser des informations, des vidéos ou mettre en contact un réseau prêt à réagir très rapidement. Mais le problème, ce n'est pas vraiment ça, ni l'accès à l'information ou l'impact de nos actions ; notre problème c'est plus d'arriver à imposer ce débat, d'arriver à convaincre que l'image que donnent les médias israéliens est fausse, qu'elle ne correspond pas à ce qui se passe sur le terrain. Il faut savoir aussi qu'Israël est un pays aux inégalités extrêmes, il y a des gens qui sont riches, mais il y a aussi beaucoup de pauvreté. Plus de 25 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Ça veut dire qu'on agit vraiment dans des conditions difficiles.

Vous avez à subir la répression de l'État, sa police, sa justice, son armée, comment cela se traduit-il ?

Sur le terrain, ce qui est important pour notre groupe, ce sont les gens qui sont prêts à aller manifester dans les situations les plus difficiles. Aucun autre mouvement n'est prêt à aller mener des actions en Cisjordanie, au risque de sa vie. Les tirs sont parfois à balles réelles. Treize Palestiniens y ont déjà perdu la vie, mais notre présence est importante, non pas pour notre image, mais pour des raisons pratiques. Ainsi l'ordre de tirer n'est plus le même lorsque des Israéliens sont là. Dès qu'il y a des Israéliens sur le terrain, les soldats se montrent moins agressifs, ou tout au moins utilisent des balles en caoutchouc. Quand il n'y a pas d'Israéliens, ils font ce qu'ils veulent. D'ailleurs les médias israéliens ne s'intéressent jamais au nombre de morts palestiniens. Chaque fois qu'on a parlé un petit peu de nos actions dans les médias, de la problématique du mur, de son tracé et de la forme d'occupation qui va avec, c'était toujours lorsqu'il y avait des blessés israéliens.

> **“*L'engagement des villageois fait renaître des solidarités qui avaient disparues.*”**

Comment sont perçues vos actions côté palestinien ?

Les gens nous accueillent toujours à bras ouverts, ils reçoivent chaleureusement ceux qui s'intéressent à leur situation. Il ne faut pas oublier que les villageois que l'on rencontre sont souvent des ouvriers qui ont travaillé pendant des années en Israël. Ils connaissent bien la langue, ils connaissent bien la culture, ils nous connaissent finalement beaucoup mieux que nous ne les connaissons. Du coup, nous n'avons aucun problème à mettre en place des actions ensemble. Il faut aussi se rappeler qu'il y avait pas mal de collaborateurs pendant les années d'occupation et il y a finalement plus de méfiance vis-à-vis d'autres villages que vis-à-vis de nous. Maintenant, après plusieurs années de lutte côte à côte, après que plusieurs de nos actions ont été médiatisées dans les territoires occupés, on peut remarquer sur le terrain que le regard des gens change et que la solidarité entre les villages s'organise. Notre mode d'action devient peu à peu un nouveau modèle de lutte.

Quels sont vos projets ?

Notre objectif reste d'imposer le débat, de parler des sujets qui sont tus, de médiatiser nos actions et de les confronter au discours dominant des médias. Ensuite d'impulser une dynamique en Palestine, comme dans le reste du monde. On voit bien que l'engagement des villageois fait renaître des solidarités qui avaient disparues. Après, sur le terrain, on a déjà pas mal ralenti de chantiers de construction en coopérant avec d'autres organisations qui ont engagé des procès contre le mur. Cela n'est pas reconnu par les lois internationales, mais cette réalité existe dans les tribunaux israéliens parce qu'ils considèrent le mur comme un élément de sécurité, alors même que l'on a démontré preuves à l'appui, qu'il a parfois volontairement été construit pour annexer des terres et non pour des raisons de sécurité. On souhaite donc également poursuivre ce type d'action, qui ont au moins l'avantage de ralentir la construction, car pendant ce temps, elle, elle continue quand même, d'où le titre du film : "En construction".

Comment pouvons-nous vous aider et vous apporter notre soutien depuis l'Europe ?

Nous avons beaucoup d'amendes à payer suite aux arrestations, souvent de Palestiniens interpelés au cours de manifestions et qui passent plusieurs mois en prison. Alors avec le soutien d'avocats, nous essayons de les faire sortir. Donc la première question c'est celle de l'argent... Sur notre site internet (www.awalls.org), vous trouverez tous les détails pour soutenir financièrement le mouvement. La deuxième chose qu'il me semble important de réaliser, c'est d'organiser des tournées afin de créer des liens avec les Palestiniens. Ils sont vraiment en attente d'un soutien extérieur car ils se sentent isolés. C'est par ce type de relations qu'on peut créer des liens qui sont importants dans cette région du monde, et pouvoir s'organiser ensemble par la suite. Pour finir, nous devons continuer à mettre la pression sur le gouvernement.

Propos recueillis par Pascal Martin ■

En collaboration avec la revue *No Pasaran* (lire l'interview intégrale dans leur n° 73, mars-avril 2009)

▼ *...et répression.*



Mickael Ramallah

In working progress

À l'ouest de Ramallah, une nouvelle ville est en construction : Modi'in Illit. Les grandes entreprises en bâtiments paragouvernementales profitent de l'occasion, protégées par l'infrastructure de sécurité israélienne pour étendre de manière illégale le chantier destiné à l'arrivée de nouveaux colons. Les ouvriers palestiniens, employés dans des conditions misérables, contribuent, paradoxalement, à la destruction de leur terre et à la construction du mur qui protègera Modi'in Illit.

■ **Guy Davidi**, Israélien, est metteur en scène, enseignant de cinéma et opérateur sur divers documentaires (*Les Souvenantes* sur les mémoires israéliennes concernant la déportation du peuple palestinien en 1948, *La Mère de Hamza* tourné dans un camp de réfugiés).

■ D'origine suisse, spécialiste du Moyen Orient Ancien, doctorant en mythologie et philologie à l'Université de Tel-Aviv, **Alexandre Gœtschmann** est documentariste et écrivain.

Des actions risquées mais efficaces

Une des premières actions du groupe, en décembre 2003, a été de sectionner le grillage du chantier de construction du Mur près du village de Masha. Pour la première fois, l'armée israélienne a tiré à balles réelles contre des manifestants israéliens, blessant grièvement un des militants du groupe. Grâce à une bonne couverture médiatique, cette action a soudé les militants et a eu un fort impact sur l'opinion publique. La plupart des villages se révoltèrent et se structurèrent en comités locaux de résistance. Plusieurs militants ont été arrêtés par l'armée et condamnés à des peines variables. Ce soulèvement palestinien a porté ses fruits. Le défi des *Anarchistes contre le Mur* est de maintenir et d'élargir leur réseau de communication et leur présence sur le terrain, en collaboration avec les comités populaire populaires locaux. Le groupe a besoin de fonds pour assurer les frais juridiques, de matériel et de transport nécessaires à ses activités, soit un budget de 36 600 € par an.

Une marche pour la reconstruction

Le Bihar a connu sa plus grave inondation depuis cinquante ans. Pablo, Tchandra et Julien ont participé à une marche non-violente pour demander aux autorités d'accélérer la reconstruction des territoires noyés.

Esther

■ En français :
Frères des Hommes,
www.fdh.org

■ En anglais :
ekta parishad,
www.ektaparishad.com

■ Sur cette marche, en anglais :
www.sapcanada.org/padyatra/html/bihar.html

Le 18 août 2008, un barrage a de nouveau cédé sur la rivière Kosi, qui coule du Tibet au Népal avant de se jeter dans le Gange en Inde. La pression de l'eau, accentuée par l'accumulation de sable et de sédiments, était trop forte et les digues n'ont pas résisté : la plus grande inondation depuis 1953 (date des premiers travaux pour tenter de maîtriser la rivière en la détournant de son cours) a noyé cinq districts du Bihar, cet Etat très rural du nord-est de l'Inde. Une fois l'aide d'urgence distribuée par les ONG (et par Ekta Parishad), il reste un énorme travail de réhabilitation et de reconstruction dans les régions sinistrées : les terres ne sont plus cultivables, le bétail est décimé, les infrastructures sont détruites, il y a de nombreux réfugiés et c'est le désordre au niveau social et économique. Début 2009, les villageois étaient toujours en attente d'un soutien de la part du gouvernement du Bihar, qui reste sourd à leurs SOS.

Une marche de protestation

Ekta Parishad est un mouvement populaire non-violent présent dans toute l'Inde sous la forme d'une fédération d'associations. Revendiquant essentiellement les droits des exclus de la société (hors castes, basses classes, femmes, enfants et aborigènes) quant à l'accès à la terre et à l'eau, cette organisation, créée en 1990, travaille avec les populations locales pour qu'elles-mêmes trouvent des solutions à leurs problèmes. C'est ainsi qu'a été organisée une grande marche non-violente dans le Bihar, pour informer les villageois de leurs droits et pour protester devant l'inaction gouvernementale. Partant de Birpur, petit village fortement touché à la frontière du Népal, l'action devait rejoindre la ville de Saharsa au bout de quinze jours et cent trente-cinq kilomètres. Nous avons tous les trois participé à cette "padyatra", qui débutait le 20 février 2009.

Nous sommes réunis dans un collège afin de nous préparer à la marche. Nous sommes seulement une petite centaine, mais demain nous pourrons transmettre aux autres arrivants ce qu'on a appris aujourd'hui : on commence à nous parler d'organisation, de circulation et à nous apprendre les chants et les slogans qui ne vont plus nous lâcher une minute. Car en effet, chaque jour à partir du cercle du matin à 5h30 où on chante pour se dire bonjour, les slogans ne s'arrêtent plus jusqu'au coucher.

Ici quand on regarde autour de soi, tout n'est que désert, du sable à perte de vue. Le directeur du collège a montré des photos d'avant l'inondation, c'est difficile à imaginer, c'était tout vert et il y avait beaucoup plus d'arbres. Sur les murs on peut voir que l'eau est montée jusqu'à 1,20 m, détruisant tout. Les collégiens s'étant réfugiés sur le toit y sont restés coincés durant douze jours, c'est un choc terrible pour eux, mais ils ont du courage et sont persuadés que dans quelques années l'herbe reviendra.

Le 21, la marche commence. Deux files se forment, devancées par une banderole et suivies par deux rikshaws à pédales équipés de micro, lançant des slogans à tue-tête. On marche, puis on donne un premier meeting au village avec la population locale ; des meetings comme ça il y en aura beaucoup, ils nous permettent d'informer la population de leurs droits et de notre mouvement et de s'informer de leurs problèmes. Chaque jour une jeep d'*Ekta Parishad* va dans les villages aux alentours pour ce même rôle d'information, une liste détaillée des pertes et des problèmes de chaque village est mise en place. De plus, sur la route on distribue des tracts et certains activistes s'arrêtent pour expliquer quand il le faut. Le long des routes beaucoup de gens sont venus s'installer dans des cabanes. Leurs maisons ayant été détruites et leurs terres étant devenues incultivables, ils cherchent de petits emplois qui ne suffisent malheureusement pas à nourrir leur enfants. Le bétail a été décimé. C'est la famine, les enfants nous demandent des biscuits.

Maintenant nous sommes cent cinquante, le groupe prend forme, aujourd'hui nous nous sommes présentés (nous l'équipe de supporters


Esther

> **Le travail de Rajagopal porte ses fruits, enseignant des valeurs comme la non-violence, le respect, l'écologie.**

étrangers, nous trois et une jeune Allemande). Les gens nous aiment bien, notre présence a une grande importance pour eux, le fait qu'on soit venus de si loin pour les soutenir les encourage grandement, et de plus les Indiens étant très curieux, même sans rien faire nous sommes l'attraction numéro un de la marche.

Un paysage de dévastation

De jour en jour nous pouvons voir pas mal d'infrastructures détruites, des ponts, des bâtiments et des voies de chemin de fer, et des terres dévastées. Mais rien n'aurait pu nous préparer à découvrir la formation d'un nouveau bras de rivière, d'environ 8 km de long. Ce bras a pris la place de 2000 hectares de terres anciennement cultivables, a séparé une région en deux (ses 20 m de large ne sont pas faciles à traverser), et a apporté de nouveaux conflits : des familles musulmanes se sont mises à la pêche et des hindous jaloux, étant végétariens, auraient empoisonné la rivière, tuant les poissons.

C'est fou le nombre de changements qu'apporte ce genre d'événement, quand on sait par exemple que, de par la nouvelle pauvreté de ces districts, ils prévoient beaucoup moins de naissances dans les années à venir, car les gens ne sont pas assez riches pour marier leurs filles (problème de dot). Dans le groupe c'est de mieux en mieux, nous participons aux différentes tâches pour le plus grand plaisir des Indiens, et nous avons mis en place un spectacle où on jongle, on joue au diabolo, on danse avec des bolas, on fait les clowns et on chante en même temps.

Le travail de Rajagopal porte ses fruits, enseignant des valeurs comme la non-violence, le respect, l'écologie. Durant les temps de groupe, aujourd'hui on a pu voir que les verres en plastique n'ont pas été jetés n'importe où mais récupérés ; c'est assez étonnant en Inde car pour eux c'est un réflexe de jeter les déchets au bord de la route. La marche continue, chaque soir nous nous arrêtons dans des écoles, ainsi que pour les meetings, car c'est le seul lieu public dans les villages. Les médias commencent à s'intéresser à la marche et demandent souvent à nous voir, nos noms sont cités et nos photos apparaissent dans les journaux. Ce soir on s'arrête dans un collège bien abîmé. Le Chief Minister du Bihar y est passé cet après-midi, c'est bientôt les élections, il a annoncé une bonne réhabilitation des cinq districts victimes de l'inondation, mais c'est malheureusement seulement pour gagner quelques voix. Un peu plus loin les terres redeviennent vertes et cultivées, mais ce n'est que pour quelques kilomètres ayant échappé à la catastrophe ; le lendemain c'est à nouveau des étendues d'eau, de sable et des maisons délabrées qui nous attendent.

Puis on arrive à Madhepura, première grande ville. Bonne manifestation et ensuite on a quartier-libre, nous rencontrons les représentants de l'UNICEF bien présents ici mais à leur niveau, c'est-à-dire un peu plus loin du terrain. Sinon tous les soirs de la marche il y a une prière, moment de calme bercé par la voix de Rajagopal, c'est important pour les Indiens, étant très religieux, ça les encourage.

Mobilisation finale

Il y a aussi des groupes de partage (sept). Hier matin chaque groupe a partagé une liste de dix problèmes dus au débordement de la rivière Kosi ; on les a regroupés en vingt-six, en lisant cette liste on a mal au cœur. Ce matin, chaque groupe a parlé de ce que chacun allait faire après la marche, car ils ont acquis des connaissances et une force d'agir à transmettre dans leurs villages. On arrive enfin à Saharsa après treize jours de marche. Nous sommes mille à marcher en ce dernier jour, et à manifester dans la ville, puis environ cinq mille lors du meeting qui est donné dans un marché couvert. S'ensuivent deux jours de sit-in avec des discours d'hommes politiques, de militants, de villageois qui témoignent de leur action. L'équipe culturelle d'*Ekta Parishad* alterne avec des chants et des slogans, ainsi qu'une pièce de théâtre qui raconte le problème de Kosi. Encore une fois on se présente, on parle de notre voyage et on chante. Enfin, le dernier jour, une grande manifestation dans Saharsa est organisée, avec un sit-in et un meeting sur la place principale

Ekta Parishad attendait une réponse du gouvernement, mais ce dernier est resté muet. Cependant au moins les activistes ont pu collecter pas mal d'informations et prendre conscience de l'étendue du problème, ils vont maintenant monter des dossiers et leur chercher de l'aide. La lutte juridique commence. De plus, les villageois du Bihar sont maintenant groupés et en marche : un mouvement est né.

Pablo, Tchandra, Julien. ■

➤ *Arrêt au bord de champs inondés.*



D.R.

➤ *Distribution alimentaire dans un camp.*



D.R.



De la distribution à la production d'électricité

Beaucoup de choses se débattent en ce moment autour d'Enercoop. Nous avions déjà publié un entretien en septembre 2008[1]. Nous avons de nouveau rencontré Julien Noé et Hélène Gassin[2] pour examiner plus en détail la question du service public.

D.R.

Rappelons ce qu'est le projet. Enercoop c'est avant tout la première pierre d'un projet plus vaste inventé par des écologistes[3] pour ne pas se laisser enfermer dans l'alternative capitalisme privé contre capitalisme d'Etat. Ils ont donc essayé de faire une structure qui soit la meilleure possible dans le domaine de l'électricité, c'est-à-dire avec du courant renouvelable fait localement et payé au plus près possible du prix coûtant ; la promotion des économies ; un lien le plus direct possible entre la production et la consommation ; un fonctionnement démocratique impliquant les citoyens et les collectivités territoriales.

Ce projet consiste à faire :

- des coopératives de production d'électricité renouvelable[4] ;
- des coopératives de fourniture de cette électricité ;
- la clef de voûte de la construction étant que les consommateurs du courant soient aussi sociétaires des coopératives en question.

Ainsi on boucle la boucle : les citoyens maîtrisent la chaîne de l'électricité du début à la fin. Le prix du courant est fixé en assemblée générale par les consommateurs qui sont aussi sociétaires (donc copropriétaires) des moyens de production, et, à terme, les fluctuations spéculatives du marché de l'électricité n'ont plus d'influence sur ce circuit. De plus on se réapproprie en partie la gouvernance, on sort du schéma actuel où on ne peut qu'appliquer les décisions prises à Bercy ou La Défense[5].

Une nouvelle forme de service public ?

Jacques Weber[6] affirme sur le site d'ATTAC[7] : "Ce type de coopérative [les SCIC] pourrait bien représenter l'une des formes réalisable ici et maintenant de services publics décentralisés mettant, autour d'une même table, salariés, collectivités locales et usagers... Une sorte de retour à ce qu'auraient pu/dû être les services publics créés ou conservés, pour ceux qui existaient avant, par la loi de 1946."

Enercoop est-elle un service public ? Peut-être pas parce que ce n'est pas fait par l'Etat.

Enercoop est-elle une entreprise privée qui fait son business sur le marché porteur de l'électricité verte ? Certainement pas : c'est une coopérative qui regroupe des consommateurs, des producteurs, des collectivités locales et des salariés pour organiser une filière de l'électricité correspondant le mieux possible à des valeurs environnementales, sociales, éthiques et économiques.

Si on prend un peu de recul, cette initiative soulève des questions comme "Qu'est-ce que le service public ?", "Quel service public veut-on ?" ou encore "Au delà de l'étiquette, quel est le comportement ?".

> ***En France, le service public de l'électricité n'est pas à défendre, il est à construire.***

Est-ce que ça fait partie de la mission de service public de faire de la publicité pour le chauffage électrique ? Ou encore de ne pas respecter la loi ? (plusieurs centrales nucléaires ne sont pas aux normes sismiques mais fonctionnent toujours, la centrale de Golfech a fonctionné pendant plusieurs années sans autorisations de rejets, etc.).

Est-ce que ça fait partie de la mission de service public d'être agressif sur la finance internationale (comme par exemple l'opération de rachat de British Energy) ? Et d'aller expliquer au gouvernement biélorusse que finalement les retombées de Tchernobyl ne sont pas si graves[8] ?

On peut remarquer aussi une grande opacité comptable[9].

Il s'agit là de choses qui ont été faites par EDF depuis plusieurs décennies, c'est à dire y compris avant sa privatisation. Hélène Gassin estime ainsi que : "C'est la taille et la puissance qui font que ça dérive, il n'y a pas de raison que sans contre-pouvoir il y ait un comportement vertueux"[10].

En France, le service public de l'électricité n'est pas à défendre, il est à construire.

Je pense que ceux qui ne veulent pas aller à Enercoop pour ne pas aller dans la logique de marché sont dans l'erreur : Enercoop est une voie alternative à cette logique. Je pense également que ceux qui ne veulent pas quitter EDF pour ne pas quitter le service public sont aussi dans l'erreur : ce n'est pas en supportant le capitalisme d'Etat que l'on fait progresser nos valeurs de démocratie, écologie, social, intérêt général, etc.

Michael Hérinx ■

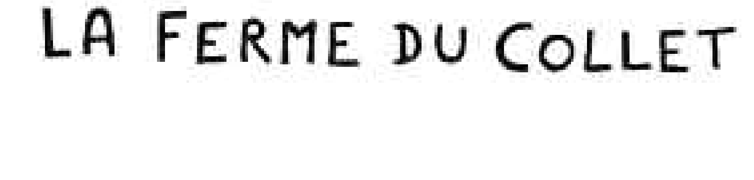
1. *Silence* n°360, p.28 et 29.
2. Julien Noé : directeur adjoint d'Enercoop. Hélène Gassin : consultante, trésorière de l'association "Les Amis d'Enercoop" (http://www.lesamisdenercoop.org).
3. Greenpeace, Biocoop, Hespul, La Nef, le CLER et Les Amis de la Terre.
4. Une coopérative de production à vu le jour dans les Ardennes et une autre est en gestation en Bretagne. http://www.enercoop-ardennes.fr/ http://leseoliennes.free.fr/
5. Bercy : Ministère des Finances. La Défense : grande tour de bureaux d'EDF (photo ci-dessus).
6. Ancien membre du Conseil d'Administration d'ATTAC.
7. www.france.attac.org/spip.php?article7109
8. EDF fait partie avec Areva, le CEA et l'IRSN du CEPN. Il s'agit d'une association qui gère le programme humanitaire européen "CORE" en Biélorussie. CORE veut dire "COopération pour la REhabilitation" et comporte un plan pour renvoyer des gens vivre dans des zones qui ont été évacuées. Plus de détails dans les publications de la CRIIRAD : ***Trait d'Union*** n° 22 p. 15.
9. La Cour des comptes a demandé en 2005 une plus grande transparence dans le financement du démantèlement des centrales nucléaires et de la gestion des déchets radioactifs. www.ccomptes.fr/fr/CC/Theme-18.html
10. Pour des exemples précis voir le texte intitulé "Sujets ou citoyens" signe par Marc Jedlizka et Didier Lenoir disponible au CLER, www.cler.org/info/IMG/pdf/Suj_ou_cit-6avril07.pdf

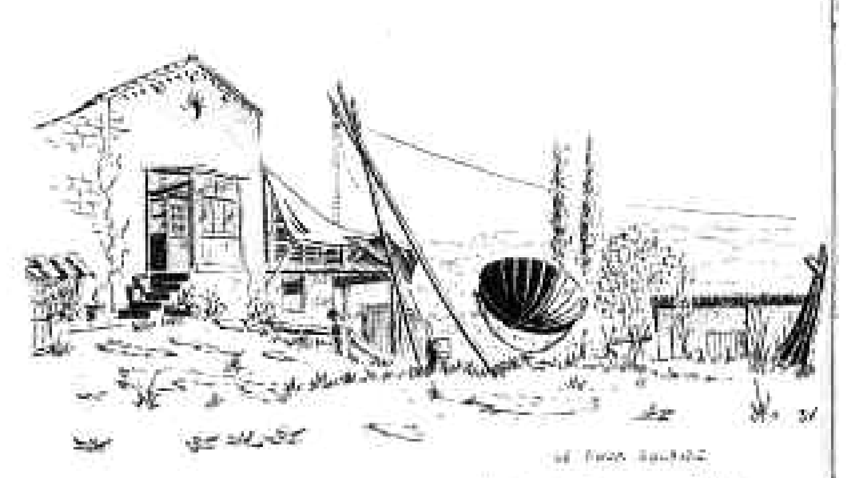
› Ferme du Collet

06260 La Penne, tél. : 04 93 03 27 81 ou 04 93 05 84 50.

(un reportage est également paru dans Silence n°342 de janvier 2007)

7A





L'histoire commence dans les années [illegible] avec l'achat du terrain par Bertrand et Kathia qui souhaitent y vivre dans la simplicité et l'autonomie. Tout de suite la ferme est acquise sous le statut SCI pour permettre l'installation d'autres familles. Très vite leurs amis Diego et Françoise les rejoignent dans le même esprit. [illegible] quelques années plus tard. Une [illegible] pourrait [illegible]. La vie n'y est pas communautaire, chacun a son chez soi, son potager, ses outils et organise sa vie comme il l'entend au quotidien. Malgré tout pour s'installer les membres de la SCI demandent d'être dans un esprit de simplicité et d'autonomie. Quelques espaces et outils sont communs comme la [illegible] par exemple et des chantiers communs s'organisent régulièrement (coupe de bois par exemple).

L'installation a débuté avec la rénovation du bâtiment. Bertrand et Kathia réhabilitent une bergerie, Diego et Françoise une grange. Tout en autoconstruction avec des matériaux écologiques et si possible du coin. Après l'installation dans la grange, Diego et Françoise se lancent dans la construction de leur future maison en bois et torchis, les poutres sont toutes de la ferme, l'argile et la paille sont de la région [illegible].

[illegible] chez Bertrand et Kathia — autoconstruction de la future [illegible] chez Marie-Thérèse — maison de Diego et Françoise

La Ferme du Collet

- ferme partagée (SCI)
- 2 familles et 1 personne seule
- à La Penne (Alpes maritimes)
- recherche d'autonomie
- production et vente de pain et de spiruline

vie non communautaire, chaque famille a son habitation, son jardin et organise son quotidien indépendamment des autres.

[illegible] à l'installation de nouvelles personnes.

les revenus des différents foyers sont indépendants, une famille produit du pain, l'autre la spiruline, une personne seule est à la retraite.

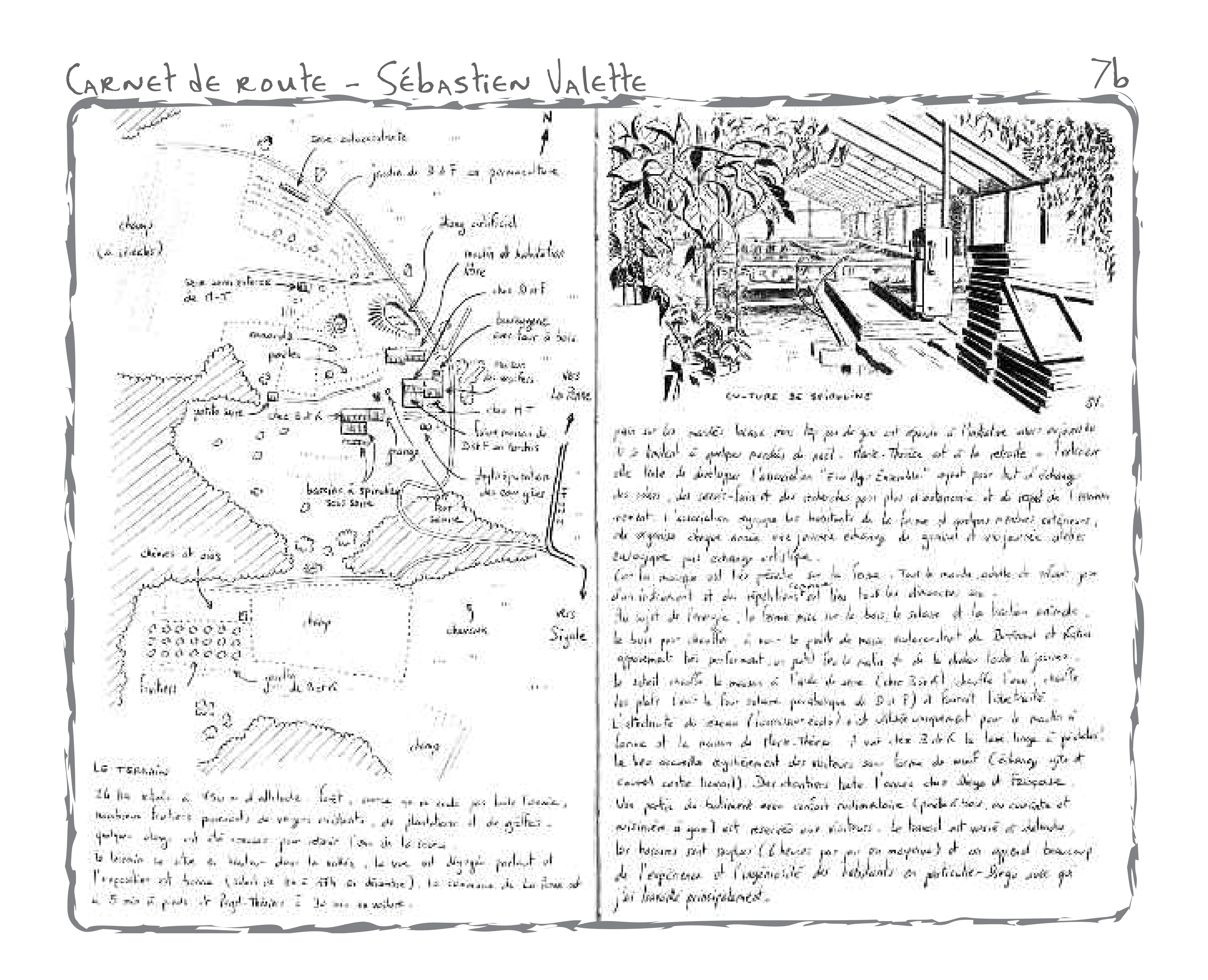
Pour la nourriture, des jardins sont créés sur lesquels est développée la permaculture (ou culture permanente). L'idée de la permaculture est de créer et maintenir un écosystème équilibré nécessitant le moins d'action possible. On cherche donc les bonnes associations de plantes, on travaille peu la terre de sorte à maintenir les insectes et micro-organismes. On trouve aussi sur la ferme de nombreux fruitiers, quelques chênes, des poules, des [illegible] et des [illegible]. [illegible] tente aussi depuis plusieurs années de cultiver des céréales mais les résultats ne sont pas toujours satisfaisants. Une partie de l'alimentation est achetée par commande groupée à un grossiste (une fois par mois) mais on se limite aux aliments de base. On essaye de transformer sur la ferme. On fait le pain (son moulin permet même de faire la farine), on fait le lait de soja et [illegible] les conserves et confitures.

Pour gagner l'argent nécessaire à leur quelques achats, Diego et Françoise fabriquent et vendent du pain au [illegible] et [illegible]. Ils en produisent entre [illegible] sur les marchés et les distribuent via des associations de consommateurs (style AMAP) principalement. [illegible] traditionnelles [illegible], blé, [illegible], seigle, lin et petit épeautre, et levain naturel. Pétrissage à la main et cuisson au four à bois traditionnel.

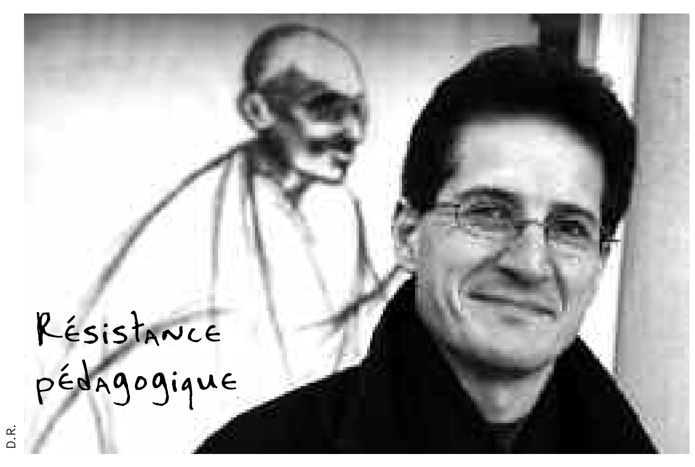
Bertrand et Kathia produisent et vendent de la spiruline. Petite production (entre [illegible] du bassin) et vente directe. Diego et Françoise ont [illegible]

Carnet de route - Sébastien Valette

7b



Courrier



D.R.

Résistance pédagogique

Alain Refalo, premier enseignant de France à avoir annoncé à ses supérieurs hiérarchiques son entrée en désobéissance pédagogique vient de se faire sanctionner. Il se verrait retenir deux jours de salaire par semaine à compter du mois de janvier (*S!lence* 366, mars 2009). C'est à vous dégoûter de l'éducation nationale.
Les réformes actuelles consistent à saborder le système afin de laisser s'immiscer en douceur (comprenez sans contestation...) la privatisation de l'éducation. Ce n'est pas un délire anticapitaliste d'affirmer ça mais simplement un regard vers ce qui se passe outre Atlantique où l'école primaire à deux vitesses existe déjà : l'école de ceux qui ont les moyens et l'école de ceux dont les parents n'ont pas les moyens ou se contrefichent de l'éducation de leur enfant. Nous avons tout à perdre d'un système éducatif à l'américaine, à moins d'être un fervent partisan de la reproduction sociale.
Aujourd'hui, alors qu'il s'oppose à ces réformes de sabordage de notre système, Alain Refalo est sanctionné. Messieurs les inspecteurs apprêtez-vous à manier du bâton car nous sommes nombreux à bloquer le soutien, à nous opposer à base-élèves, à ne pas faire de leçon de morale à partir "d'adages juridiques" comme le préconisent les instructions officielles et à refuser, tout simplement, de perdre notre âme d'enseignant.
Les inspecteurs deviennent les nouveaux chiens de garde du libéralisme rampant dans l'éducation nationale. Mordre leur paraît plus approprié que de réfléchir à l'évolution de notre système éducatif. Mais rassurons-nous pour l'avenir de nos enfants, nos inspecteurs veillent à ce que les enseignants du troisième millénaire fassent de belles leçons de morale...
ColiN
Enseignant et directeur d'école primaire dans le Vaucluse.

> ***[…] qui n'accepte la critique ne peut s'adapter ni se réformer en cas de besoin.***
> *Pascal Pavie et Moutsie*

Farenheit 451 à Biocoop

Nous avons écrit un livre aux Editions Edisud *Manger BIO, Pourquoi ? Comment ?* sorti à l'automne, qui reçoit en général de bonnes critiques, dont le plus grand honneur d'avoir été choisi livre du mois par *Silence*. Ce livre aborde d'un point de vue "écologique" ce marché en pleine expansion et essaie d'avoir non pas un regard angélique sur la bio, mais plutôt une réflexion sur l'origine des produits, où les acheter et comment, en tant que citoyen(ne), participer à cette prise de conscience qui nous semble primordiale : manger bio n'étant pas une fin en soi, la démarche perd trop souvent sa logique !
Nous parlons donc bien évidemment du réseau *Biocoop,* incontournable à nos yeux, mais néanmoins avec un petit regard critique, et auquel nous avons bien réfléchi puisque nous sommes nous-mêmes impliqués dans la vie d'une *Biocoop,* et dans le réseau lui-même.
Si le livre a de suite été référencé dans leur catalogue, il a été par la suite déréférencé lorsqu'il a été lu par certaines personnes du conseil d'administration ne supportant aucune controverse.
Bien sûr nous n'avons pas été tenus au courant, et malgré une tentative de dialogue par d'autres personnes amies du réseau qui ont tenté de nous soutenir, malgré une autre tentative devant un deuxième comité de lecture, le livre est définitivement déréférencé.
Pourtant ce livre avait aussi été écrit pour une partie de la clientèle *Biocoop* qui doit comprendre les propres choix de *Biocoop* sur la saisonnalité des produits, la relocalisation de la production, la limitation des emballages, l'engagement pour une bio écologique et solidaire. Certains magasins du réseau ont du mal à respecter ces engagements, notre espoir est de les aider ! Bien sûr nous ne nous cachons pas pour affirmer que nous préférons le côté militant de *Biocoop* à celui mercantile.
Cette réaction nous inquiète pour l'avenir de ce réseau : qui n'accepte la critique ne peut s'adapter ni se réformer en cas de besoin.
Ce livre n'avait pas pour vocation de critiquer *Biocoop* mais le bio de grandes surfaces, le bio industriel et surtout le faux bio !
Faut il en déduire que les différences s'estomperaient ?
Ce que les lecteurs et lectrices de *Silence* peuvent faire, afin de déclencher, peut-être, un débat, est de demander à leur *Biocoop* de le commander pour qu'il soit présent dans leur magasin : chaque gérant a le choix de ses livres.
Pascal Pavie et Moutsie
Aude

AMAP et maraîchers bio



Je tiens à vous signaler que l'arithmétique ne suffit pas. En effet, dans un entrefilet de la page 22 du n° 365 de *S!lence,* vous faites un rapide calcul de coin de table qui aboutit à la conclusion hâtive que "les AMAP ont déjà absorbé la moitié [des maraîchers bio]". Mais diviser le nombre de maraîchers bio par le nombre d'AMAP n'est pas un bon calcul. En effet, il faut savoir que beaucoup de maraîchers fonctionnant en AMAP fournissent plusieurs AMAP (parfois 5, 10, 15 !), parce c'est économiquement plus viable que fournir une seule AMAP. D'autre part, même si une grande majorité des maraîchers produisent en respectant l'environnement (pas de produits de synthèse, pas de pesticides, pas de désherbage) seule une partie des maraîchers en AMAP sont effectivement labellisés AB, parce que la labellisation, ça coûte cher, ça demande trois ans de pratique "saine", ça n'est pas indispensable pour fonctionner en AMAP. Hé oui ! Dans l'AMAP, c'est la relation de confiance directe entre producteur et consommateurs qui prime. Et dans cette relation, le certificateur est parfois un intermédiaire superflu dont on se passe facilement. Chlorophylliennement
Stéphane Thirs
AMAP des Feuillatines - Paris

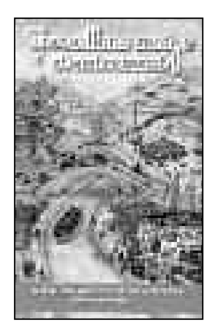


Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Travaillons moins et autrement

Guide des métiers et formations alternatives

Ed. Le P'tit Gavroche (Lyon)
2009 - 212 p. - 9,50 €

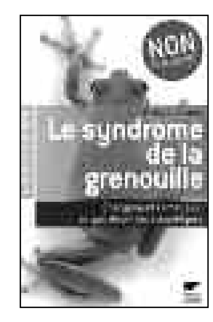


Nous sommes nombreux à rêver d'avoir un métier en cohérence avec nos idées... et souvent nous pensons que malheureusement, ce n'est pas possible. A lire cet ouvrage, vous changerez peut-être d'avis : il existe déjà des formations dans de nombreux domaines : l'agriculture biologique, l'habitat sain, les médias alternatifs, les énergies renouvelables, les économies d'énergie, la communication non-violente, les pédagogies alternatives, l'artisanat, l'économie sociale et solidaire... Un guide qui ouvre de nombreuses pistes, même s'il confond souvent formations de loisirs et professionnelles et s'il y a encore de nombreux manques. MB.

Le syndrome de la grenouille

Changement climatique : ce que disent les scientifiques

Philippe J. Dubois
Ed. Delachaux et Niestlé
2008 - 190 p. - 19 €



Si vous plongez une grenouille dans l'eau chaude, elle ressort immédiatement d'un bond. Si vous la mettez dans l'eau froide et que la température monte doucement, elle se laisse cuire. Nous sommes peut-être en train de vivre la deuxième situation. L'auteur, ingénieur écologue, présente ici l'état des connaissances sur les changements que provoque le réchauffement sur les écosystèmes, la faune, la flore et les sociétés humaines. Après un tour d'horizon particulièrement clair, l'auteur conclut en rappelant le contenu du livre *Effondrement* de Jared Diamond qui raconte comment des civilisations se sont arc-boutées sur leur mode de vie jusqu'à disparaître. Serons-nous suffisamment intelligent pour éviter cela, ce qui sans doute nécessite de mettre un terme au capitalisme actuel. MB.

Terreur et possession, enquête sur la police des populations à l'ère technologique

2008 - 332 p. - 14 €

RFID, la police totale

2008 - 78 p. - 6 €

Aujourd'hui le nanomonde, nanotechnologies, un projet de société totalitaire

2008 - 430 p. - 15 €

Le téléphone portable, gadget de destruction massive

2008 - 93 p. - 7 €

Pièces et main d'œuvre
Ed. L'Échappée

Le collectif grenoblois *Pièces et main d'œuvre* a édité quatre ouvrages sur les nouvelles technologies et leurs disséminations discrètes dans notre quotidien. L'ensemble de ces technologies est plus ou moins lié à la politique du tout sécuritaire menée par de nombreux gouvernements depuis le 11 septembre 2001.
Du téléphone portable à l'alimentaire, les chercheurs et industries inondent le marché de nano-technologies avec comme objet la manipulation de la matière vivante et inerte à tous les niveaux. Ces ouvrages — complémentaires — nous dévoilent ainsi l'histoire de l'encadrement de la population par les gouvernements successifs et l'arrivée sournoise des nano-technologies ou RFID. Pensez-vous que nous sommes arrivés à la situation actuelle du jour au lendemain ? Bien sûr que non, tout était déjà prêt et pas seulement à l'état de projet dans des cartons. Des premiers fichiers, à la carte d'identité devenue obligatoire, pour arriver aux nano-technologies le processus de surveillance, de fichage, de contrôle de la population a suivi l'évolution des techniques. Le pouvoir, que l'on peut penser diffus et impalpable n'est en fait qu'une suite logique, militaire et tactique, de mise en place de procédés de surveillance et de contrôle. De plus en plus la miniaturisation et l'électronique permettent une surveillance constante de chaque individu... et c'est ainsi sous couvert de sécurité que se met en place un système autoritaire qui ne se gêne pas pour faire rimer "sécurité et liberté". Le "Nanomonde totalitaire de la société de contrainte" est déjà à l'œuvre. Où il est également question des conséquences d'une industrie qui se mord la queue mais qui sait comment tirer profit de ses propres impacts : la pollution entraîne une dépollution qui est synonyme de création de richesse, de même que le cancer permet d'investir dans des nouvelles technologies en espérant le vaincre. Mais la plupart des cancers n'ont-ils pas des causes environnementales causées par cette même industrie ? Une course en avant qui nous empêche de nous arrêter, de nous retourner et de traiter le problème à la racine. Et les nanotechnologies s'engouffrent dans cette course nous promettant de résoudre les problèmes dont ils sont la cause ! Ce sont donc quatre ouvrages fort instructifs qui nous sont ici proposés, qui vous permettront de faire le tour de la question, d'identifier les promoteurs de ces nécro-technologies et de prendre conscience du totalitarisme rampant se cachant sous le masque de la démocratie ou démagogie populiste. JP.

Plus de poisson à la criée

Frédéric Denhez
Ed. Delachaux et Niestlé
2008 - 220 p. - 19 €



Nous surexploitons la planète dans de nombreux domaines. Au début, cela ne se voit pas parce que celle-ci dispose de stocks importants. Mais lorsque cela devient visible, comme c'est maintenant le cas pour le poisson, alors les choses vont très vite. L'auteur nous rappelle que malheureusement les mesures prises actuellement ne sont pas à la hauteur des enjeux : rien ne sert de limiter le nombre de bateaux si ceux-ci augmentent leur capacité de pêche. Avant l'effondrement, l'aquaculture peut-elle être une solution ? C'est oublier que ces élevages utilisent des farines animales provenant du broyage de poissons habituellement non consommés ! Après avoir épuisé certaines espèces, on va donc finir d'épuiser les océans. La solution serait alors de faire des farines végétales ? Cela rejoint le problème de la viande : il faudrait de grandes surfaces agricoles ou marines (algues) et donc ce serait au détriment de la nourriture directe. L'auteur prédit que l'on pourra encore manger du poisson... si on accepte d'en manger moins. Richement documenté. FV.

Habitat groupé

Christian La Grange
Ed. Terre vivante
2008 - 140 p. - 23 €



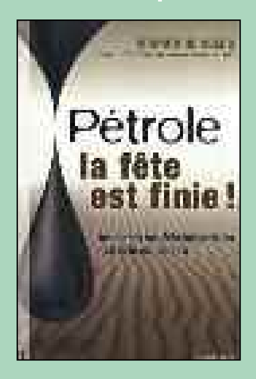
Beaucoup à partir de son expérience, un peu en citant d'autres lieux, l'auteur présente les nombreuses questions à aborder dans un projet d'habitat groupé. Le livre fort intéressant présente toutefois deux défauts : les nombreuses illustrations n'étant pas légendées, on ne sait pas où l'on est ; de même pour les citations : on ne sait souvent pas qui parle. Enfin, l'auteur annonce que le concept d'habitat groupé remonte aux années 1960, ce qui est pour le moins bizarre pour qui connaît les cités-jardins du début du vingtième siècle. MB.



le livre du mois

Pétrole, la fête est finie

Richard Heinberg
Ed. Demi-Lune
2008 - 380 p. - 20 €

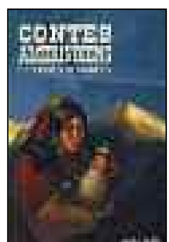


Même si le prix du pétrole est redescendu avec la crise financière actuelle, nous pourrions bien avoir atteint le pic de production et donc le moment où son prix va s'envoler rapidement. L'auteur spécialiste de ce pic pétrolier, a écrit ce livre dès 2003. Il explique comment il était prévisible, comment l'énergie peu chère n'aura été qu'une parenthèse historique, comment King Hubbert avait prévu la situation dès les années 70, comment les autres énergies non-renouvelables vont suivre au niveau des prix. Et donc le choc va arriver très vite. Pour amortir ce choc, il faut à la fois des politiques ambitieuses pour diminuer nos besoins en énergie et développer rapidement les renouvelables (l'éolien est bien parti pour cela). Cela ne suffira pas à assurer une transition sans difficulté. Il faut s'attendre à de grandes difficultés pour les avions, les voitures, mais aussi dans d'autres secteurs car les finances ne suivront pas forcément la logique scientifique. De même pour la politique qui pour le moment a choisi le vol des ressources (Irak mais aussi Afrique). Si l'on peut individuellement limiter les dégâts au niveau de son logement ou de sa nourriture, l'auteur prévoit que cela sera dur si les politiques n'agissent pas au plus vite. MB.

B. D.

Contes amérindiens et Contes arabes

Collectif
Ed. Petit à petit
2008 - 64 p.
9,90 € chaque

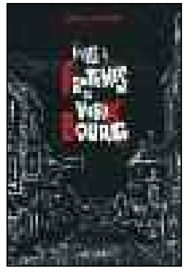




Nouveau concept pour cette maison d'édition qui donne la plume à de nombreux jeunes dessinateurs. Une dizaine de contes dans chaque volume. Si les styles de dessin sont variés, le résultat est agréable et peut être lu par les petits comme par les grands. FV.

Les fantômes du vieux bourg

Efix et Levaray
Ed. Petit à petit
2008 - 138 p. - 14,90 €



Après nous avoir raconté l'intérieur de son usine (*Putain d'usine* disponible en essai et en BD), Jean-Pierre Levaray nous raconte ce qui se passe autour de l'usine. Du fait des dangers de celle-ci, le vieux bourg qui le longe est habité par les plus démunis, chômeurs, personnes âgées, immigrés et ouvriers de l'usine. Avec une grande finesse, justement traduite par l'image en noir et blanc d'Efix, les portraits se succèdent, avec leurs histoires tristes ou joyeuses. L'empathie des auteurs permet de se plonger dans cette intimité parfois dramatique, parfois drôle. Une remarquable manière de faire de la sociologie. MB.

Antares, épisode 2

Léo
Ed. Dargaud
2009 - 48 p. - 10,40 €



Douzième tome de la série. On retrouve l'héroïne Kim et sa fille embarquées dans un vaisseau en direction d'Antarès. La vie à bord n'est pas sans rebondissements et l'arrivée sur la planète nous vaut son lot de drames. Toujours très imaginatif pour les décors, mais le scénario faiblit pour les rebondissements. MB.

Enfants

La camionnette blanche

Sophie Knapp
Ed. Petit à petit
2008 - 108 p. - 7,50 €

A partir de 10 ans. Une fois par semaine, Clémentine rentre seule du collège. Un soir, elle croise une camionnette blanche avec un exhibitionniste à l'intérieur. Elle n'ose en parler à personne et vit alors dans la peur. L'auteure nous fait vivre cette peur et l'on suit la jeune fille dans ses stratagèmes pour éviter de rentrer seule… jusqu'à ce qu'enfin la parole jaillisse et avec le soulagement. FV.



Le vieux qui avait un grain dans la tête

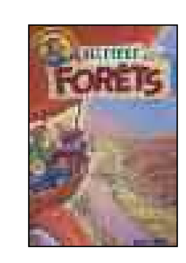
Dorothée Piatek, Oliv', Julien Tixier
Ed. Petit à petit
2008 - 40 p. - 13,90 €



A partir de 8 ans. Un vieux qui habite une cabane près du canal, consomme peu, ne travaille guère. C'est gênant ? Pas pour les enfants à qui il offre un spectacle avant de disparaître. Superbes dessins pour une histoire sur la tolérance. FV.

Au cœur des forêts

Oliv', Christophe Billard, Simon Champelovier
Ed. Petit à petit
2006 - 64 p. - 9,90 €



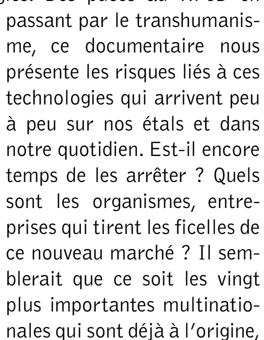
A partir de 10 ans. Cette commande de l'agglomération de Rouen nous présente sous forme d'énigmes les différentes forêts et sites naturels autour de Rouen. Intéressant même si l'on n'est pas de la région. FV.

DVD

Le silence des nanos

Julien Colin
À Bout de Champ, 13, Grand Rue, 30270 Saint-Jean-du-Gard
www.lesilencedesnanos.com
2008 - 75 mn - 17 € + 3 € de port

Ce DVD est une compilation de plusieurs conférences, discours, publicités pour les nano-technologies. Des puces au RFID en passant par le transhumanisme, ce documentaire nous présente les risques liés à ces technologies qui arrivent peu à peu sur nos étals et dans notre quotidien. Est-il encore temps de les arrêter ? Quels sont les organismes, entreprises qui tirent les ficelles de ce nouveau marché ? Il semblerait que ce soit les vingt plus importantes multinationales qui sont déjà à l'origine, pour certaines, des biotechnologies.

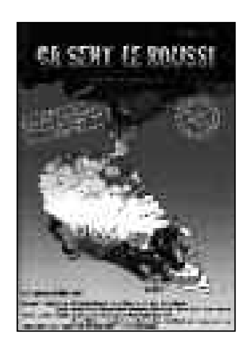


La qualité de l'image aurait pu être meilleure, mais la prise d'images sur internet explique la perte de qualité. Qualité que nous pouvons par contre reconnaître aux intervenants qui contribuent à la bonne compréhension des enjeux éthiques, philosophiques.
Une bonne synthèse des problèmes et questions actuelles concernant les nano-technologies.
À voir tout en lisant les ouvrages de *Pièces & Main d'œuvre* sur le sujet. JP.



Ça sent le roussi

Arnaud Brugier
Ça sent le roussi, 2, place Daniel-Fradin, 66200 Alenya
2007 - 102 mn - 15 € + 3,5 € de port



À travers de nombreux témoignages (pompiers, élus, habitants…) nous découvrons, pour le Roussillon, l'ampleur des dégâts environnementaux d'une politique de déprise agricole. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et l'industrialisation de l'agriculture, les écosystèmes de montagne ont connu une fermeture, un envahissement par les broussailles et plus récemment un mitage par la construction de maisons individuelles. Ces différentes politiques ont conduit à la création de zones favorables aux incendies de grande échelle.
Une des solutions résiderait dans l'installation d'une agriculture de proximité, d'élevage dirigé et dans la limitation de l'immobilier diffus (pour riches citadins à la recherche d'un coin de détente… pour quelques week-ends par an).
Mais toutes les politiques depuis quelques années vont dans le sens inverse et ont plutôt tendance à favoriser le tourisme, le pavillon et le mitage du territoire. Conséquence directe de cette gestion calamiteuse : des terres offertes aux flammes qui chaque année détruisent des milieux qui peu à peu perdent leur richesse environnementale pour gagner en richesse immobilière.
Un documentaire comme nous aimerions en voir plus souvent, rythmé par une bande son des plus surprenante mais des plus percutantes, et qui pose les vrais problèmes en présentant de vraies solutions à travers le témoignage d'éleveurs et de bergers. Car c'est eux qui détiennent la clé et non les dépenses dans de coûteux canadairs qui ne font que traiter les incendies et non leurs causes. JP.

Musique

Fek al Esperanto

La Pafklik
Ed. Vinilkosmo
2009 - 14 titres - 52 mn - 16 €



Certainement le seul album de rap en espéranto, ce qui au départ surprend un peu, les sonorités changeant des intonations anglaises ou françaises. L'ensemble est de très bonne facture, les rythmes s'enchaînant sur des mélodies très diverses, le tout mixé de manière plus que convenable. Les textes sont bien entendu engagés mais, vous vous en doutez, n'ont rien de commun avec le rap injurieux et vulgaire que certains groupes privilégient (pas tous heureusement car ce style musical reste pour certains un art de la lutte musicale). Ces rappeurs posant devant un jeu de scrabble indiquent d'entrée de jeu leur intellectualisation de ce style musical. Au final "La Pafklik" nous livre ici un album de très bonne qualité, qui en surprendra plus d'un par la variété des rythmes, les montages sonores et leur promotion de l'espéranto par ce style musical. JP.

Universal Sprach

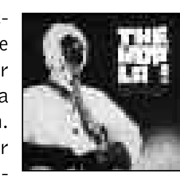
Vladimir Bozar'n' ze Sheraf Orchestar
Imago production
2009 - 11 titres - 49 mn - 15 €



Pour les fans de Zappa et autre Mr Bungle, Vladimir Bozar & the Sheraff Orchestar se présente comme la digne descendance de ces créateurs musicaux. Loin des rythmes et mélodies rabattus quotidiennement, chevauchant les styles et les ambiances, ce premier album (mixé à Seattle en compagnie des plus grands) relève le niveau musical hexagonal. De contre-chants en contre-temps, serpentant entre grand guignolesque, cartoons et vélocité musicale, les Vladimir représentent une bouffée d'oxygène et portent au sommet la créativité et l'originalité de la scène française. À aborder comme un film avec des changements de tons et d'ambiance constants. Attention, cet album peut constituer un bouleversement musical et ne sera peut être pas à la portée de tout un chacun. Esprit droit et amateurs de mélodies « star-academiciennes » s'abstenir, à moins d'être prêt à un voyage hors des sentiers battus. JP.

Sans danger

The Hop La !
Kicking records
2008 - 13 titres - 14,50 €



Attention pure énergie électrique ! Le deuxième album de ce combo originaire de Montpellier vient à point nous rappeler que la sueur est en voie de disparition. Le rock est-il déjà interdit sur scène ? On pouvait se le demander jusqu'à la venue de The Hop La ! qui réunit en son sein des anciens membres du groupe Les $heriff et du également mythique OTH.
Sans fioritures, sans nostalgie, The Hop La ! réveille la scène française un tant soit peu endormi. Le rock n'est pas mort bien au contraire, et il revient en force bouter hors de nos ondes les pseudos artistes de la pop (paupérisation musicale !) maussade qui prévaut et cherche l'audimat comme seule reconnaissance. JP.

Nous avons également reçu…

■ **Feu au centre de rétention,** *éd. Libertalia, 2008, 158 p. 7 €* Les révoltes sont de plus en plus nombreuses dans les centres de rétention. L'éditeur donne la parole aux sans-papiers. Si vous doutez encore de l'inhumanité de ces prisons…

■ **Vingt vagabondages vers un socialisme écologique,** *Jean Cornil, éd. du Cerisier (B 7033 Cuesmes), 2008, 130 p. 8,50 €* Dans un style littéraire agréable, réflexions un peu décousues de l'auteur qui traduit ses doutes sur les solutions écologiques à mettre en œuvre, doutes que nous sommes nombreux à partager.

■ **L'île de Ré,** *Allain Bougrain-Dubourg, éd. Actes Sud / Conservatoire du littoral, 2009, 54 p. 6,50 €* En quelques petits chapitres, en donnant la parole aux oiseaux, l'auteur nous fait découvrir la richesse de la faune et la flore d'une île qui malgré le tourisme a su conserver sa biodiversité.

■ **Bande dessinée franco-belge et imaginaire colonial,** *Philippe Delisle, éd. Karthala, 2008, 196p. 19 €* Sujet qui pourrait être passionnant, mais comme l'auteur n'a pas eu le droit de reproduire un grand nombre d'œuvres, le livre est une longue description des cases… ne laissant finalement place qu'à une analyse succincte de l'évolution de la BD vis-à-vis de l'imaginaire colonial.

■ **Le roman de Pauline,** *Calixte Beyala, éd. Albin-Michel, 2009, 214 p. 16 €* Pauline, 14 ans, vit en banlieue. Une enseignante va l'aider à surmonter cela, lui montrant un autre possible. C'est glauque à souhait.

■ **Endurance,** *Pascal Bertho, Marc-Antoine Boidin, éd. Delcourt, 2008, 132 p. 17,50 €* Récit BD de l'exploration d'Ernest Shackleton en 1914, au pôle Sud. Belle histoire qui montre les difficultés d'alors.

■ **Je voudrais me suicider, mais j'ai pas le temps,** *Florence Cestac et Jean Teulé, éd. Dargaud, 2009, 96 p. 18 €* Biographie de leur ami Charlie Schlingo, dessinateur de BD mort en 2005, à cinquante ans. Beuverie, pétages de plomb et fêtes tout au long de la vie d'un artiste maudit. Remarquable hommage.

■ **La nature malade de la gestion,** *Jean-Claude Génot, éd. Sang de la Terre, 2008, 234 p. 18,90 €* La gestion de la biodiversité à travers les mesures de protection de la nature n'est-il pas en train de parachever la domination de la nature par l'humain ? Contre la "jardinisation" des milieux naturels, l'auteur, qui travaille dans un parc naturel, prône la non-intervention, le libre développement des friches et des milieux boisés.

■ **Etat des résistances dans le sud, face à la crise alimentaire,** *Alternatives Sud, Centre tricontinental/éd. Syllepse, 2008, 230 p. 18 €* Le début de l'année 2008 a été marqué par une forte hausse des prix des produits agricoles provoquant de nombreuses "révoltes de la faim" dans le monde. Tour d'horizon de ces révoltes et des mesures prises par les gouvernements pour y faire face.

■ **La violence routière, des mensonges qui tuent,** *Claude Got, éd. Lavoisier, 2008, 162 p.* L'auteur, spécialiste d'anatomie pathologique a travaillé à améliorer la sécurité routière depuis les années 1970. Il revient dans ce livre sur les manipulations qui ont accompagné les mesures prises comme la ceinture obligatoire, la limitation de la consommation d'alcool ou de drogues, la limitation de la vitesse… et les oppositions que rencontrent les scientifiques : lobbys en tous genres, présents dans les médias, au Parlement et dans les institutions. Un ouvrage passionnant qui rejoint presque les préoccupations écologiques : pour lutter contre la violence routière, les solutions sont les mêmes que pour protéger le climat : des véhicules moins lourds et moins rapides, la limitation de la publicité. Reste à faire la promotion d'autres modes de déplacements (trains, vélos qui tuent beaucoup moins).

■ **Le changement climatique expliqué à ma fille,** *Jean-Marc Jancovici, éd. Seuil, 2009, 84 p. 7 €* Ce livre pourrait être un excellent ouvrage de vulgarisation sur la question du climat si l'on n'y lisait un plaidoyer pro-nucléaire : l'auteur affirme que nucléaire permet de se passer du gaz et donc réduit notre dépendance vis-à-vis de l'étranger alors que 100 % de notre uranium est importé ! "Si le seul problème que je te lègue, ma fille, c'est de gérer mes déchets nucléaires, je t'assure que je suis un père heureux" (p.57).

Pour commander un ancien numéro

remplir ❶ + ❸ + ❹

Seuls ces numéros sont disponibles.
Ils sont à commander uniquement en France ❶

Le détail des sommaires est consultable sur : www.revuesilence.net

☐ 325 Nord-Pas-de-Calais ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées ☐ 337 Paris



Pour s'abonner à S!lence

remplir ❷ + ❸ + ❹

France métropolitaine



☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

Silence
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

Pour la Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain - Tél. : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54
Pour la Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 Tél. : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet et Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Dépositaires et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h • **Stands :** Guillaume Gamblin : lundi : 10h-12h / 14h-17h •

Editeur : Association S!lence • **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 • **N° ISSN :** 0756-2640 • **Date de parution :** 2e trimestre 2009 • **Tirage :** 6650 ex. • **Administrateurs :** Patrick Allamel, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Clémence Emprin, Jean-Pierre Lepri, Pierre Lucarelli, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Christophe Rastoll • **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri • **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Patrice Bouveret, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Mimmo Pucciarelli • **Pilotes de rubriques :** Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Marion Gillier-Rebaud, Anne Girard, Pierre-Marie Jacquier, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Kotopo, Xavier Lhermitte, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Marie-Pierre Najman, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier • **Maquette :** Damien Bouveret (06 03 50 54 93) • **Dessins :** Coco, Colloghan, Lasserpe, Sebastien Valette • **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité • **Photographes :** Cyril Cavalié, Guillaume de Crop / Alter Tour, Heather Durdil, Esther, Nathalie Fortin, Nathan Gibbs, Pierre Gleizes / Greenpeace, JaHoVil, Manuel MC, Vlad Mereuta, Mikael Ramallah, Anna-Maria Regina, Siemens, Gilles Van, Pierre-Emmanuel Weck • **Et pour ce n° :** Dominique Béroule, Michael Hérinx, Pascal Martin, Thierry Noisette, Perline, Luc Semal, Bruno Villalba, Pablo - Tchandra et Julien • **Couverture :** Colloghan • **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine.



Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : ***Atelier 26 - Loriol***
Tél. : 04 75 85 51 00

Pour commander un ancien numéro :

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4 € l'exemplaire avant le 351, 4,60 € ensuite). Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) : ________ ❸

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

VOS COORDONNÉES ❹

Nom : ________

Prénom : ________

Adresse : ________

____

Code Postal : ________

Ville : ________

Pour s'abonner par prélèvement automatique

remplir ❹ + ❺ + ❻

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER ❺

Nom de mon agence bancaire ou CCP : ________

____

____

Adresse : ________

____

Code Postal : ________

Ville : ________

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT ❻

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐ .... € par trimestre (abonnement de soutien)

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB
|_|_|_|_|_|	|_|_|_|_|_|	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|	|_|_|

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Important : *remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).*